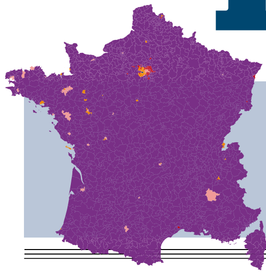
3,60€ mardi 11 juin 2024 **LE FIGARO** – N° 24 820 – **www.lefigaro.fr** – France métropolitaine uniquement **Première édition**

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



EUROPÉENNES
LA SUPRÉMATIE TERRITORIALE DU RN EST SANS PRÉCÉDENT DANS L'HISTOIRE ÉLECTORALE FRANÇAISE
PAGES 10 ET 11

RETRAITES
LE DÉFICIT SE CREUSE, UNE NOUVELLE RÉFORME SEMBLE INÉLUCTABLE
PAGE 22



Le pari électoral de Macron déroute la majorité

Gabriel Attal, ministres et députés de la majorité sont encore sous le choc de la décision du président de la République de dissoudre l'Assemblée. Beaucoup doutent de l'efficacité de cette stratégie de rupture.

PAGES 2 À 13, 18, 19, 23 ET L'ÉDITORIAL



FLASHPIC/DDP IMAGES/ABACA

Le cas Mélenchon complique un accord à gauche

Depuis l'annonce de la dissolution, la gauche avance dans le brouillard. Si le chef des Insoumis veut reconduire l'alliance des forces de gauche de 2022, François Ruffin cherche à créer avec les Verts, les communistes et les socialistes un « Front populaire » dégagé de la tutelle mélenchoniste. **PAGE 8**



Marion Maréchal se rapproche du RN

Après une rencontre avec Jordan Bardella et Marine Le Pen, la vice-présidente de Reconquête a plaidé pour que son parti trouve un accord avec le RN pour les élections législatives. Jordan Bardella a salué son *« attitude constructive à l'égard du RN, contrairement à Éric Zemmour »*. **PAGE 6**



Guilluy : « Macron cherche à occulter la crise démocratique »

Pour le géographe Christophe Guilluy, la percée du RN a été portée par un mouvement profond de contestation de *« la France d'en haut »*. Selon lui, le bloc central a perdu toute crédibilité et la dissolution de l'Assemblée nationale s'apparente, dès lors, à une fuite en avant. **PAGE 18**

TENNIS
Roland-Garros : les tops et les flops d'une quinzaine qui ouvre une nouvelle ère
PAGE 15

FIGARO **OUI**
FIGARO **NON**

Réponses à la question de lundi :
Approuvez-vous la décision d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale?

NON	OUI
36%	64%

VOTANTS : 258 660

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr
La majorité d'Emmanuel Macron peut-elle, selon vous, remporter les élections législatives?

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO- MARTIN BERTRAND / HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT-INSTA_PHOTOS - STOCK.ADOBE.COM

ÉDITORIAL par Yves Thréard

Plus dure sera la chute

Mais qu'espère Emmanuel Macron ? Il est peu probable que les Français changent radicalement d'opinion en un mois. Dans 96 départements sur 101, ils ont placé le Rassemblement national en tête aux élections européennes. Le chef de l'État compterait-il sur les abstentionnistes pour renverser la tendance aux législatives des 30 juin et 7 juillet ? En prononçant la dissolution de l'Assemblée nationale, le président a affirmé vouloir *« écrire l'histoire plutôt que de la subir »*. L'inverse paraît pourtant plus vraisemblable. *« J'ai entendu votre message, vos préoccupations, je ne les laisserai pas sans réponse »*, a-t-il ajouté, sûr de lui. Toujours des paroles et des promesses… Les Français ne sont pas dupes, n'écoutent plus.

Pourquoi Emmanuel Macron serait-il à présent plus lucide alors que, depuis sept ans, il s'obstine à improviser une politique du « en même temps » souvent incompréhensible et inefficace ? Lui qui s'était érigé en rempart contre le RN en est devenu le meilleur promoteur. Faute d'avoir agi clairement et rapidement contre l'immigration, la délinquance, le délitement de l'autorité… Ce n'est donc pas en échafaudant un front républicain, en bricolant des alliances de dernière minute, en tirant un cordon sanitaire, un coup à gauche, un coup à droite, que le camp présidentiel sauvera la face. Quant au discours stéréotypé sur *« l'extrême droite »* qui *« est à la fois l'appauvrissement des Français et le déclassement de notre pays »*, il résonne dans le vide tant le bilan de son auteur n'est pas mieux jugé. Le RN de Marine Le Pen n'est plus regardé comme le FN de Jean-Marie Le Pen. À Oradour-sur-Glane, où le chef de l'État célébrait ce lundi la mémoire des villageois victimes du nazisme, Jordan Bardella, large vainqueur du scrutin, a récolté près de trois fois plus de voix que Valérie Hayer !

Les législatives en session de rattrapage

En les convoquant à des législatives comme à une session de rattrapage, Emmanuel Macron semble dire aux Français : *« J'ai confiance en vous »* pour changer d'avis. Mais les Français ont-ils encore confiance en lui ? À trois ans de la fin de son mandat, il prend un risque immense. Plus dure sera la chute… ■

M 00108 - 611 - F: 3,60 €

AND : 4,50 € – BEL : 3,70 € – CH : 4,60 CHF – D : 4,20 € – ESP : 4,30 € – GR : 3,70 € – LUX : 3,70 € – MAR : 37 DH – MTQ/GLP : 4,30 € – REU : 4,70 € – TUN : 11,00 TND **ISSN 0182.5852**

Décidée en catimini, la dissolution de Macron suscite crainte et rancœur dans son camp

Loris Boichot
et Louis Hausalter

Le chef de l'État tente de mettre ses troupes en ordre de bataille pour les législatives surprises du 30 juin et du 7 juillet, sur fond de crainte d'une victoire du RN.

«J*e ne comprends pas comment j'ai pu donner sept ans de ma vie à quelqu'un d'aussi égotique…»* A l'image de ce cadre du groupe Renaissance à l'Assemblée nationale, une sourde rancœur a éclaté parmi les députés macronistes, sous le choc de la dissolution de l'Hémicycle annoncée par le chef de l'État. Au lendemain de sa soirée électorale cauchemardesque, qui a vu le Rassemblement national (RN) écraser la liste de la majorité aux européennes (31,37 % des voix, contre 14,60 %), le camp présidentiel se perdait en conjectures sur les raisons de la décision surprise du chef de l'État. «*J'ai entendu votre message, vos préoccupations, et je ne les laisserai pas sans réponse*», a-t-il déclaré à la télévision, devant quelque 15 millions de téléspectateurs.

Lundi soir, il s'est réexpliqué devant les trois chefs des partis de son camp - Stéphane Séjourné, François Bayrou et Édouard Philippe -, qu'il a réunis à l'Élysée. Tel un joueur de poker faisant tapis, le président a mis dans la balance l'ensemble de son dispositif. À commencer par les députés de sa majorité, brusquement privés de mandat deux ans après leur élection en 2022. Et obligés de remettre leur siège en jeu lors de périlleuses élections législatives anticipées, les 30 juin et 7 juillet. «*Il y avait un autre chemin*», celui de la «*coalition*», a déploré sur France 2, lundi, la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet, à la fois hostile à cet arbitrage et stupéfaite.

« Il y avait un autre chemin »

Yaël Braun-Pivet
La présidente de l'Assemblée nationale s'est dite favorable, lundi, sur France 2, à des «accords» et à des «coalitions les plus larges possibles»



Emmanuel Macron s'est rendu à Tulle, lundi, pour commémorer le massacre et la déportation de près de 150 habitants par les SS de la division Das Reich, en 1944.
JM HAEDRICH/POOL/ABACAJM HAEDRICH/POOL/ABACA

Il faut dire qu'en coulisses, Emmanuel Macron a mûri sa décision sans jamais associer ses troupes parlementaires. Le chef de l'État a en réalité mis à exécution un scénario testé, parmi d'autres, auprès de quelques interlocuteurs ces dernières semaines. En amont des élections européennes, le président est obsédé par une idée : sortir de la nasse de la majorité relative, qui perturbe un quinquennat devant durer encore trois ans. L'hiver dernier, il remet alors sur les rails son idée d'alliance avec une partie de la droite, déjà formulée peu après sa réélection, en 2022, mais avortée faute d'allant chez Les Républicains. Le 7 mars dernier, Emmanuel Macron dîne discrètement avec Gérard Larcher, qui ne l'a jamais épargné depuis 2017.

Auprès du président du Sénat, il évoque l'idée d'une coalition. La rumeur d'une nomination de Larcher à Matignon enfle dans les milieux politiques les semaines suivantes. Au point que plusieurs ténors des Républicains, dont Laurent Wauquiez, Éric Ciotti et Bruno Retailleau, font pression sur le président du Sénat pour qu'il démente cette hypothèse, en lui reprochant d'affaiblir la campagne de François-Xavier Bellamy.

«*Macron n'a jamais rien proposé à Larcher, qui est tombé de sa chaise quand Macron l'a appelé dimanche pour l'informer de la dissolution*», assure cependant un proche du président du Sénat. Le refus par Gérard Larcher de tout rapprochement entre Les Républicains (LR) et le camp présidentiel, la semaine dernière, a conforté Emmanuel Macron dans son idée de rebattre les cartes en cas d'échec cinglant aux européennes.

«*Ils ont fermé la porte, donc on passe à autre chose*», résume un interlocuteur régulier du président, qui ajoute toutefois : «*Il a pris sa décision à la dernière minute. Parce que si Renaissance faisait 22 % aux européennes, évidemment, il n'y avait pas de dissolution. Tout le monde y pensait plutôt pour septembre-octobre*», au moment de la discussion du prochain budget et alors que LR faisait planer la menace d'une motion de censure. Loin d'être un plan élaboré patiemment et collectivement depuis des mois, la dissolution est donc une décision personnelle prise dans l'urgence, et l'application de l'un des scénarios mâchonnés et remâchonnés à l'Élysée.

«*Le mot est revenu dans le vocabulaire du président, alors qu'il n'en parlait plus*», glissait début mai un visiteur régulier du Château. Emmanuel Macron, qui n'aime rien tant que cloisonner, a testé l'idée en amont sur un certain nombre d'interlocuteurs. Comme son influent conseiller mémoire, Bruno Roger-Petit, chargé dans la foulée de scénariser à la fois la geste gaullienne du retour au peuple, et une démarche de rassemblement comparée à la fête de la Fédération de 1790, qui symbolisait un serment commun entre Louis XVI et les représentants des citoyens partisans de la Révolution. Comme l'ancien sénateur LR de Paris Pierre Charon, qui poussait cette solution pour mettre la droite au pied du mur. Comme le ministre des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné, créateur et toujours patron du parti Renaissance, qui tenait prêt depuis l'aube de ce deuxième quinquennat un «plan dissolution», permettant de lancer immédiatement une nouvelle campagne législative. Comme le compagnon de la première heure, Richard Ferrand, ex-président de l'Assemblée battu aux législatives de 2022 sur ses terres du Finistère, qui s'interroge sur l'opportunité de retrouver un siège de député. Ou comme le secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler, raccord avec la décision présidentielle.

Même si, dans les cercles présidentiels, on ne se dispute pas la paternité de ce pari très risqué, alors que des mauvaises langues cherchent déjà à identifier «le Villepin de Macron», en référence à la catastrophique dissolution de 1997 soufflée à Jacques Chirac par Dominique de Villepin, alors secrétaire général de l'Élysée. «*C'est une décision présidentielle*», évacue un conseiller élyséen.

Il ne faut, de toute façon, jamais surestimer le poids des conseillers du prince. Il ne faut pas, à l'inverse, négliger celui des quidams, ces Français que le président croise au fil de ses pérégrinations. Du moins ceux qui font l'effort de patienter pour l'apercevoir. Quand la semaine dernière, Emmanuel Macron prend plusieurs bains de foule en marge des cérémonies des 80 ans du débarquement de Normandie, l'accueil est bon. Il y voit des citoyens en apparence paisibles et souriants, qui viennent chercher un selfie et non pas discuter politique. À mille lieues du chaudron électoral et de la violence du débat public.

« Qu'il ne croie pas que ses députés le soutiendront comme avant. Il vient de créer une armée indépendante »

Un député Renaissance influent

«*Il y a vraiment deux France*, en déduit-on alors dans son sillage. *Celle des excités à Paris et celle du pays profond, qui aspire à la quiétude et n'aime pas le désordre.*» À l'Élysée, on estime que le simple fait de congédier cette Assemblée si prompte au bruit, à la fureur et aux noms d'oiseaux pourrait jouer en faveur du président.

Quand Emmanuel Macron reprend son agenda mémoriel aussitôt après les européennes, en rendant hommage, lundi, aux victimes d'exactions des SS à Tulle (Corrèze) et à Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne), il poursuit dans la même veine. À un homme qui le félicite pour la dissolution, il répond vouloir ne laisser place à aucune «*ambiguïté*». «*J'ai confiance dans le peuple*», ajoute celui qui a encore, dimanche, traité ses adversaires de «*démagogues*».

Autre paramètre majeur dans le raisonnement présidentiel : l'échiquier politique européen. Lundi 17 juin, Emmanuel Macron retrouvera à Bruxelles ses homologues pour discuter de façon informelle de la future répartition des postes clés des instances de l'Union européenne. Le chef de l'État se présentera à eux lesté du cinglant désaveu infligé par les électeurs, lui qui comptait influer de manière décisive dans les tractations. Le voilà scruté et jugé dans les capitales.

Le premier ministre polonais de centre droit Donald Tusk, qu'Emmanuel Macron apprécie, n'a-t-il pas déclaré dimanche soir que «*ceux qui sont au pouvoir en France ont des raisons d'être terriblement tristes*»? Lundi, la presse européenne comparait la décision du président français de provoquer des élections législatives aux déclarations du chancelier allemand Olaf Scholz excluant de faire de même, alors qu'il a lui aussi encaissé un sévère revers dans son pays.

Au sein du couple franco-allemand, où les sujets de désaccord se sont multipliés ces derniers temps, c'est un match de la crédibilité qui se joue, sous l'œil des marchés et des chancelleries étrangères. Le CAC 40 a clôturé en baisse de 1,35 % lundi, tandis que le taux d'intérêt de la dette publique française grimpait. La dissolution a été commentée jusqu'au Kremlin, qui a déclaré suivre «*avec attention*» les évènements à venir.

Sans compter les inquiétudes autour de l'organisation des Jeux olympiques, dont le ministère de l'Intérieur doit assurer la sécurité, en même temps qu'il doit encadrer un scrutin prévu dans moins d'un mois. Cette compétition internationale, attendue du 26 juillet au 11 août, ne sera «*pas perturbée*» par cette crise politique, a indiqué lundi Thomas Bach, président du Comité international olympique. Pour sa part, la maire socialiste de Paris, Anne Hidalgo, a jugé «*extrêmement troublant*» de dissoudre l'Assemblée avant les Jeux, même si elle a garanti que «*rien ne (viendrait) gâcher la fête*».

La suite s'écrit désormais au jour le jour et en pointillé. Alors qu'un décret d'Emmanuel Macron publié lundi au *Journal officiel* fixe le dépôt des candidatures aux législatives entre mercredi et dimanche, sa majorité est en plein doute. «*On n'a pas le temps de gagner*», s'inquiète un député Renaissance influent, qui décrit un lien de confiance brisé avec le président : «*Qu'il ne croie pas que ses députés le soutiendront comme avant. Il vient de créer une armée indépendante.*»

Certains sortants ont déjà renoncé à se représenter, tel le député MoDem Jean-Louis Bourlanges dans les Hauts-de-Seine, comme il l'a annoncé au *Figaro*. D'anciens ministres d'Emmanuel Macron redevenus députés lors du remaniement de janvier, comme Olivier Véran et Olivier Dussopt, n'ont pas arrêté leur décision. Même si à la réunion hebdomadaire des cadres de la majorité autour d'Alexis Kohler, lundi à l'Élysée, le patron des députés Renaissance, Sylvain Maillard, a assuré que la plupart d'entre eux repartiraient en campagne. Mais une dizaine d'élus du groupe majoritaire, pas suffisamment jugés solides pour avoir des chances de victoire, ne devraient pas être réinvestis.

« Pour les LR, c'est l'heure du choix. Ils n'ont pas voulu choisir jusqu'à présent. Que vont-ils faire dans leurs circonscriptions, y aller tout seuls avec leurs drapeaux ? C'est courageux… »

Hervé Marseille
Sénateur, patron de l'UDI et allié du camp Macron aux européennes

Les troupes présidentielles doivent agir à la hâte, afin de tenter d'éviter une sanction douloureuse dans les urnes. Lundi, Stéphane Séjourné, qui a annoncé la veille qu'il se chargerait de l'organisation de la campagne, a lancé un appel aux dons auprès des sympathisants Renaissance. «*La campagne sera très courte, seulement 20 jours, et nos candidats auront besoin de tout votre soutien*», écrit-il dans un courriel qui leur a été adressé.

Mais il a surpris ses alliés François Bayrou et Édouard Philippe, dimanche, en annonçant unilatéralement sa stratégie pour élargir la majorité : là où il ne dispose pas de députés macronistes sortants, le parti présidentiel est prêt à investir des députés d'opposition «*du champ républicain*», à condition qu'ils soient «*en accord avec le projet présenté*». Lors de ce scrutin, il s'agit de «*décider de la ligne économique, politique, géopolitique*» du pays, fait valoir Stéphane Séjourné.

Dans l'entourage présidentiel, on élabore différentes manœuvres politiciennes, comme la création d'un «groupe d'accueil» à l'Assemblée nationale pour héberger des députés LR supposément désireux de franchir le pas. Les stratèges veulent s'adresser aux membres du parti de droite «*inquiets par l'arrivée du RN au pouvoir*». «*Pour les LR, c'est l'heure du choix. Ils n'ont pas voulu choisir jusqu'à présent. Que vont-ils faire dans leurs circonscriptions, y aller tout seuls avec leurs drapeaux ? C'est courageux…*», déclare le sénateur Hervé Marseille, patron de l'UDI et allié du camp Macron aux européennes.

Quant aux investitures, elles devaient faire l'objet de discussions entre alliés lundi soir, à l'Élysée. L'état-major du parti Renaissance imaginait lundi en dévoiler une première vague dès mardi soir, à l'issue d'un bureau exécutif. Horizons se montre gourmand et en réclame davantage que les 58 de 2022. Autre objet de crispations entre partenaires, l'ambition d'Emmanuel Macron de «*recréer une UMP moderne*», selon l'expression d'un de ses proches, sous la forme d'une «fédération» associant les formations de son camp. Ce plan provoque la stupeur de la direction d'Horizons, désireuse de ne pas «*se fondre*» dans un vaste ensemble. ■

Le mutisme de Gabriel Attal n'empêche pas ses minis

Tristan Quinault-Maupoil

Le chef du gouvernement reste discret depuis la défaite cinglante des macronistes aux élections européennes et la convocation

Même s'il se maintenait à Matignon jusqu'au 7 juillet prochain, date du second tour des élections législatives anticipées, Gabriel Attal pourrait échapper de peu à une prestigieuse distinction habituellement dévolue aux premiers ministres. Pour être élevé grand-croix de l'ordre national du Mérite et accrocher une rosette bleue à son veston, il lui faudrait franchir le cap des six mois passés à la tête du gouvernement, le 9 juillet prochain. Une gageure depuis qu'Emmanuel Macron a sonné le glas de la XVIe législature de la Ve République. En cas de nouvel échec électoral, le meilleur espoir de la majorité ferait pire qu'Édith Cresson et rejoindrait Bernard Cazeneuve dans la catégorie des éphémères chefs de gouvernement. Des macronistes dressent le portrait d'un *« premier ministre sonné »* par l'annonce de la dissolution, qu'il aurait aimé contourner.

Depuis qu'il a glissé son bulletin de vote dimanche dans une école de son fief de Vanves (Hauts-de-Seine), Matignon est mutique. Pas de son, pas d'image. Pas même pour annoncer son intention de briguer, ou non, sa succession dans son bastion francilien. Ses conseillers aussi sont aux abonnés absents. Un micro avait bien été installé dans la cour de l'hôtel particulier de la rue de Varenne le soir des résultats, mais il a vite été remisé pour laisser place à l'allocution du président. Après s'être interrogés sur l'absence de signal venu de Matignon pendant 24 heures, les communicants des ministères ont finalement reçu lundi après-midi une invitation à une réunion en fin de journée à l'Élysée.

Un attentisme qui tranche avec la multiplication des annonces de candidature au sein du gouvernement. Dès lundi matin, Gérald Darmanin (Intérieur) a publié une vidéo sur Facebook pour appeler ses électeurs du Nord à être *« au rendez-vous de l'histoire »* en le réélisant député. Il tiendra une conférence de presse mardi soir. *« J'entre aujourd'hui en campagne »* pour *« porter la voix des modérés face aux extrêmes »*, a indiqué Thomas Cazenave (Comptes publics), candidat dans sa circonscription de Bordeaux. Il n'a pas repris le train dimanche soir, comme il en a l'habitude, préférant rester dans sa circonscription pour faire campagne. Stanislas Guerini (Transformation et Fonction publiques) s'est lancé à Paris, comme Dominique Faure (Collectivités territoriales) en Haute-Garonne, Aurore Bergé (Égalité femmes-hommes) dans les Yvelines ou Franck Riester (Commerce extérieur) en Seine-et-Marne. Marc Fesneau (Agriculture) s'apprête lui à le faire dans le Centre-Val de Loire. Quant à sa ministre déléguée Agnès Pannier-Runacher, qui n'a jamais été candidate aux législatives, elle a *« fait une offre de service au président de la République »*, fait savoir son entourage.

Tenter de sauver les meubles

Face à la mobilisation générale pour tenter de sauver les meubles, d'autres ministres qui n'étaient pas députés avant leur nomination hésitent à sauter dans l'inconnu. Le chef du parti présidentiel, Stéphane Séjourné (Affaires étrangères) se cherche une circonscription après avoir quitté le Parlement européen. Face aux circons-

Pour les candidats et les communes, le casse-tête d'une campagne express

Célestine Gentilhomme

Le scrutin européen n'a qu'un jour et paraît déjà bien loin. Au lendemain de la victoire écrasante du Rassemblement national (32 %), une nouvelle bataille s'est imposée aux partis. Des législatives anticipées, annoncées plus vite que prévu, et prenant de court les forces politiques du pays, y compris la majorité présidentielle. En prononçant dimanche soir la dissolution surprise de l'Assemblée nationale, Emmanuel Macron ne laisse que vingt petits jours aux candidats pour mener une campagne éclair. Ce, en vertu de l'article 12 de la Constitution qui lui permet de convoquer un nouveau scrutin pour renouveler l'Hémicycle, sauf dans l'année qui suit ces mêmes élections. *« C'est le principe même d'une dissolution : vous appuyez sur la gâchette et vous laissez le moins de temps possible à vos adversaires pour s'organiser »*, décrypte Anne-Charlène Bezzina, constitutionnaliste et maître de conférences en droit public. Moins de trois semaines au bout desquelles les Français devront choisir leurs 577 députés, lors d'un premier tour le dimanche 30 juin.

Pour se qualifier au second tour, prévu le dimanche suivant, le 7 juillet, un candidat doit obtenir au moins 12,5 % des voix des électeurs inscrits. Certains pourraient être exemptés d'un second tour, s'ils parviennent dès le premier tour à recueillir plus de 50 % des suffrages et au moins 25 % du nombre des électeurs inscrits dans la circonscription. *« C'est une organisation absolument dantesque dans la semaine qui s'ouvre. Les partis veulent être présents avec des candidats partout sur le territoire »*, analyse Anne-Charlène Bezzina.

Encore assommés par le couperet présidentiel, les députés sortants avancent pour l'instant dans le brouillard. *« Il faut débarrasser les bureaux, rendre les ordinateurs, faire ses cartons et licencier ses collaborateurs… Tout repart à zéro »*, souffle Véronique Besse, parlementaire non-inscrite de Vendée. Tous ou presque ont déjà déserté les couloirs du Palais Bourbon, soucieux de retrouver au plus vite le terrain. Ces élus en sursis ont jusqu'à ce dimanche à 18 heures pour déposer officiellement leurs candidatures auprès des préfectures. *« C'est le chaos total »*, s'étrangle un cadre du groupe Liot, qui a réuni ses troupes dans l'urgence.

Le temps presse d'autant plus qu'il leur faut affronter d'ici-là une montagne administrative. *« Ça risque d'être compliqué, on doit encore régler pas mal de choses à Paris comme ouvrir un compte de campagne. Et en parallèle, se rendre sur le terrain »*, s'inquiète Éléonore Caroit, députée Renaissance des Français établis à l'étranger (Amérique latine et Caraïbes). Sa collègue macroniste du Jura, Danielle Brulebois, renchérit : *« C'est très difficile, surtout dans des circonscriptions rurales. J'ai 190 communes dans la mienne. Cela va être compliqué en si peu de temps de gérer tout l'administratif tout en allant parler aux électeurs. »*

Dans les états-majors des partis, on s'arrache surtout les cheveux pour financer les campagnes express des candidats. *« Je vois mal les banques accorder des prêts, avec un paysage autant en mouvement. Il est fort probable que les partis doivent faire des avances »*, s'alarme le trésorier d'Horizons, François Goulard. Depuis dimanche soir, ses équipes enchaînent les coups de fil pour dénicher des imprimeurs. *« Il est très problématique d'en trouver suffisamment pour les bulletins et les affiches »*, explique-t-il, désœuvré. *« Il peut y avoir des problèmes de pénurie de papier »*, met en garde Véronique Besse. Même casse-tête pour les tracts électoraux, envoyés en temps normal une semaine avant le scrutin. *« Si je les expédie par La Poste, ils arriveront hors délais »*, raconte Paul Molac, député Liot.

> **« C'est le principe même d'une dissolution : vous appuyez sur la gâchette et vous laissez le moins de temps possible à vos adversaires pour s'organiser »**
>
> **Anne-Charlène Bezzina**
> Constitutionnaliste et maître de conférences en droit public

Résultat, les candidats devront pour beaucoup se contenter de quelques tractages improvisés sur les marchés. *« Ce sera une campagne a minima. On va faire une douzaine de réunions publiques, contre 135 lors du dernier scrutin »*, relate André Chassaigne, patron des députés communistes. Reste l'inconnue de l'abstention, qui s'était élevée à plus de 52 % lors des élections législatives de 2022. *« On va tomber dans une période qui va frôler les vacances scolaires, propices à des cures, des anticipations de congés hors vacances scolaires… C'est la principale difficulté »*, met en garde un parlementaire de la majorité.

Le problème de la mobilisation se pose aussi pour les préfectures comme les communes, qui seront une fois de plus en première ligne du scrutin. Au lendemain des élections européennes, il leur faudra à nouveau garnir les panneaux électoraux d'affiches, si celles-ci arrivent à temps. Dans un communiqué publié ce lundi, l'Association des maires de France (AMF) a déjà alerté l'exécutif sur les *« difficultés d'organisation »* des élections, notamment pour trouver des assesseurs dans chaque bureau de vote. *« Le calendrier choisi renforce cette difficulté au moment où les communes sont sollicitées par les activités touristiques estivales, l'organisation de nombreuses manifestations liées aux Jeux olympiques et paralympiques »*, a dénoncé la première force représentative d'élus locaux. La situation inquiète plus encore les petites communes, qui risquent elles aussi d'être confrontées à un manque de personnel. *« Dans certains villages, il n'y a qu'une secrétaire de mairie. On ne peut pas remplir des papiers et des formulaires par procuration »*, déplore Michel Fournier, patron de l'Association des maires ruraux de France (AMRF). ■





CONTRE-POINT
PAR **GUILLAUME TABARD**

Les contradictions d'une dissolution

Les ennemis de mon ennemi sont mes amis. Voilà à quoi semble se résumer la stratégie d'Emmanuel Macron. Avec sa dissolution, le chef de l'État veut croire en la possibilité d'une nouvelle coalition dont le seul lien serait la volonté de faire barrage au Rassemblement national. Son entreprise se heurte cependant à une série de contradictions qu'il s'est chargé lui-même d'accumuler.

Il justifie aujourd'hui l'exact inverse de ce qu'il défendait au cours de la campagne. Réclamée par le RN, la dissolution n'était qu'une lubie de Marine Le Pen qui voulait *« chaque jour changer la Constitution et tout le toutim »*, comme il le disait à Tourcoing. Il sonne le tocsin face à la perspective d'une arrivée au pouvoir du Rassemblement national qui ne serait pas d'actualité s'il ne brusquait pas les échéances électorales. En clair, il appelle à éteindre un incendie qu'il déclenche lui-même. Tous ses soutiens expliquaient qu'il fallait faire le dos rond et ne pas perturber la fête des JO ; voilà qu'il n'y a pas d'autre urgence que de plonger le pays dans une nouvelle turbulence politique.

Autre contradiction : le président de la République se met en risque sur la scène nationale alors que, dès ce mois de juin, il se voyait en pôle de stabilité pour donner le coup d'envoi d'une nouvelle architecture de l'Union européenne. Il peut enfin sembler étrange de prévoir une exposition personnelle plus forte que jamais pour bâtir un « tout sauf Le Pen » alors qu'il vient de payer au prix fort un « tout sauf Macron ». On pourrait ajouter ce qu'il y a de présomptueux à prétendre élargir son assise politique en commençant à prendre à rebours son premier ministre, le numéro deux de son gouvernement, la présidente de l'Assemblée nationale et tant de grognards envoyés sous la mitraille en leur rappelant aimablement être assuré de garder son poste jusqu'en 2027. Tout comme il est insuffisant de tout construire sur la dénonciation d'un parti qui a dépassé les 30 % sans faire un minimum d'introspection sur les raisons qui ont conduit son propre camp, bien qu'élargi aux centristes de l'UDI, à tomber sous le seuil des 15 %.

Mais après tout, l'art de surprendre en se déjugeant fait partie de la panoplie habituelle des rebonds en politique. À l'instar d'un Jacques Chirac faisant voter le quinquennat quelques jours après s'y être opposé. Mais la plus grande des contradictions consiste à prendre l'initiative la plus spectaculaire et la plus osée sans lui donner un contenu qui soit lui-même audacieux et spectaculaire. Emmanuel Macron va reprendre une fois de plus la parole pour proposer aux acteurs de la vie politique ou publique extérieurs à la majorité une sorte de pacte. Ce ne sera pas un contrat de coalition en bonne et due forme mais un engagement sur quelques grands principes ou réformes phares. Mais qu'a-t-il fait depuis 2022 sinon multiplier les initiatives allant toutes dans ce sens-là. Conseil de la refondation, Élisabeth Borne chargée d'élargir la majorité, Rencontres de Saint-Denis, « rendez-vous avec les Français », nomination de Gabriel Attal… À chaque fois, il s'agissait de dégager des consensus permettant de travailler avec d'autres. Les prétentions répétées au dépassement ont conduit au rétrécissement. Comment éviter que les mêmes causes produisent les mêmes effets ? ■

tres de repartir en campagne

de législatives anticipées après l'annonce surprise d'une dissolution.

tances exceptionnelles, Bruno Le Maire (Économie et Finances) réexamine l'opportunité de repartir en campagne dans l'Eure. Un département où le RN enregistre désormais des scores massifs. Dès lors, les regards se sont tournés vers Sébastien Lecornu (Armées), l'ancien président du conseil départemental. Bien que sénateur, certains macronistes jugeaient qu'il aurait dû se dévouer pour tenter d'arracher un siège de député au RN. Mais le ministre n'a pas donné suite, préférant aider les candidats qui le solliciteront à travers le pays.

Même réflexion à Paris s'agissant de la ministre de la Culture, Rachida Dati, qui pourrait être poussée à briguer une circonscription plutôt que de vouloir conserver sa mairie du 7e arrondissement. L'interrogation est de mise quant au choix du garde des Sceaux, Éric Dupond-Moretti, pourfendeur de longue date de l'extrême droite mais qui avait essuyé un échec cuisant aux régionales de 2021 dans le Nord. Il avait décidé de ne pas être candidat aux législatives de 2022 après avoir hésité. L'ancien avocat, dorénavant libéré de l'épée de Damoclès judiciaire qui le menaçait, et *« piqué par la politique »* selon une de ses collègues, pourrait réévaluer la question. Catherine Vautrin (Santé, Travail) a repris le train vers Reims lundi pour faire campagne mais ne se lancera pas elle-même dans la bataille. Et pour cause, *« on ne gagnerait rien à ce qu'elle y aille »*, dit-on, alors que toutes les circonscriptions de la Marne sont actuellement acquises à la majorité. Argument similaire pour Christophe Béchu (Transition écologique) puisque tous les parlementaires angevins sont aujourd'hui dans le giron macroniste. Mais le secrétaire général du parti Horizons se tient à disposition s'il y était poussé. La bataille sera âpre pour ceux qui avaient été élus de justesse il y a deux ans. À Marseille, Sabrina Agresti-Roubache (Citoyenneté) se prépare à affronter de nouveau le RN. Elle avait remporté son siège avec moins de 500 voix d'avance. ■



Après la dissolution de l'Assemblée nationale *(ici, le 28 mai)*, de nombreux ministres du gouvernement se sont déjà portés candidats pour les législatives.

TELMO PINTO/SOPA IMAGES VIA RE

Fin de vie, audiovisuel : ces réformes qui tombent à l'eau

Eugénie Boilait

Une décision qui a pris tout le monde de court. Et notamment les fervents défenseurs du projet de loi sur la fin de vie qui était en première lecture à l'Assemblée nationale depuis près de deux semaines. Et pour cause : la dissolution de la Chambre basse, prononcée par le président de la République après la défaite cuisante de sa liste aux élections européennes, entraîne la disparition pure et simple des travaux parlementaires en cours dans cet hémicycle.

« Tout ce qui était à l'Assemblée nationale est mort : les projets de loi, les propositions de loi, les commissions d'enquête, les missions d'information », explique ainsi le constitutionnaliste Benjamin Morel. *« Ces derniers ne sont pas suspendus comme on peut le croire, mais ils disparaissent*, insiste de son côté le professeur de droit public Guillaume Drago, *puisque les députés ont perdu leur mandat. »*

Et parmi les textes les plus emblématiques, le projet de loi sur la fin de vie voulu par le président lui-même. Les députés étaient pourtant arrivés à l'article 7 du projet de loi après des journées de vifs débats. Mais comme le texte n'a pas été adopté en première lecture, son examen est dorénavant considéré comme nul. *« Je suis triste de voir la loi fin de vie brutalement stoppée »*, a ainsi déploré Olivier Falorni (Démocrates), député et rapporteur du texte. Quand la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, s'est désolée sur France 2 : *« Le texte sur la fin de vie, tout ce que l'on avait jusqu'à présent comme chemin parlementaire est anéanti. »* Cette dernière a ainsi regretté *« tous les débats qui ont eu lieu en commission spéciale et dans l'Hémicycle* (et qui) *n'existent plus »*. Nombre d'acteurs des soins palliatifs et de soignants opposés au suicide assisté et à l'euthanasie y ont au contraire vu une occasion inattendue d'enterrer cette loi.

Si le nouveau gouvernement, nommé à l'issue des législatives, souhaite ainsi engager un nouveau travail sur la fin de vie, *« il faudra reprendre le processus depuis le début »*, précise le constitutionnaliste Guillaume Drago. C'est-à-dire : élaboration du projet de loi, consultation du Conseil d'État, adoption en Conseil des ministres puis jeu de la navette parlementaire entre les deux Assemblées avant adoption et promulgation.

Ces élections anticipées enterrent également la proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public qui devait être examinée en séance publique – après report – entre le 24 et 26 juin. Parmi les amendements du gouvernement, le regroupement de France Télévisions, Radio France, France Médias monde et l'INA dans un holding en 2025 devait être débattu. Cette loi, vivement défendue par Rachida Dati avait provoqué une grève du secteur en mai dernier.

Les textes qui ont en revanche été adoptés en première lecture à l'Assemblée avant la dissolution ont un destin différent. *« Si un texte a été déposé sur le bureau du Sénat, les discussions à son propos pourront reprendre une fois la nouvelle Chambre basse élue. L'usage veut en effet que le Sénat attende que les députés siègent »*, détaille le constitutionnaliste Didier Maus. Mais cela peut se discuter, nuance Guillaume Drago. *« En termes de logique des institutions, on peut aussi penser que ce qui est au placard doit rester au placard. Car la législature des députés qui ont voté le texte est terminée, et ce dernier a donc été voté par une Assemblée nationale qui n'existe plus »*, argumente encore le spécialiste. Reste à savoir quelles options seront choisies.

La réforme de l'assurance-chômage pas concernée

Il existe finalement des cas de figure plus particuliers, comme celui du projet de loi constitutionnelle sur le dégel du corps électoral de Nouvelle-Calédonie. Ce texte a été adopté par l'Assemblée nationale dans la nuit du 14 au 15 mai, dans les mêmes termes qu'au Sénat, ouvrant ainsi la voie à son adoption définitive en Congrès à Versailles. *« Le texte existe, il a été formalisé, il peut donc tout à fait être voté en Congrès »*, soutient Didier Maus, même si les députés de cette Assemblée exceptionnelle ne sont pas ceux qui ont voté le texte initialement.

Le projet constitutionnel devait toutefois entrer en vigueur avant le 1er juillet (d'après l'article 2), date à laquelle le texte aurait donc dû être déjà voté par les deux Chambres réunies en Congrès. *« Comme les deux Chambres ne peuvent évidemment pas être réunies dans ces délais, est-ce que le projet de loi ne devient pas caduc ? »*, s'interroge encore le constitutionnaliste Guillaume Drago. Pour l'heure, impossible de savoir ce que deviendra donc ce texte.

La réforme de l'assurance-chômage, qui doit entrer en vigueur le 1er décembre, n'est pour sa part pas concernée. Elle fait en effet l'objet d'un projet de décret, ce qui ne nécessite pas l'intervention de l'Assemblée nationale. ■

Contraint de revoir ses plans, Édouard Philippe espère sauver ses troupes

Loris Boichot

Près de la promenade des Anglais, Édouard Philippe glisse une boutade, entre deux alertes contre une poussée du Rassemblement national (RN). Ce jeudi 6 juin, à Nice (Alpes-Maritimes), où il participe en plein air au dernier meeting de sa candidate, Valérie Hayer, il s'amuse à s'imaginer élu au Parlement européen. Puisqu'il est inscrit à la 76e place sur sa liste, il fait des calculs fous à haute voix : *« Si nous obtenons un score d'environ 80-82 %, je peux espérer siéger à Strasbourg. »* Il l'admet aussitôt : *« Ça me paraît peut-être un peu ambitieux. »* Devant lui, Valérie Hayer, le maire (Horizons), Christian Estrosi, et la ministre de l'Éducation nationale, Nicole Belloubet, sourient.

Personne, au premier rang du public, n'imagine que les mauvais résultats, obtenus trois jours plus tard (14,60 % des voix contre 31,37 % pour le RN), pousseront Emmanuel Macron à provoquer des élections législatives anticipées les 30 juin et 7 juillet. Quand le chef de l'État annonce ses intentions dimanche soir, à 20 heures 58, afin de ne pas *« faire comme si de rien n'était »*, les philippistes se disent stupéfaits sur leurs boucles de messagerie. Leur chef ne l'est pas moins. Retenu dans sa mairie du Havre (Seine-Maritime), il ne participe pas aux différents rendez-vous élyséens convoqués autour du chef de l'État, qu'il n'a rencontré que lundi soir au palais présidentiel.

Jusqu'à la matinale de RTL, ce mardi, Édouard Philippe n'avait pas prévu de dire un mot publiquement. Le temps de réfléchir. La décision du président de la République a étonné ses plus proches, qui estiment qu'il l'a mal expliquée et qu'elle expose le pays à une victoire du RN. Le Normand ne juge-t-il pas, depuis la défaite aux législatives de juin 2022, qu'il faut donner ses chances à une *« coalition »* avec Les Républicains (LR) et les sociodémocrates ?

Cette surprise percute aussi sa stratégie établie patiemment en vue de l'Élysée. Après la défaite attendue aux européennes, il avait un plan : s'avancer de plus en plus activement vers l'élection présidentielle. *« Ce scrutin, c'est le point de bascule qui nous entraîne vers 2027 »*, prédisait l'un de ses plus proches amis, dans le courant de mai.

Édouard Philippe se retrouve en fait embarqué dans une campagne législative qu'il n'a pas voulue. Plutôt que de conquête élyséenne, c'est de survie à l'Assemblée nationale dont il est question pour lui. *« On consulte, on travaille, on réfléchit »*, raconte l'un de ses proches. Avec les sièges de ses 31 députés remis en jeu (sur les 250 élus de la majorité parlementaire), c'est toute une partie de l'édifice qu'il a construit depuis la création de son parti, en octobre 2021, qui est menacée. Dès dimanche soir, il a convoqué l'état-major de sa formation en visioconférence, avant de réunir lundi soir plusieurs centaines de cadres locaux, puis un bureau politique élargi.

Les députés Horizons vivent durement ce scénario chamboule-tout, qu'ils jugent injuste. *« On a été d'une loyauté remarquée ces deux dernières années, on a accepté un certain nombre de choses. Pour nous, ça a un goût amer »*, explique l'un d'eux. Dès lundi soir, en visioconférence, les parlementaires ont confié leur choc à Édouard Philippe et à leur chef de file, Laurent Marcangeli. Parmi d'autres, le député Paul Christophe a exprimé son inquiétude : *« Si je n'y vais pas, c'est la victoire du RN. Si j'y vais, je ne suis pas certain de gagner. »* Il a finalement décidé de briguer sa succession, à l'image de la quasi-totalité de ses collègues.

> **« La donne a évidemment changé. On ne peut pas repartir comme s'il ne s'était rien passé. En 2022, la majorité aurait eu plus de députés s'il y avait eu plus de candidats Horizons. Dans les circonscriptions les plus à droite, nous sommes mieux placés pour capter des voix LR que des candidats Renaissance issus de la gauche »**
>
> **François Goulard**
> Trésorier d'Horizons

Il leur faut repartir en campagne. Les discussions entre Édouard Philippe et ses homologues Stéphane Séjourné (Renaissance) et François Bayrou (MoDem) ont commencé. L'état-major d'Horizons veut pousser son avantage, avec la conviction que l'implantation des philippistes et la popularité d'Édouard Philippe peuvent aider le camp présidentiel à limiter les dégâts dans les urnes. Plusieurs rêvent tout haut d'obtenir plus de candidats sur la ligne de départ qu'il y a deux ans, quand ils n'avaient ravi que 58 investitures sur 577 sièges à briguer. *« 2024 n'est pas 2022 »*, insiste un stratège.

« La donne a évidemment changé. On ne peut pas repartir comme s'il ne s'était rien passé », avance pour sa part le trésorier du parti, François Goulard. Il ajoute : *« En 2022, la majorité aurait eu plus de députés s'il y avait eu plus de candidats Horizons. Dans les circonscriptions les plus à droite, nous sommes mieux placés pour capter des voix LR que des candidats Renaissance issus de la gauche. Ça doit nous amener à avoir plus de candidats Horizons qu'en 2022. »* Dans les zones où un député sortant est candidat à sa succession, il est jugé prioritaire. Mais ailleurs, Horizons ne s'interdit pas de faire valoir ses représentants, au cas par cas.

Alors que les accrochages entre partenaires sont fréquents depuis trois ans, les pourparlers sont déjà ardus. Les cadres d'Horizons n'ont pas apprécié la proposition unilatérale de Stéphane Séjourné, dimanche soir, d'investir des députés d'opposition *« du champ républicain »*, à condition qu'ils soient *« en accord avec le projet présenté »*.

« Édouard Philippe ne se sent lié par rien, tant qu'il n'a pas donné son accord à quoi que ce soit », explique-t-on autour de lui. Il en va de même pour le projet d'Emmanuel Macron de *« recréer une UMP moderne »*, selon l'expression d'un de ses proches, sous la forme d'une *« fédération »* associant les partis de son camp. *« Nous, nous sommes Horizons, nous ne voulons pas être absorbés »*, réplique-t-on au sommet du parti philippiste.

Il s'agit de se différencier d'Emmanuel Macron. Jusqu'au point de renoncer à l'alliance électorale Ensemble, qui a prévalu aux législatives de 2022 ? *« Sans alliance électorale, c'est la bérézina, et en même temps, la distanciation est nécessaire. Il y a un jeu d'équilibre »*, dit un haut gradé du parti. Un autre promet que *« des différences seront marquées, mais elles ne confineront pas à des logiques de division, car la logique de rassemblement doit prévaloir »*.

Édouard Philippe reste soucieux de ne pas diluer sa singularité. Ces dernières semaines, il a jugé *« surprenante »* la proposition d'Emmanuel Macron de débattre avec Marine Le Pen, tout comme il a pris ses distances avec la gestion du dossier calédonien. Le calendrier a changé, mais pas la stratégie. L'ancien premier ministre prévoit toujours de se distinguer de plus en plus du chef de l'État. Ses proches se sont forgé cette conviction, qui n'a pas varié d'un iota avec la dissolution : *« En 2027, celui qui aura l'étiquette d'héritier perdra. »* ■

Le RN active son « plan Matignon » et lance sa campagne

Paul Laubacher

Investitures, programme législatif, « ralliement et élargissement »... Marine Le Pen et Jordan Bardella peaufinent leur stratégie.

Marine Le Pen était persuadée d'une chose : que la dissolution n'arriverait pas avant septembre. Emmanuel Macron l'a surprise. L'annonce historique du chef de l'État de dissoudre l'Assemblée nationale dès dimanche soir, après les résultats des élections européennes, a précipité tout l'agenda de la candidate « *naturelle* » du Rassemblement national (RN) pour la présidentielle de 2027. En quelques heures, c'est tout l'appareil du parti nationaliste qui a dû changer de braquet et qui s'est mis en branle pour préparer la campagne éclair des législatives des 30 juin et 7 juillet.

Un plan qui était prêt depuis plusieurs mois, « *l'opération Matignon* », a été activé. Un proche de Jordan Bardella résume l'état d'esprit qui règne au sein de la formation lepéniste : « *On y va pour gagner. Il faut que l'on gagne.* » Louis Aliot, le maire RN de Perpignan monté à Paris pour l'occasion, annonce la couleur et prévient que le parti nationaliste « *se battra pour avoir une majorité* ».

Jean-Philippe Tanguy, député RN de la Somme, proche de Marine Le Pen, a ressorti sa calculette, et a repris le fameux sondage secret commandé par Les Républicains (LR) qui donnait une potentielle majorité absolue au RN en cas de dissolution. L'enquête avait été commandée en décembre 2023, lors de l'examen de la loi immigration. Six mois plus tard, la situation politique est encore meilleure, estime Marine Le Pen. Le RN ne commence-t-il pas la campagne avec une victoire historique, une « *révolution démocratique* » ? L'objectif est en tout cas assumé : celui d'obtenir le 7 juillet prochain, au soir du second tour des législatives, une majorité absolue.

Une première réunion du bureau exécutif - élargi - du RN s'est tenue dimanche dès 22 heures. Elle s'est terminée dans les petites heures de la nuit, vers 1 heure du matin. Pour montrer que le parti nationaliste était prêt, Jordan Bardella et Marine Le Pen avaient invité BFMTV à filmer, sans le son, le début de la réunion. Très vite, une décision importante a été prise : c'est bien le jeune président nationaliste qui mènera la campagne des législatives. Marine Le Pen l'avait déjà dit il y a plusieurs mois. Il ne sera pas lui-même candidat dans une circonscription. « *Il y a déjà eu des premiers ministres qui n'étaient pas députés* », assure un lieutenant de Marine Le Pen.

« *Jordan Bardella a été élu député européen, donc il a déjà l'onction populaire. Il mènera la campagne des 577 candidats pour aller à Matignon (...) C'est notre candidat pour aller Matignon* », affirmait sur RTL, ce lundi matin, Sébastien Chenu, bras droit de Marine Le Pen à l'Assemblée nationale. La chef naturelle du parti nationaliste, elle, estime que son poulain est capable de rempiler pour une dernière ligne droite, après avoir mené la longue campagne des européennes. Il s'était déclaré en septembre dernier.

Autour des deux figures nationalistes présidant la réunion stratégique de dimanche soir, les cadres essentiels du dispositif mariniste : Jean-Philippe Tanguy, Gilles Pennelle, directeur général du parti, Laure Lavalette, députée RN du Var, Catherine Griset, députée européenne proche de Marine Le Pen, Jean-Paul Garraud, député européen et « Monsieur Justice » du RN, Caroline Parmentier, députée du Pas-de-Calais, Kévin Pfeffer, député de Moselle et trésorier du parti. Il y avait aussi Alexandre Loubet, directeur de campagne des européennes ou encore Mathilde Androuët, proche de Jordan Bardella, députée européenne et chargée de l'organisation des meetings.

Lors de cette réunion d'urgence, les caciques du RN ont parlé de choses concrètes, comme l'organisation la plus rapide possible des commissions d'investitures pour choisir l'ensemble des candidats RN. Il faudra déposer les candidatures au plus tard dimanche à 18 heures. La campagne commencera officiellement lundi 17 juin « *à zéro heure* ». Ils ont aussi évoqué la logistique qu'une telle campagne va imposer : l'impression des tracts, des affiches... « *Les délais vont nous restreindre. On ne pourra pas personnaliser les documents de campagne* », explique un élu RN. Un autre assure : « *Il y a plein de questions. Par exemple : est-ce que l'on va faire des meetings ?* » Marine Le Pen, elle, pense que son parti est prêt à faire face.

> **« Après le score historique du RN aux européennes, je veux bâtir le rassemblement le plus large possible aux législatives. Le moment est historique »**
>
> **Jordan Bardella** Président du Rassemblement national

Des questions stratégiques ont aussi été posées sur la table, et tranchées dès que possible. Marine Le Pen et Jordan Bardella préviennent qu'ils ne présenteront pas un « *gouvernement RN* » avant le second tour des législatives, et avant une éventuelle victoire mariniste dans les urnes. « *On ne distribue pas les postes avant la victoire. Ce n'est pas ce que les Français attendent* », prévient un proche de la candidate naturelle RN. Faut-il faire des alliances électorales avec d'autres partis pour ces élections législatives anticipées ? À 1 h 45 du matin, en sortant de la réunion, c'est une Marine Le Pen les traits tirés qui assure, au micro de LCI : « *Il est nécessaire d'unir tous ceux qui souhaitent l'après-Macron (...) On va engager ces discussions dans les jours qui viennent* ».

Lundi matin, le parti à la flamme a organisé sa journée sur trois thèmes : le premier concerne la poursuite des investitures. C'est là que le « plan Matignon » prend toute sa place. Trois personnes ont travaillé dessus, depuis novembre 2022 : Edwige Diaz, vice-présidente du RN en charge de l'implantation locale, Sébastien Chenu, vice-président de l'Assemblée national, et Philippe Olivier, conseiller spécial de Marine Le Pen et député européen. Ils ont mis en place un fichier pour les 577 circonscriptions. Ils ont présélectionné 489 potentiels candidats et suppléants. « *C'est une mine d'or ce qu'ils ont fait. On est déjà prêt à avoir des candidats partout* », s'ébahit un cadre mariniste.

Le deuxième est tout aussi crucial. Plusieurs cadres et élus RN se sont mis à la rédaction du programme nationaliste pour les législatives. « *Cela va être un mix entre ce que l'on proposait pour les européennes et pour la présidentielle. Il y a des mesures que l'on ne pourra pas porter, comme le référendum sur l'immigration, car elles ne peuvent être appliquées que par le chef de l'État* », explique un lieutenant de Marine Le Pen. Thomas Ménagé, député RN du Loiret, a déjà annoncé que son parti allait défaire la réforme des retraites « *injuste* » votée en mars 2023, dans la douleur pour le camp macroniste.

Enfin, et c'est presque le sujet le plus important, Marine Le Pen et Jordan Bardella veulent-ils trouver des alliés ? Pensent-ils pouvoir obtenir une majorité à eux seuls ? Un ancien cadre RN analyse : « *Si le RN veut avoir la majorité absolue pour les législatives, il faut qu'il triple le nombre de députés qu'il a fait élire en 2022. C'est énorme.* »

C'est directement les deux grandes figures du RN qui sont à la manœuvre, et rien ne filtre de leurs ambitions. Ils ont quand même défini une ligne : pas d'accords électoraux partisans, plutôt des « *ralliements et un élargissement au cas par cas* », explique une source. Au *Figaro*, Jordan Bardella déclare : « *Après le score historique du RN aux européennes, je veux bâtir le rassemblement le plus large possible aux législatives. Le moment est historique.* » Pour Marine Le Pen et Jordan Bardella, plus qu'une alliance électorale, il y a l'idée de laisser de la place à des « *personnalités venants de la société civile* », explique un stratège RN. Sébastien Chenu, sur RTL ce lundi matin, expliquant la philosophie de la démarche frontiste : « *On peut avoir des gens qui ont fait d'autres choix politiques, qui ont soutenu les LR, qui ont soutenu Emmanuel Macron dans le passé ou avoir soutenu la gauche, mais qui se retrouvent sur nos propositions.* »

Il y a déjà eu un premier rendez-vous important : lundi à 17 heures, une réunion a eu lieu, au siège du RN, avec Marion Maréchal, la tête de file de Reconquête aux européennes, en rupture avec son propre parti, Éric Zemmour et Sarah Knafo. Le but ? « *Une simple discussion* » pour évoquer les législatives. « *L'avenir de Marion avec le RN, c'est la boîte noire* », commentait un cadre mariniste avant l'organisation de la rencontre. Comprendre : personne, au sein du RN ne sait ce que veut faire Marine Le Pen avec sa nièce. ■



La présidente du groupe Rassemblement national à l'Assemblée nationale, Marine Le Pen, et le président du parti, Jordan Bardella, à leur arrivée sur scène, dimanche, au Pavillon Chesnaie du Roy, à Paris.
JULIEN DE ROSA / AFP

Maréchal plaide pour un accord avec son ex-parti

Les tractations vont-elles se transformer en coalition ? Au lendemain de l'écrasante victoire du Rassemblement national aux européennes, qui a entraîné l'annonce surprise de la dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron, une réunion cruciale a eu lieu ce lundi après-midi, à 17 heures, au siège parisien du RN. Comme l'a révélé *Le Figaro*, Marine Le Pen et Jordan Bardella ont décidé de recevoir Marion Maréchal, au lendemain de son élection en tant qu'eurodéputée sous les couleurs zemmouristes de Reconquête.

Objectif de la rencontre : préparer les législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet prochains. Au menu des discussions, le scénario d'une future alliance : soit à l'échelle des partis, entre le RN et Reconquête ; soit au niveau des personnes, avec Marion Maréchal. L'ancienne députée FN était venue à ce rendez-vous avec l'espoir de nouer un accord avec sa tante, son ancien parti, et son nouveau président.

À la sortie de cette rencontre, qui a duré plus d'une heure, Jordan Bardella s'est exprimé le premier mais il n'a fait aucune annonce. « *Rien n'a été acté, pour l'instant ce sont des discussions* », a-t-il précisé avant d'ajouter : « *Marion Maréchal a fait preuve pendant la campagne d'une attitude constructive à l'égard du RN, contrairement à Éric Zemmour - ce que je déplore.* » Quelques minutes plus tard, Marion Maréchal s'est présentée à son tour devant les micros et les caméras. À sa sortie du siège du RN, l'eurodéputée Reconquête a déclaré avoir le « *souhait ardent que nous puissions trouver le moyen de nous rassembler* ».

En réalité, Marion Maréchal se trouve face à un dilemme. Marine Le Pen et Jordan Bardella ont expliqué à l'ancienne députée FN qu'ils ne souhaitaient pas travailler et s'allier avec des personnes en qui ils n'ont pas confiance. Comprendre : Éric Zemmour et Sarah Knafo. Ils ont en revanche confirmé qu'ils étaient prêts à passer un accord aux législatives avec des cadres et des élus issus de Reconquête, à condition que ces derniers acceptent d'appartenir à une « plateforme » autre que le parti zemmouriste. Le cas échéant, Marion Maréchal n'a pas exclu de briguer elle-même un siège de députée, quitte à renoncer à son mandat de parlementaire européenne.

Marine Le Pen et Jordan Bardella, eux, ont d'ores et déjà décidé qu'il n'y aurait aucune « *alliance électorale* » avec d'autres mouvements politiques, mais que le « *rassemblement et l'élargissement se fera au cas par cas* », selon plusieurs sources concordantes. Reste donc à savoir si Éric Zemmour est prêt à sacrifier son parti pour que ses idées soient représentées dans une éventuelle coalition avec le RN. Soit l'ancien candidat à la présidentielle accepte, soit il décide de présenter des candidats Reconquête dans toutes les circonscriptions, sans accord avec le Rassemblement national, comme cela avait été le cas en 2022.

« *Après le score historique du RN aux européennes, je veux bâtir le rassemblement le plus large possible aux législatives. Le moment est historique* », assurait Jordan Bardella auprès du *Figaro* juste avant la rencontre. L'eurodéputé de 28 ans, qui mènera la campagne de son camp aux législatives sans être lui-même candidat, s'est imposé comme le premier-ministrable naturel de son camp, fort des plus de 31 % des suffrages qu'il a recueillis aux européennes dimanche - un record historique. Quant à Marion Maréchal, qui a mené une campagne longue et difficile, elle a réussi à faire élire cinq eurodéputés à Reconquête, dont elle. La nièce de Marine Le Pen assume toutefois son conflit ouvert avec Éric Zemmour, président de Reconquête, et Sarah Knafo, sa conseillère, avec qui les divergences stratégiques ont éclaté au grand jour durant la campagne. Et à qui elle a imposé un bras de fer et un rapport de force. ■

P. L.



STEPHANE DE SAKUTIN/AFP

> « Marion Maréchal a fait preuve pendant la campagne d'une attitude constructive à l'égard du RN, contrairement à Éric Zemmour - ce que je déplore »
>
> **Jordan Bardella**

La gauche rêve d'un « Front populaire » sans « alignement » derrière Jean-Luc Mélenchon

Pierre Lepelletier et **Richard Flurin**

Des discussions ont eu lieu toute la journée de lundi entre les forces de gauche pour tenter de parvenir à une alliance.

Au lendemain de l'annonce choc de la dissolution, la gauche avançait toujours dans le brouillard lundi soir. Le même objectif était pourtant partagé par chaque état-major. Pour empêcher le Rassemblement national d'obtenir une majorité absolue, et donc de consolider un gouvernement début juillet, l'union des forces de gauche doit jaillir de nouveau. Telle est aussi l'unique condition si les quatre groupes veulent sauver leurs 151 députés à l'Assemblée nationale. La seule lumière au bout du tunnel. Évident sur le papier, le rassemblement ressemble pour l'instant à un long chemin sinueux. La campagne des européennes qui vient de s'achever à gauche a été d'une rare violence, marquée notamment par de lourdes divergences sur leur approche du conflit au Proche-Orient. Jusqu'au vote du 9 juin, des socialistes comme des Insoumis n'hésitaient plus à évoquer de nouveau l'idée de *« deux gauches irréconciliables »*. Un point de non-retour semblait atteint. Et puis, il y a eu l'allocution d'Emmanuel Macron…

La mission en direction de cette nouvelle union pourrait être encore plus complexe que lors de la déjà délicate et fragile alliance de la Nupes scellée pour les élections législatives de juin 2022. À l'époque, Jean-Luc Mélenchon avait tellement dominé le match à gauche lors de la présidentielle que socialistes, écologistes et Insoumis n'avaient eu d'autre choix que de se soumettre. Tous avaient notamment dû avaler des promesses programmatiques - comme la retraite à 60 ans ou le principe de désobéissance à certains traités européens - qui n'étaient pas dans leur corpus idéologique. Désormais, les socialistes martèlent que le bon score de Raphaël Glucksmann (13,83 %) aux élections européennes modifie le rapport de force à gauche. *« La France insoumise ne peut plus s'arroger le pouvoir. Ils ne sont plus les leaders de la gauche »*, prévient Patrick Kanner, le président du groupe PS au Sénat.

« Si nous devons gouverner demain, ce ne sera pas en étant les supplétifs de qui que ce soit »
Olivier Faure Premier secrétaire du PS, lundi matin sur France Inter

Évidemment, Jean-Luc Mélenchon n'a, lui, pas l'intention de repartir d'une page blanche. Pour le chef de LFI, pas question de retoucher une virgule du contrat de gouvernement signé en 2022 par les quatre partis de gauche. *« Vous voulez qu'on recommence les palabres sans fin et qu'on termine avec des phrases qui ne veulent rien dire ? Vous pensez que les gens vont le croire ? Vous prenez les gens pour des imbéciles ? »*, a-t-il sermonné dès dimanche soir, quelques instants après l'allocution d'Emmanuel Macron. *« Malheur à nous si nous recommencions à dissimuler la moitié du programme pour ne pas faire peur, à faire une combine à la noix pour je ne sais quoi »*, a tonné l'Insoumis, martelant qu'il *« ne suffit pas de bêler en cadence "union, union, union, unité, ah j'ai peur, ah je pleure" »* pour convaincre les Français. S'il donnait l'impression d'avoir envie de remonter sur son cheval, l'Insoumis s'est bien gardé d'indiquer s'il comptait, ou non, mener ces élections législatives en première ligne.

Dimanche soir, Jean-Luc Mélenchon affirmait par ailleurs, non sans malice, que *« les téléphones commençaient à chauffer »*. *« Il y a un certain retour au réel pour les méchantes langues qui, tout d'un coup, se ravisent des horreurs qu'elles ont pu dire auparavant et qui se demandent comment faire »*, a-t-il nargué. Pourtant, dès les petites heures de lundi, une autre histoire semblait commencer à s'écrire. Olivier Faure, Marine Tondelier et Fabien Roussel, les trois dirigeants respectifs du PS, des Écologistes et du Parti communiste, se disaient en phase avec l'idée d'un *« Front populaire »* lancée la veille au soir par François Ruffin. *« Il n'y a pas de fatalité, nous pouvons l'emporter »*, avait asséné le frondeur Insoumis sur TF1, après avoir traité Emmanuel Macron de *« taré »*.

Tout le monde aura compris à gauche que se cache derrière ce *« Front populaire »* la tentative d'un nouveau rassemblement qui ne serait plus sous la tutelle mélenchoniste. *« Si nous devons gouverner demain, ce ne sera pas en étant les supplétifs de qui que ce soit »*, a prévenu dès lundi matin Olivier Faure sur France Inter. *« Je ne demande pas à qui que ce soit de s'aligner sur ce que je suis, mais je ne m'alignerai pas non plus derrière Jean-Luc Mélenchon »*, a insisté le premier secrétaire du PS. *« Il faudra faire différent de la Nupes qui, certes, nous avait permis de sauver les meubles, mais pas de gagner en 2022. Or, là, nous ne devons pas sauver les meubles, nous devons sauver la République »*, souligne Stéphane Troussel, le président socialiste de la Seine-Saint-Denis. *« Jean-Luc Mélenchon fera ce qu'il veut, ce n'est pas lui qui va décider comment doit se faire cette alliance. Il faut trouver un chemin. C'est un défi qui nous dépasse tous »*, embraye Dieynaba Diop, porte-parole du Parti socialiste. *« Jean-Luc Mélenchon doit plier le genou devant l'évidence, face à l'histoire »*, insiste même un député PS.

Chez les écologistes, certains mettent néanmoins en garde contre toute tentative de règlement de comptes entre les socialistes et les troupes de l'ancien candidat de LFI à la présidentielle. *« La situation nous oblige. Je comprends leur guerre pour savoir qui obtiendra le leadership, mais nous reprendrons ça le jour où nous aurons sauvé la démocratie »*, réplique Sandra Regol, députée sortante écologiste. L'élue de Strasbourg souligne par ailleurs que si Jean-Luc Mélenchon peut, de fait, refuser cette nouvelle union, c'est bien l'Insoumis qui avait *« débloqué »* la situation en proposant la Nupes alors que le reste de la gauche était sorti en miettes de la présidentielle.

« Le match que ces législatives anticipées installent, ce n'est pas tant Mélenchon contre les autres partis de gauche, mais la guerre larvée au sein de LFI entre Mélenchon et les frondeurs »
Un cadre écologiste

En réalité, ce projet de nouvelle union, à bonne distance du ténor Insoumis, était déjà dans les tuyaux. Des socialistes, des écologistes, des communistes et même quelques « frondeurs » LFI comptaient même en poser la première pierre dès le lendemain des européennes. Beaucoup craignaient malgré tout que François Ruffin, le plus populaire des Insoumis réfractaires, n'ose prendre son risque. En lançant l'idée d'un *« Front populaire »* dès dimanche soir, le député de la Somme les a rassurés. *« Le match que ces législatives anticipées installent, ce n'est pas tant Mélenchon contre les autres partis de gauche, mais la guerre larvée au sein de LFI entre Mélenchon et les frondeurs. La question, c'est Mélenchon ou Ruffin, et le reste de la gauche fait office d'arbitre »*, en conclut déjà un cadre écologiste. Dans une vidéo diffusée lundi soir sur ses réseaux sociaux, le Picard a encore annoncé le lancement d'un site de campagne qui héberge une pétition pour réclamer l'unité.

En attendant, voilà déjà ce collectif d'élus de gauche contraints de réadapter en seulement quelques jours, voire quelques heures, ce qu'ils comptaient déployer sur plusieurs mois, voire années. Sans compter que la situation mouvante et imprévue qu'impose une dissolution peut rebattre totalement les cartes. Toute la journée de lundi, des discussions confidentielles se sont ainsi tenues entre les différents protagonistes. Les informations fuitaient au compte-gouttes. Une réunion surprise a finalement eu lieu dans l'après-midi entre les Insoumis, proches de Jean-Luc Mélenchon, les écologistes et les communistes, au siège des Verts, dans le 10e arrondissement de Paris. Les socialistes les ont rejoints en début de soirée.

Avant de s'enfermer à l'intérieur, Manuel Bompard, le coordinateur national de LFI, a fait part à la presse de son souhait de *« poser les bases d'un nouveau Front populaire, d'un accord politique »*, reprenant l'expression de François Ruffin. Un peu plus tôt dans la journée, le même prévenait que l'union ne pourrait se reconstituer que sur la base du programme de la Nupes. Comme le début d'un long bras de fer.

Les débats devraient aussi être houleux au sein des formations, et notamment au PS, qui se réunit en conseil national extraordinaire ce mardi soir. Si toute la famille socialiste affirme qu'elle ne souhaite plus s'aligner derrière Jean-Luc Mélenchon, des voix se font entendre au sein des deux courants minoritaires pour également refuser toute alliance avec LFI. *« François Ruffin propose un Front populaire. En réalité, il réinvente la Nupes, puisqu'il n'en sort personne de LFI. Or, sur certains territoires, les Insoumis sont totalement bannis. Donc, que fait-on ? »*, interroge Kamel Chibli, vice-président de la région Occitanie, proche de l'influente Carole Delga, opposante du premier jour à la Nupes.

Au PS, quelques responsables estiment que les socialistes, les écologistes et les communistes devaient avant tout se réunir autour de la ligne défendue par Raphaël Glucksmann lors des élections européennes. *« C'est cette ligne qui a porté une alternative aux macronistes et au Rassemblement national dimanche »*, rappelle un cadre socialiste. Certains, plus minoritaires, estiment par ailleurs que deux candidatures de gauche dans les circonscriptions - une de rassemblement et une de LFI - ne seraient pas si problématiques. Un parlementaire PS développe : *« Ça ne me choque pas. Dans une élection législative, au premier tour, on choisit. Au second tour, on élimine. »*

Dans cette combinaison, le risque est malgré tout de n'avoir aucune des deux candidatures de gauche qualifiée au second tour. *« Les électeurs se tourneront nécessairement vers la candidature de gauche qui a le plus de chances de l'emporter »*, tempère un autre. Sans aller aussi loin, l'ancien ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, qui n'est plus encarté au PS, semblait se résoudre à cette hypothèse. *« Dans les circonstances historiques graves où le pire est possible, il faut à la gauche la clarté des valeurs et des alliances. L'heure est venue du rassemblement de la gauche de gouvernement, et au-delà, de tous les républicains ardents pour conjurer le chaos »*, a-t-il écrit sur X (ex-Twitter).

Les directions de chaque parti ne souhaitaient pas entendre parler de cette hypothèse lundi soir, persuadées qu'une large union était encore possible. Les discussions promettaient donc de se poursuivre jusqu'au bout de la nuit alors que la pression extérieure se veut de plus en plus forte. Fait rarissime, le syndicat de la CGT a même interpellé les forces de gauche en leur réclamant une *« unité indispensable »* pour *« empêcher la catastrophe organisée par Emmanuel Macron et Marine Le Pen »*.

« Dans les circonstances historiques graves où le pire est possible, il faut à la gauche la clarté des valeurs et des alliances. L'heure est venue du rassemblement de la gauche de gouvernement, et au-delà, de tous les républicains ardents pour conjurer le chaos »
Bernard Cazeneuve Ancien ministre de l'Intérieur, sur X (ex-Twitter)

« Pour battre l'extrême droite, le monde du travail a besoin d'espoir et de perspectives en rupture avec la politique d'Emmanuel Macron. Il faut répondre à l'urgence sociale et environnementale, avec des propositions fortes pour augmenter les salaires et les pensions, défendre notre industrie et nos services publics et gagner le droit à la retraite à 60 ans », a demandé l'organisation dans un communiqué. Les huit principaux syndicats devaient par ailleurs se réunir lundi soir au siège de la CGT pour réfléchir, de leur côté, à une éventuelle mobilisation. ■



À gauche : Raphaël Glucksmann, tête de liste du Parti socialiste et de Place publique aux élections européennes, et Olivier Faure, premier secrétaire du PS, lors de son premier meeting, le 24 mars, à Tournefeuille (Haute-Garonne). *À droite :* le fondateur de La France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon, dimanche, à Paris.
JEAN-MARC BARRERE/HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT ET ARNAUD FINISTRE/AFP

Claire Conruyt
et Emmanuel Galiero



Laurent Wauquiez, président LR du conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes, Éric Ciotti, président des Républicains, François-Xavier Bellamy et Christophe Gomart, respectivement tête de liste LR et numéro trois. DIMITAR DILKOFF/AFP

Les Républicains penchent pour l'indépendance aux législatives

L'organisation précipitée du scrutin et la campagne éclair qui s'annonce suscitent des interrogations à droite.

« On ne s'attendait pas à trois semaines de campagne dans la précipitation, c'est vraiment nous mettre dans une situation impossible ! » peste une députée Les Républicains (LR), en sortant d'une réunion avec ses collègues parlementaires, lundi. « *Le président a mis un sacré bazar* », grince un autre. Au lendemain du séisme de la dissolution, les élus LR de l'Assemblée se sont retrouvés autour de leur président de groupe, Olivier Marleix, en visioconférence avec le chef du parti, Éric Ciotti. Dans leurs échanges, le choc de l'annonce présidentielle surprise de dimanche est encore palpable. « *L'heure est grave et Emmanuel Macron est fou* », lâche Raphaël Schellenberger, député du Haut-Rhin. « *La question n'est pas le recours à la démocratie mais les modalités. Elles sont folles : on regroupe le peuple quand la compétition est prête !* » Les députés, obligés d'organiser très rapidement leur campagne législative, ont échangé dans une atmosphère « *grave* », « *concentrée* », et même parfois « *tendue* », rapportent plusieurs participants.

Pris de court par l'annonce du chef de l'État, les LR ont eu du mal à dissimuler leurs divergences sur la stratégie à adopter. Éric Ciotti le premier est apparu agacé par la situation, un brin lassé d'être contraint de sans cesse mettre tout le monde d'accord sans jamais échapper aux critiques. Car si la campagne de la tête de liste aux européennes, François-Xavier Bellamy, a été saluée, certains ont estimé que le parti ne lui avait guère facilité la tâche. « *J'en ai marre des contorsions idéologiques pour plaire à quelques-uns. Il faut mettre un terme au pouvoir macroniste. C'est le temps de la clarification* », a tonné le patron de la droite, à qui certains reprochent de ne pas être suffisamment clair sur la question délicate des accords locaux avec le RN.

> **« Pour la majorité d'entre nous, il n'y aura aucune alliance. Macron, c'est une politique de terre brûlée, il a mis la France dans un état de chaos total »**
>
> **Alexandra Martin**
> Députée LR des Alpes-Maritimes

Ainsi, quand Aurélien Pradié (Lot) a réclamé la redéfinition d'une « *ligne politique* », Éric Ciotti a estimé que le débat était clos et qu'il continuerait d'assurer ses responsabilités de président du parti. Malgré tout, certains se sont dits « *surpris* » en sortant de réunion. « *Il y a une préoccupation assez partagée, chez nous : Éric Ciotti donne le sentiment qu'il est prêt à dealer avec le Rassemblement national dans sa circonscription.* » Une stratégie « *locale* » décriée par ce député : « *Quand on est président de parti, on ne peut pas faire un truc pareil. Chez LR, on ne veut pas de l'union des droites. On a besoin d'hommes d'État et pas de petits candidats !* » Un autre renchérit : « *Selon lui, les Français nous reprochaient de ne pas savoir où habitait LR : dans l'opposition ou en appui à Macron.* » Le parlementaire persifle : « *La réalité, c'est que LR a terminé 6e à Nice, aux européennes. Et qu'il est en train de passer un accord avec le RN pour être le candidat LR-RN-Reconquête contre Estrosi aux prochaines municipales.* »

En attendant, d'autres élus rapportent que l'appel à l'unité restait le fil rouge de ces échanges. « *L'idée de courir sous nos couleurs n'a pas été contestée* », juge la numéro 2 du parti, Annie Genevard. Ce cadre confirme : « *Disons qu'il y avait trois solutions : dealer avec le RN, dealer avec Emmanuel Macron ou rester dans notre couloir. C'est ce dernier choix qui a été fait, point.* » Estimant par ailleurs que le score de LR aux européennes (7,2 %) avait au moins permis de résister au « *raz de marée* » Jordan Bardella. « *Nous pressentions ce résultat*, raconte un député, *mais tout le monde est d'accord chez nous pour dire que le premier sanctionné est Emmanuel Macron, lequel fait prendre un risque énorme à la stabilité du pays.* » Pour Patrick Hetzel (Bas-Rhin), la stratégie LR des législatives serait celle du « ni-ni » : pas d'accord national à envisager avec le camp Macron, et pas plus avec le parti de Marine Le Pen. Un autre élu poursuit : « *Le degré de rejet de Macron est tel que de toute façon, le président est devenu très toxique. Même le député Philippe Juvin (Hauts-de-Seine), parfois suspecté d'être Macron-compatible, a dit qu'il ne fallait surtout pas entrer dans des discussions de marchands de tapis avec les macronistes. Il considère que les propos du ministre Stéphane Séjourné, promettant que la majorité ne présenterait pas de candidat contre les députés sortants issus du champ républicain, n'engageaient que lui* », soutient le parlementaire qui ne voit pas comment le danger pourrait venir d'un parti aussi faible que Renaissance.

Chez les députés les plus déterminés à livrer bataille, l'on a apprécié les encouragements d'Olivier Marleix lundi matin. Le chef de groupe veut croire qu'au-delà des inquiétudes légitimes de certains, ces élections anticipées peuvent être une opportunité pour la droite parlementaire à l'Assemblée, au moment où le macronisme se délite. « *Il s'est exprimé comme un manager, avec confiance*, salue Alexandra Martin, élue des Alpes-Maritimes et proche du maire de Cannes, David Lisnard. *Pour la majorité d'entre nous, il n'y aura aucune alliance. Macron, c'est une politique de terre brûlée, il a mis la France dans un état de chaos total. Chez nous, chacun se battra dans son propre sillon, sur son bilan et son projet.* »

Quant au RN, face auquel les macronistes appellent à l'union et au barrage, les LR reconnaissent une « *difficulté* » mais identifient un « *piège* » contre lequel certains parlementaires de droite ont déjà prévu de dégainer leurs armes. L'un d'eux serre les dents et se dit prêt à ferrailler : « *Il faudra démonter cet argument en renvoyant ceux qui l'utiliseront aux résultats et au machiavélisme de Macron, celui qui brandit ce danger comme motif de dissolution mais veut définir lui-même les modalités du combat.* »

En tout état de cause, les chefs de la droite se sont réunis de façon informelle lundi après-midi pour tenter de trancher la stratégie du parti à l'approche des élections législatives anticipées. Le patron des LR, Éric Ciotti, le chef de file des sénateurs, Bruno Retailleau, ainsi que le président du Sénat, Gérard Larcher, devaient se retrouver au Palais du Luxembourg. Ce dernier entend d'ailleurs intervenir devant le groupe lors de la réunion prévue mardi, à 10 h 30. En attendant, glisse-t-on dans les couloirs de la Chambre haute, les sénateurs « *ne sont pas du tout chauds pour un accord* » avec Emmanuel Macron et « *en veulent terriblement* » au chef de l'État. À droite, d'autres perceptions fleurissent : « *Il y a ceux qui pensent qu'il ne faut rien faire avant le premier tour, rester autonomes, et négocier les désistements après. Puis, ceux qui pensent au 3e tour : faire campagne de manière autonome et jusqu'au bout, et voir s'il y a un intérêt à s'allier ensuite dans un exécutif avec la macronie… Ou avec Bardella.* » Un observateur résume ainsi : « *C'est la loi de la jungle. Ce qui comptera le plus, ce n'est pas le conseil stratégique de la droite mais l'instinct de survie des candidats LR soumis à la réalité électorale de leur circonscription.* » Ce cadre renchérit : « *Chacun affine sa stratégie selon l'endroit où il se trouve. On n'est pas tous égaux. Il y a des circonscriptions où les victoires ont été plus tendues pour certains que pour d'autres.* »

> **« David Lisnard ne semble pas comprendre qu'aujourd'hui, il serait délétère d'ajouter de la division à la droite républicaine »**
>
> **Un député LR**

Compte tenu de la brièveté de la campagne annoncée, certains députés réclament un message fort du parti ainsi qu'une implication prononcée des principaux ténors : Laurent Wauquiez, Xavier Bertrand, David Lisnard et François-Xavier Bellamy. Dès dimanche soir, le mouvement avait esquissé la possibilité d'une candidature de Laurent Wauquiez dans la 1re circonscription de Haute-Loire, son fief. L'entourage du président de la région Auvergne-Rhône-Alpes a reconnu que l'hypothèse était posée sur la table tout en expliquant que la dissolution accélérait de fait la fin de l'ère macroniste. D'où l'éventuel changement de calendrier pour Wauquiez qui attendait le passage des Jeux olympiques pour se lancer sérieusement dans la bataille présidentielle à venir. Apparemment, il lui faudra surveiller ses arrières. Car de son côté, David Lisnard a annoncé avoir les moyens de présenter des troupes aux législatives issues de son parti. « *Maintenant et durablement*, a-t-il souligné, *Nouvelle Énergie est en mesure de présenter ses candidats sur le territoire national. Nous pouvons investir des profils forts et proposer une dynamique commune aux composantes d'une droite alors refondée et élargie, au service du redressement du pays.* » Une sortie qui n'a pas tardé d'agacer certains députés de droite, surpris par le message. L'un d'eux siffle : « *David Lisnard ne semble pas comprendre qu'aujourd'hui, il serait délétère d'ajouter de la division à la droite républicaine.* »

Chez LR, on souffle néanmoins en faisant ce constat : la droite ne s'est pas effondrée aux européennes sous la barre redoutée des 5 % et la macronie sort « *très affaiblie* » de ce scrutin. En revanche, les eurodéputés décrochés par le parti zemmouriste, Reconquête, ne sont guère une bonne nouvelle, alors que certains à droite se disent préoccupés par l'implantation du vote Marion Maréchal. « *Si le RN est ancré dans les quartiers populaires, on voit que Maréchal prend plutôt auprès d'un électorat bourgeois, dans les communes les plus à droite. C'est ce qui nous fait le plus de mal* », analyse un sénateur, en grimaçant. La dissolution soulève de nombreuses questions à droite où d'autres trouvent cependant quelques raisons de se réjouir en voyant des réformes emportées par la dissolution. « *Il y a au moins une bonne nouvelle : c'est la fin de vie pour la fin de vie !* », se console Patrick Hetzel. ■

Une suprématie territoriale totale et sans précéde

Guillaume Tabard

La liste de Jordan Bardella est arrivée en tête dans 96 des 101 départements et dans la moitié des villes de plus de 100 000 habitar

Deux tiers, un tiers : c'était le rapport de force territorial il y a cinq ans entre le RN et Renaissance. Soixante-neuf départements avaient placé la liste de Jordan Bardella en tête et 32 celle de Nathalie Loiseau. Cette fois-ci, la suprématie lepéniste est presque totale. Le même Bardella l'a emporté dans 96 des 101 départements français. Pour la majorité, Valérie Hayer n'a décroché qu'un seul podium, dans les Hauts-de-Seine, tandis que Raphaël Glucksmann est arrivé en tête à Paris et l'Insoumise Manon Aubry en Seine-Saint-Denis, dans le Val-de-Marne et en Martinique.

Bardella au-dessus de 40 % dans 22 départements

C'est à Mayotte, frappé par la vague migratoire en provenance des Comores, que le RN a obtenu son meilleur score départemental (52,42 %), devant les zones de forces habituelles de Marine Le Pen dans le quart nord-est du pays : l'Aisne (50,64 %), le Pas-de-Calais (47,46 %), la Haute-Marne ou la Meuse. Il confirme également son hégémonie dans des terres de conquête plus récente, comme l'Eure (42,66 %). Au total, 22 départements ont accordé plus de 40 % à Bardella. Alors qu'il a progressé de huit points à l'échelle nationale, le RN a réalisé des percées d'une quinzaine de points dans des départements où il n'était pas le plus fort jusqu'à présent (la Haute-Loire de Laurent Wauquiez, les Yvelines, la Gironde, la Haute-Garonne, le Rhône…). Et c'est au cœur de l'Île-de-France qu'il est le plus faible, surtout à Paris, seul département où il est en deçà des 10 % (8,54 %).

Pour le RN, le clivage entre zones rurales et grandes villes tend à s'atténuer. Bardella l'a emporté dans la moitié des quarante plus grandes villes françaises à commencer par Marseille (30,19 %), ville choyée par Emmanuel Macron, Nice, chez Christian Estrosi (32,28 %), Le Havre, chez Édouard Philippe (27,67 %), Reims chez la ministre Catherine Vautrin (29,08 %). Il s'impose également à Tourcoing chez Gérald Darmanin (30,92 %) ou Dunkerque chez Patrice Vergriete (38,35 %). Plus inattendues, ses victoires à Dijon, Clermont-Ferrand, Annecy ou Ajaccio.

Hayer en tête dans les seuls Hauts-de-Seine

Le vote Renaissance reste concentré dans l'ouest de la France, dans l'Ouest parisien et en Alsace, mais n'a plus désormais la puissance suffisante pour décrocher une « pole position ». C'est dans son département de la Mayenne que Valérie Hayer réalise son meilleur score (23,95 %), mais même là, elle est devancée par Jordan Bardella. Il n'y a que dans les Hauts-de-Seine qu'elle arrive en tête (19,55 %). C'est aussi

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024
Les résultats par canton

Liste conduite par… arrivée en tête (parti soutenant la tête de liste) dans les 2 044 cantons de France

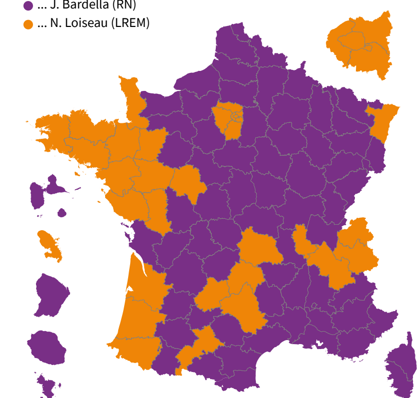
RÉSULTATS DÉFINITIFS

- … M. Aubry (LFI)
- … L. Deffontaines (PCF)
- … R. Glucksmann (PS - Place publique)
- … M. Toussaint (Les Écologistes)
- … V. Hayer (Majorité présidentielle)
- … F.-X. Bellamy (LR)
- … M. Maréchal (Reconquête)
- … J. Bardella (RN)
- Autres listes

SEINE-SAINT-DENIS · HAUTS-DE-SEINE · PARIS · VAL-DE-MARNE · GUADELOUPE · MARTINIQUE · GUYANE · LA RÉUNION · MAYOTTE · TERRITOIRE DE BELFORT

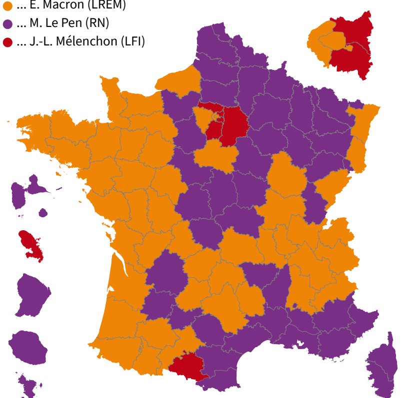
Les européennes de 2019

Liste arrivée en tête en 2019
- … J. Bardella (RN)
- … N. Loiseau (LREM)



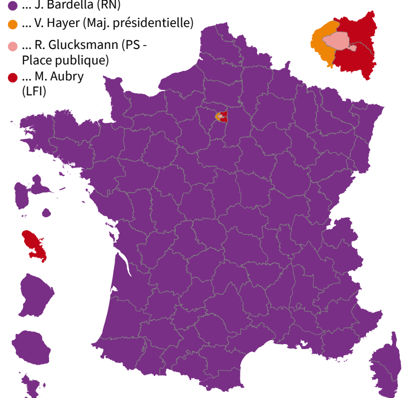
Le 1er tour de la présidentielle de 2022

Candidat arrivé en tête
- … E. Macron (LREM)
- … M. Le Pen (RN)
- … J.-L. Mélenchon (LFI)



Le parti en tête par département

Liste arrivée en tête en 2024
- … J. Bardella (RN)
- … V. Hayer (Maj. présidentielle)
- … R. Glucksmann (PS - Place publique)
- … M. Aubry (LFI)



Source : ministère de l'Intérieur

Infographie FIGDATA LE FIGARO

ent dans l'histoire électorale française

nts. Manon Aubry domine en Seine-Saint-Denis. Raphaël Glucksmann est en tête à Paris.

dans l'ancien fief de Nicolas Sarkozy qu'elle décroche son unique première place dans une ville de plus de 100 000 habitants : Boulogne-Billancourt (23,73 %).

■ Glucksmann regagne des terres de gauche

En doublant son score national par rapport à 2019, Raphaël Glucksmann a permis à la gauche sociale-démocrate de retrouver sa première place dans des terres historiques de la gauche comme le Finistère (20,31 %), la Haute-Garonne, l'Ille-et-Vilaine, les Côtes-d'Armor, l'Ariège, les Landes ou la Haute-Vienne. Il reste très faible dans le quart nord-est de la France. Le PS est sous la barre des 10 % dans le Nord (9,97 %), son fief par excellence au XXe siècle.

La liste Glucksmann est en tête à Paris (22,86 %), Lyon (18,80 %), Toulouse (21,38 %), Nantes (23,82 %), Bordeaux (21,97 %), Rennes (24,93 %) ou encore Angers (21,01 %), la ville du ministre de la Transition énergétique Christophe Béchu.

■ Aubry fait un carton dans le 9-3 et outre-mer

La liste LFI de Manon Aubry obtient ses meilleurs résultats dans deux zones : l'Est francilien et l'outre-mer. Elle atteint un record de 37,13 % en Seine-Saint-Denis, 22,94 % dans le Val-d'Oise, 21,19 % dans le Val-de-Marne, 20,36 % à La Réunion ou 18,84 % en Martinique. Elle est la seule tête de liste à dépasser les 50 % dans une ville de plus de 100 000 habitants, à Saint-Denis (50,37 %). Manon Aubry est également en tête à Montpellier, Strasbourg, Lille, Grenoble ou Montreuil.

■ Record pour Bellamy dans le Cantal, pour Maréchal dans les Alpes-Maritimes

François-Xavier Bellamy a dépassé les 10 % dans cinq départements : le Cantal (12,63 %), les Hauts-de-Seine (12,36 %), avec une première place dans la seule commune de Neuilly (28,29 %), les Yvelines (11,55 %, décrochant la première place à Versailles (23,55 %)), la Haute-Loire et Paris (10,49 % grâce à une première place dans le 16e arrondissement), seul département où il devance la liste Bardella.

Ancienne députée du Vaucluse, Marion Maréchal a obtenu ses meilleurs scores sur le littoral méditerranéen : 9,14 % dans les Alpes-Maritimes, 8,82 % dans le Var, 8,62 % en Corse-du-Sud, 8,15 % en Haute-Corse et 7,67 % dans le Vaucluse. Elle a obtenu 15,92 % des voix à Neuilly.

Les Verts de Marie Toussaint ont franchi la barre des 10 % à Paris (avec une pointe à 15,75 % dans le 10e arrondissement), réalisant de bons scores dans les Alpes (10,18 % à Briançon) et dans le massif armoricain. ■

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024

Le vote Rassemblement national

En % des suffrages exprimés



41 35 28

31,37 %
moyenne nationale

Le vote Renaissance

En % des suffrages exprimés

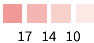


16 14 12

14,6 %
moyenne nationale

PS - Place publique

En % des suffrages exprimés



17 14 10

13,83 %
moyenne nat.

La France insoumise

En % des suffrages exprimés



13 9 5

9,89 %
moyenne nat.

Les Républicains

En % des suffrages exprimés



9 7 5

7,25 %
moyenne nat.

Les Écologistes

En % des suffrages exprimés



7 5 3

5,5 %
moyenne nat.

Reconquête

En % des suffrages exprimés



6 5 4

5,47 %
moyenne nat.

L'abstention

En % des inscrits



54 48 42

48,51 %
moyenne nat.

Source : ministère de l'Intérieur

Infographie FIGDATA LE FIGARO

Les Européens sous le choc de la dissolution surprise de l'Assemblée

Anne Rovan Correspondante à Bruxelles

Les Vingt-Sept ont gardé le silence après l'annonce d'Emmanuel Macron, mais ils s'inquiètent des conséquences pour l'UE de la décision présidentielle.

Lorsque Emmanuel Macron annonce, dimanche soir, la dissolution de l'Assemblée nationale, ses partenaires européens accusent le coup : la France est un poids lourd de l'UE. Mais alors que les sondages de sortie des urnes et les résultats provisoires sont égrainés durant toute la soirée, ils sont eux-mêmes avant tout concentrés sur les scores de leur propre parti et de ceux de leurs alliés de coalition. Au cours de la soirée, seul le premier ministre polonais, Donald Tusk, fait un commentaire sur le sujet, pointant aussi la défaite de la coalition dirigée par le social-démocrate Olaf Scholz en Allemagne, l'autre État membre poids lourd de l'UE. « *Ceux qui sont au pouvoir en Allemagne n'ont aucune raison d'être satisfaits. Ceux qui sont au pouvoir en France ont des raisons d'être terriblement tristes* », a souligné le membre du PPE (Macron et Scholz sont respectivement étiquetés Renew et S&D).

Il n'est pas dans l'habitude des Vingt-Sept de mettre leur grain de sel dans les affaires intérieures des États membres de l'Union, y compris lorsque ces affaires sont la conséquence des élections européennes. D'ailleurs, beaucoup de chefs d'État ont été distancés à l'occasion de ces élections. Le premier ministre espagnol Pedro Sanchez voit sa formation devancée par le Parti populaire espagnol. Le parti de la libérale estonienne Kaja Kallas recule à 17,9 % des voix contre 26,2 % en 2019. L'Autrichien Karl Nehammer doit prendre acte du score de parti d'extrême droite FPO, arrivé en tête. Quant à Viktor Orban, le premier ministre hongrois, bien que son parti, le Fidesz, reste en tête, il voit débouler un nouveau parti d'opposition qui recueille 30 % des voix.

Pas question non plus de donner du grain à moudre aux pouvoirs hostiles à l'UE. « *Il est temps de prendre sa retraite. Aux cendres de l'histoire !* », réagissait d'ailleurs sur X l'ancien président russe Dmitri Medvedev, pointant la « *politique inepte* », selon lui, des deux dirigeants consistant à soutenir l'Ukraine.

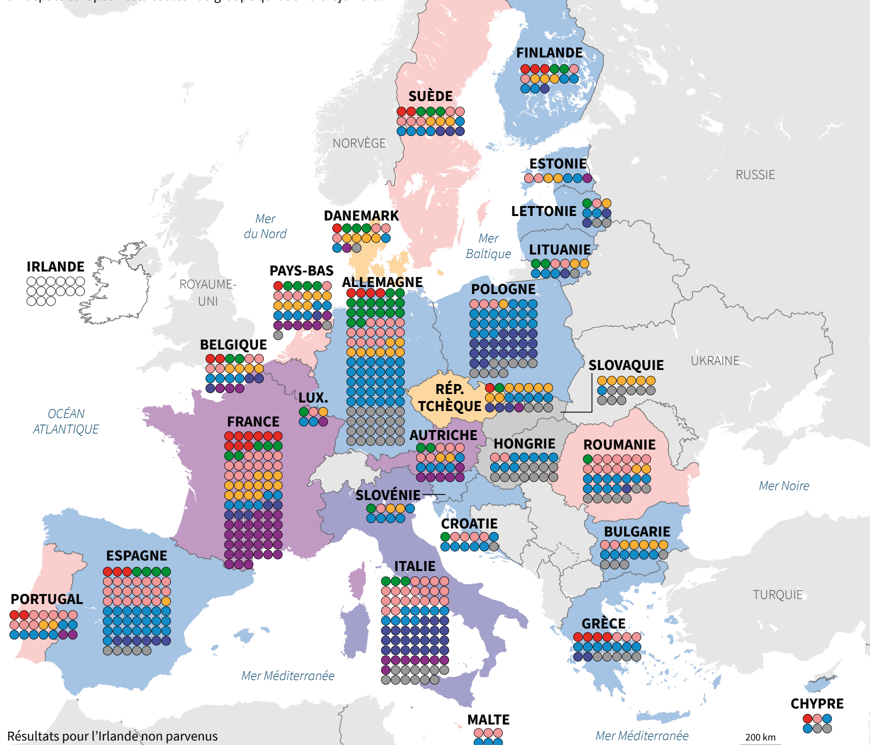
« Ça va très mal finir »

Mais tant à Bruxelles que dans les capitales, on s'inquiète des conséquences que pourrait avoir sur l'UE un Rassemblement national (RN) décrochant le 7 juillet une majorité à l'Assemblée nationale, qu'il s'agisse de la trajectoire des finances publiques françaises, du soutien durable de l'UE à l'Ukraine, ou encore de l'avenir de l'Europe. L'impact serait « *gigantesque et tragique* » selon l'eurodéputé Renaissance Bernard Guetta, même si le président continuerait à siéger seul à la table du Conseil européen et définirait ses chasses gardées dans l'hypothèse d'une cohabitation. La dégringolade, lundi, des Bourses européennes et la baisse de l'euro par rapport au dollar donnent, à elles seules, la mesure des secousses que provoquerait une victoire du RN, la nomination – bien qu'encore très hypothétique – de Jordan Bardella à Matignon et l'arrivée de ce parti au pouvoir. « *Ça va très mal finir, cette dissolution* », prédit-on dans les rangs du PPE.

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024

Résultats partiels Lundi 10 juin à 17h

La couleur du pays indique le groupe parlementaire européen ayant obtenu le plus d'eurodéputés. Chaque point indique un député européen et la couleur du groupe qu'il devrait rejoindre.



Résultats pour l'Irlande non parvenus

Contactés par nombre de leurs homologues depuis dimanche soir, les diplomates français s'emploient à expliquer la décision du président, pointant la nécessité d'opérer cette « *clarification* » plutôt que de faire supporter à la France – et à l'UE – les conséquences de l'échec de Renaissance jusqu'à la présidentielle de 2027, rappelant à dessein que le mode de scrutin des européennes – proportionnel à un tour – est très différent de celui des législatives, majoritaire à deux tours. « *Il y a*, veut croire l'un de ces diplomates, *une forme d'admiration pour les choix du président.* »

Peut-être parce que ce choix contraste singulièrement avec celui du chancelier Scholz de ne pas tirer les conséquences de l'échec du SPD, arrivé troisième avec seulement 13,9 % des voix, derrière la CDU-CSU (30 %) et l'AfD (15,9 %). Au sein du groupe Renew, où siègent les eurodéputés macronistes, la décision du président est également vue comme un juste retour à la normalité par des élus très souvent originaires de pays où la démocratie parlementaire est à l'œuvre. « *Le choix d'Emmanuel Macron n'est pas hors du commun*, analyse la Néerlandaise Sophie in 't Veld. *Beaucoup de pays fonctionnent de cette manière. Et si cela amène à un renforcement de la démocratie parlementaire, c'est plutôt bien. La démocratie, ce n'est pas le résultat des élections. La démocratie, c'est la procédure. On ne peut pas éliminer l'extrême droite en évitant les élections* ».

Maintien du calendrier

Dans l'attente des législatives des 30 juin et 7 juillet, les Européens en sont réduits à attendre, suspendus aux résultats de ces élections surprises, et à prêter davantage attention aux propos des dirigeants du RN

Au Parlement européen, les grandes manœuvres des partis ont commencé

Les grandes manœuvres, les « petits » renoncements et les marchandages de dernière heure ont débuté au Parlement européen, où, après les élections closes dimanche et les premiers résultats quasi définitifs publiés lundi, chaque groupe politique tente désormais de pousser son avantage en faisant croître le nombre d'élus siégeant en son sein. C'est de bonne guerre et ce n'est pas très différent des pratiques ayant cours dans les Parlements nationaux.

Au cours des prochains jours, les yeux seront braqués sur Renew où siègent les macronistes et sur les Conservateurs et réformistes européens (CRE) piloté par les Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni. Selon des résultats publiés lundi mais encore provisoires, les deux formations sont au coude-à-coude pour la troisième place dans l'Hémicycle, avec 79 sièges pour les libéraux et 73 pour CRE. Autant dire qu'il suffirait aux uns et aux autres de convaincre quelques élus pour sécuriser leur place de troisième groupe ou, à l'inverse, s'y hisser. Voire de mettre en sourdine les critiques formulées à l'encontre de partis que l'on envisageait de faire partir.

À ID aussi, on va tenter de muscler les troupes où, à ce stade, on dénombre 58 sièges. Récemment exclu de ce groupe, l'AfD tente d'ailleurs d'y revenir. Des négociations sont prévues cette semaine. Quoi qu'il en soit, toutes ces formations jetteront un œil du côté des « réserves » d'élus éventuellement disponibles, à rechercher dans le groupe des non-inscrits et des formations politiques nouvelles qui font leur premier pas à Strasbourg. Bien plus qu'en 2019, ces réserves sont importantes puisqu'elles représentent près de 100 sièges, contre 57 il y a cinq ans.

À Renew, on ne nie pas le caractère ingrat de l'exercice. « *C'est de l'épicerie, mais 2 plus 1 plus 1, ça fait 4* », souligne un responsable du groupe libéral, assurant au passage que les libéraux conserveront cette troisième place. Les libéraux pourraient aussi passer l'éponge sur les errements d'Ano, le

« Au cours des prochains jours, les yeux seront braqués sur Renew où siègent les macronistes et sur les Conservateurs et réformistes européens piloté par les Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni »

parti populiste de l'ancien premier ministre tchèque Andrej Babis, qui ont suscité beaucoup de critiques et de questionnements ces dernières années à mesure que la formation virait à la droite, prenant des positions eurosceptique et antimigration, aux antipodes de celles de Renew. Seulement voilà, Ano est, comme attendu arrivé en tête avec quelque 26 % des suffrages et, sauf surprise, il sera difficile à Renew de se passer des sept sièges de ce parti. « *Un départ est très peu probable. L'Alde (également composante du parti) ne souhaite pas qu'ils partent. Le groupe joue son influence* », admet-on.

Dans un autre registre, le VVD du premier ministre sortant Mark Rutte, auquel il avait été reproché en mai de nouer un accord de coalition avec le PVV, la formation d'extrême droite de Geert Wilders, semble être de l'histoire ancienne. La tête de liste de Renaissance et présidente sortante du groupe, Valérie Hayer, avait dénoncé cet accord, sans savoir que quelques semaines plus tard Emmanuel Macron dissoudrait l'Assemblée nationale…

Les Conservateurs et réformistes européens pourraient être tentés pour leur part de faire venir le Fidesz de Viktor Orban. Même si ces élections sonnent comme le prélude d'une concurrence nouvelle et solide dans le paysage politique hongrois, l'homme fort de Budapest a obtenu 8 sièges qui pourraient venir renforcer le parti présidé par Giorgia Meloni. Mais, ces ralliements peuvent aussi provoquer des hémorragies. Et, à entendre un membre du PPE, faire une place à Viktor Orban chez les Conservateurs et réformistes européens pourrait poser un problème à la présidente du Conseil italien ainsi qu'à la droite européenne. « *Ni Petr Fiala* (le premier ministre tchèque dont le parti est membre de CRE, NDLR), *ni Bart De Wever (le patron de la N-VA également membre) n'accepteront d'être sur la photo avec Viktor Orban. Et l'intérêt du PPE est d'avoir un groupe modéré à sa droite. Si elle veut conserver la place qu'elle a acquise, Meloni doit aussi se débarrer des Polonais du PiS* ». ■

A. R.

Marc Lazar : « Giorgia Meloni des alliances à géométrie vari

Propos recueillis par **Valérie Segond** Rome

Lors d'un entretien au *Figaro*, Marc Lazar, professeur à Sciences Po et titulaire de la chaire BNP Paribas à l'université Luiss, à Rome, analyse les conséquences pour la chef du gouvernement italien des résultats du scrutin et du succès du RN en France.

LE FIGARO. – Giorgia Meloni est la seule leader en Europe qui sort confortée par les élections européennes, avec 28,8 % des votes. Dans quelle mesure cela modifie-t-il sa position en Europe ?

MARC LAZAR. – Par le résultat de ces élections, au moment même où Olaf Scholz et Emmanuel Macron en sortent tous deux très affaiblis, elle s'affirme incontestablement comme l'un des principaux leaders en Europe. Elle va être encore plus écoutée au Conseil européen, d'autant que, si elle a déjà de bonnes relations avec les dirigeants suédois et hongrois, de nouveaux chefs de gouvernement de droite vont probablement y faire leur entrée, comme celui des Pays-Bas, peut-être de la Belgique ou encore de l'Autriche en octobre prochain. Elle est clairement dans une spirale ascendante qui va consolider son autorité au sein du conseil.


URMAN LIONEL/ABACA

« L'idée que Marine Le Pen puisse arriver au pouvoir ne peut que satisfaire Giorgia Meloni, qui y gagnerait un allié de poids au Conseil européen »

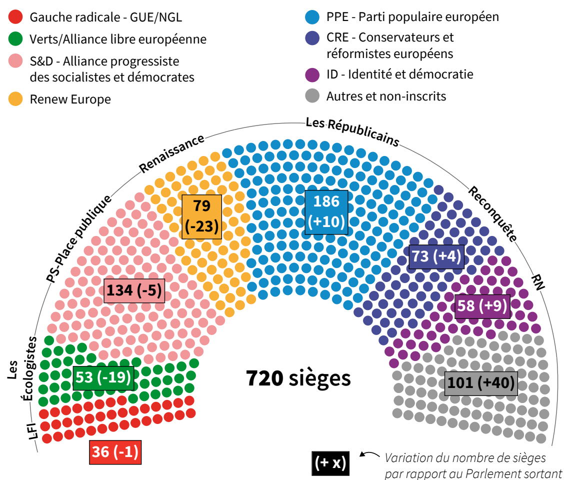
Marc Lazar
Professeur à Sciences Po

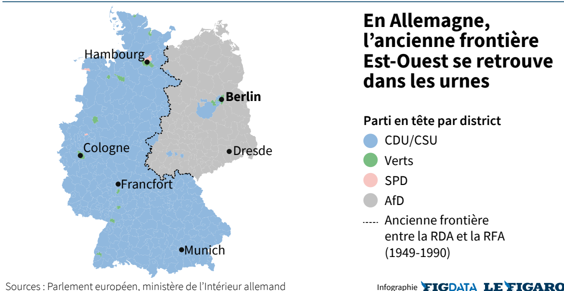
Dans la mesure où la majorité sortante PPE, socialistes et libéraux est confirmée à Strasbourg, et que la stratégie de Meloni de faire du groupe des Conservateurs la troisième force au Parlement européen a échoué, quels choix s'offrent à elle en termes d'alliances ?

Certes, le groupe des Conservateurs n'a que 72 élus, contre 69 dans la dernière législature. C'est beaucoup moins que ce qu'elle espérait, et cela limite son rôle sur la constitution des majorités à Strasbourg. Toutefois, la recomposition des groupes n'est pas terminée : où iront les élus du Fidesz, et ceux de petits partis en Europe, comme en Bulgarie ? En tout état de cause, elle continuera à former des majorités à géométrie variable, selon les sujets où les intérêts italiens seront

Le nouveau Parlement européen

Résultats partiels par groupe parlementaire
Lundi 10 juin à 17h





Sources : Parlement européen, ministère de l'Intérieur allemand

Infographie FIGDATA LE FIGARO

sur l'Europe. Marine Le Pen dénonçait dimanche soir cette « *construction européenne technocratique, hors sol et de plus en plus brutale qui nie son histoire, bafoue ses prérogatives fondamentales et qui se traduit par une perte d'influence, d'identité et de liberté* » dont le peuple français ne veut plus.

En revanche, beaucoup font d'ores et déjà valoir qu'il n'est pas question, à court terme, de bousculer le calendrier prévu depuis des mois, à savoir le dîner informel des Vingt-Sept prévu le 17 juin et le sommet la semaine suivante à Bruxelles. Ces deux rendez-vous doivent permettre aux leaders de s'entendre sur les nominations aux « top jobs » de l'UE - dont la présidence de la Commission européenne - et sur l'agenda stratégique de l'UE pour la période 2024-2029.

Ressorti affaibli des européennes, le président français pourrait au contraire être incité à aller vite... Quitte à surprendre à nouveau tout le monde. La dissolution a eu aussi pour effet, selon Sébastien Maillard de l'Institut Jacques Delors, de « *conforter les dirigeants européens dans leur vision d'un président français imprévisible* ». ■

Le coup de dés d'Emmanuel Macron met l'Allemand Olaf Scholz sous pression

Pierre Avril
Correspondant à Berlin



Le SPD du chancelier Olaf Scholz *(ici, le 8 juin, à Duisbourg)* n'est arrivé qu'en troisième position aux européennes avec 13,9 % des voix.

L'onde de choc provoquée par la décision d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale s'est très vite propagée lundi chez le voisin allemand. Comme le Rassemblement national dimanche, le parti d'extrême droite AfD a exigé la tenue d'élections législatives anticipées après le revers cinglant enregistré par le chancelier Olaf Scholz et, avec lui, l'ensemble de sa coalition.

Le chef de file des conservateurs bavarois alliés à la CDU, Markus Söder, a également souhaité que la vie politique outre-Rhin « *ressemble maintenant à ce qui s'est passé en France* ». « *Fondamentalement, ce gouvernement est cuit* », a cinglé le ministre président de la région la plus riche d'Allemagne.

Face à l'assaut conjoint, le porte-parole du gouvernement, Steffen Hebestreit a dû s'employer à étouffer le début d'incendie. L'idée d'un scrutin anticipé n'a été envisagée « *à aucun moment, pas une seconde* », a démenti le collaborateur du chancelier. « *Personne n'a intérêt à faire comme si de rien n'était* » face à la montée de l'AfD, a reconnu Olaf Scholz sans en dire plus sur ses intentions. Démocratie parlementaire, l'Allemagne se distingue du régime présidentiel français. Seul le chancelier, élu par le Bundestag, peut poser « *la question de confiance* » à l'Assemblée.

Si ce quitus lui est refusé, le chef du gouvernement peut alors proposer au président de la République - aujourd'hui Frank-Walter Steinmeier (SPD) - de dissoudre dans un délai de vingt et un jours le Bundestag. L'Assemblée peut aussi directement s'entendre sur un nouveau candidat. Ces garde-fous constitutionnels étaient censés conjurer les faiblesses de la République de Weimar qui, in fine, a conduit Hitler au pouvoir.

La complexité relative de la procédure n'épargne pas Olaf Scholz de la tourmente. Sous son mandat, le parti social-démocrate aura enregistré, à l'occasion d'élections fédérales, le pire score de son histoire, avec moins de 14 % des voix. Après avoir choisi de se mettre en avant sur les affiches de campagne, le chef du gouvernement se retrouve personnellement désavoué. « *Un chancelier ne peut pas être issu d'un parti qui fait un score de 14 %. Emmanuel Macron a montré ce que cela signifie de tirer les conséquences. Olaf Scholz devrait suivre* », écrit le quotidien conservateur *Die Welt*.

Avec une chute de 12 points d'un scrutin à l'autre, les Verts et leur vedette, Robert Habeck, ministre de l'Économie, subissent un camouflet retentissant, tout comme l'agenda climatique, pilier du contrat de coalition. Autrefois à la mode parmi la jeune génération, les Grünen ont perdu 24 % de leur électorat dans l'électorat 16-24 ans alors que tous âges confondus, le taux de participation a atteint un record.

« Déni de réalité »

Au-delà, l'Allemagne peine à appréhender la secousse provoquée par le score de l'AfD. Ce parti flirtant avec les thèses nazies, bien que lesté par de multiples scandales, est devenu la deuxième force politique dans un pays qui fait du combat sociétal contre l'extrême droite l'une de ses raisons d'être. « *La vérité est que de nombreuses personnes en Allemagne souhaitent une politique identitaire d'extrême droite* », conclut le *Spiegel*, tout en mettant en garde la classe politique contre un « *déni de réalité* ».

Considérée comme mauvais gestionnaire dans les rares communes qu'elle dirigeait, l'AfD a remporté la plupart des scrutins communaux convoqués, en ex-RDA, le même jour que les élections européennes. L'Alternative für Deutschland s'impose comme la première force politique à l'est du pays où trois nouvelles élections régionales clé auront lieu en septembre. Plus globalement, elle attire à elle un nombre croissant de jeunes. Dimanche, son électorat a progressé de plus de 10 % chez les 16-24 ans.

Tout comme Emmanuel Macron vingt ans plus tôt, le chancelier Gerhard Schröder, confronté à une défaite dans le grand Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, avait convoqué des élections législatives anticipées en 2005, qu'il avait perdues. Mais, cette fois, « *aucun parti de la coalition n'a intérêt* » à tenter une expérience qui pourrait s'avérer fatale, relève Thorsten Faas, chercheur en sciences politiques à l'Université libre de Berlin.

Les médias évoquent la possibilité d'un remplacement d'Olaf Scholz par son populaire ministre de la Défense, Boris Pistorius. Mais cette hypothèse tient plus du rituel que la prédiction. Le président de la CDU, Friedrich Merz, dont le parti a conforté sa première place dimanche, s'est pour sa part abstenu d'appeler à une dissolution. À la veille du scrutin, le responsable conservateur s'était entretenu avec son adversaire, lors d'une rencontre dont aucune information n'a filtré. ■

est condamnée à nouer able »

en jeu, comme sur la lutte contre l'immigration illégale et le Green Deal. Car Meloni est fondamentalement pragmatique. Aussi est-il probable qu'elle ne sortira pas vraiment de son ambiguïté, entre la campagne de séduction vis-à-vis de l'establishment européen et ses liens toujours très étroits avec son électorat nationaliste. Elle jouera la partie au coup par coup. Elle soutiendra sans doute la réélection d'Ursula von der Leyen à la présidence de la Commission, et trouvera des accords avec le PPE sur certains sujets clés. D'ailleurs, si le PPE dispose avec ses alliés d'une majorité arithmétique et politique, il devra lui aussi donner des gages aux électeurs de droite. Tout le monde va être amené à réaliser des alliances pragmatiques.

L'apparition éventuelle d'un gouvernement Rassemblement national en France, à l'issue des législatives, pourrait-elle modifier la stratégie de Meloni en Europe ?

Pour elle aussi, c'est la grande nouveauté de ces élections. D'une part, il y a d'importantes divergences de fond entre Marine Le Pen et Giorgia Meloni, sur la défense de l'Ukraine et l'atlantisme, sur l'économie, sur la manière de critiquer l'islam... Mais, d'autre part, l'idée que Marine Le Pen puisse arriver au pouvoir ne peut que satisfaire Giorgia Meloni, qui y gagnerait un allié de poids au Conseil européen, et permettrait de faire émerger des convergences nouvelles sur certains dossiers importants pour la droite. Il est probable que la leader italienne, tout en restant prudente, apportera son soutien à Marine Le Pen dans sa campagne pour les législatives. Cela dit, on ne peut exclure qu'elle se réjouisse aussi d'une France qui ressortirait affaiblie si le Rassemblement national arrivait au pouvoir.

La montée du RN peut-elle être un désavantage pour Giorgia Meloni ?

Il est clair que sur certains dossiers, comme la lutte contre l'immigration illégale, Marine Le Pen s'opposera à l'envoi de migrants en France depuis l'Italie. Elle s'opposera aussi au soutien probable de Meloni à la réélection d'Ursula von der Leyen. Il est aussi probable que le groupe des Conservateurs et celui d'Identité et démocratie vont tous deux se faire une âpre concurrence pour attirer les élus à la recherche d'un point de chute, comme ceux du Fidesz hongrois. Enfin, Giorgia Meloni voit émerger une sérieuse concurrente qui complique ses ambitions de conduire, à elle seule, le rassemblement des droites européennes. Et l'on sait que les deux femmes ne s'entendent guère.

L'idée proposée par Marine Le Pen de créer un grand groupe nationaliste à Strasbourg est-elle vraiment exclue ?

On peut être proche idéologiquement et incapable de s'entendre dès que l'on tente d'adopter des mesures concrètes qui heurtent les intérêts nationaux, comme sur la lutte contre l'immigration illégale. C'est toute la contradiction des nationalistes, qui a toujours rendu leur rapprochement très difficile. Et Giorgia Meloni n'a aucun intérêt à s'embarrasser du Rassemblement national dans son groupe. ■

Outre-Rhin, l'AfD provoque un nouveau séisme politique

DÉCRYPTAGE
Patrick Saint-Paul

Après le retour fracassant de l'extrême droite au Bundestag lors des législatives de 2017, l'Allemagne est secouée par un nouveau coup de tonnerre. Avec un score de 15,9 %, en deuxième position derrière les conservateurs de la CDU, l'AfD (Alternative für Deutschland) surclasse tous les partis de la coalition qui dirige le pays, dont le SPD d'Olaf Scholz, qui a essuyé une défaite historique (13,9 %).

Encore très loin des portes du pouvoir et du résultat spectaculaire du RN en France, le choc est cependant particulièrement rude dans un pays qui reste marqué par le « devoir de mémoire ». Le parti, mis en cause pour ses liens avec le Kremlin, n'a pas fait son aggiornamento à l'instar d'autres formations de la droite nationaliste en Europe, telle que Fratelli D'Italia de Giorgia Meloni. Au contraire, l'AfD multiplie les provocations à caractère raciste et cultive la nostalgie du IIIe Reich.

Le score de l'AfD a donné lieu à de véritables empoignades sur les plateaux de télévision lors de la traditionnelle soirée électorale. Ainsi le coprésident du SPD, Lars Klingbeil, a invectivé Alice Weidel, coprésidente de l'AfD, sur la chaîne de télévision NTV en déplorant que les « *nazis aient gagné en force* » lors du scrutin européen et en espérant que cela provoque un sursaut en Allemagne de ceux qui veulent « *défendre la démocratie* ». « *L'AfD est une menace sérieuse pour notre démocratie, le service de protection de la Constitution a placé le parti sous surveillance*, écrit l'hebdomadaire *Der Spiegel* dans un éditorial. *Certaines fédérations régionales sont déjà considérées comme des organisations d'extrême droite confirmées, les membres de l'AfD se font régulièrement remarquer par leurs déclarations fascistes, racistes ou subversives. Depuis des années, l'AfD repousse vers la droite les limites de ce qui peut être dit.* »

Partisan du « Dexit »

En principe, il est plus difficile pour l'AfD de mobiliser ses partisans pour les élections européennes. Contrairement à d'autres partis souverainistes, qui ont renoncé à sortir de l'Europe mais affirment vouloir la changer de l'intérieur, l'AfD prône le « Dexit ». Le parti rejette les institutions de l'UE, qu'il considère comme une « *construction non démocratique et incapable de se réformer* ». Il veut la remplacer par une « *fédération de nations européennes* ».

Réputé pour ses prises de position dures sur l'immigration, l'AfD, qui prône la « remigration » vers les pays d'origine, a engrangé ses meilleurs scores dans les six Länder d'ex-RDA. Il y est arrivé en tête, devant la CDU, qui domine dans le reste du pays, et il dépasse les 30 % dans certaines régions, révélant que les fractures de la réunification ne sont toujours pas refermées. « *Dans l'est de l'Allemagne, une proportion importante de la population n'a toujours pas digéré de vivre dans le système politique de l'ex-RFA et la démocratie libérale*, explique Hans Stark, chercheur à l'Ifri. *On y cultive la nostalgie de la RDA et des sentiments prorusses nourris par le déclassement. L'AfD propose de se rapprocher de la Chine et de la Russie en s'inspirant de leur mode de gouvernance autoritaire et de tourner le dos à l'UE. C'est séduisant pour cette frange de la population* ».

Traditionnellement, les partis néonazis, tels que le NPD désormais banni, ont réalisé leurs meilleurs résultats en ex-RDA. Les provocations du chef de file de l'AfD, Maximilian Krah, qui a été écarté de la fin de campagne pour avoir affirmé qu'un SS n'est pas « *automatiquement un criminel* », y choquent moins qu'en Allemagne de l'Ouest. Figure de l'AfD en Thuringe, Björn Höcke a été condamné pour avoir utilisé un slogan nazi. Ces « dérapages » avaient conduit le RN à mettre fin à sa coopération avec l'AfD au sein du Parlement européen, où ils siègent au sein du groupe Identité et démocratie (ID).

Pour tenter de corriger son image après son succès historique, l'AfD, qui a connu une brusque dérive depuis ses débuts de parti eurosceptique fondé en réaction à la crise grecque, a annoncé lundi que Krah ne siégera pas dans ses rangs au Parlement européen. « *La radicalité incarnée par Höcke et Krah représente pourtant le courant majoritaire au sein de l'AfD*, met en garde Hans Stark. *Cela fait longtemps que ceux qui prônent un conservatisme solide, mais de bon aloi ont quitté le parti. L'AfD n'est pas encore un parti nazi, mais il n'est pas exclu qu'il le devienne.* » ■

Climat : le dégel du pergélisol n'est pas une bombe à retardement

Anne-Laure Frémont

Des scientifiques n'observent aucun effet de seuil, mais concluent que le phénomène accélère déjà le réchauffement global.



REUTERS TV

Le dégel du pergélisol entraîne aussi un phénomène d'effondrement des sols *(ici, le cratère de Batagaïka en Sibérie).*

Le pergélisol (permafrost en anglais), qui occupe un quart des terres émergées de l'hémisphère Nord, est souvent présenté comme une « *bombe à retardement climatique* ». Sous l'effet du réchauffement planétaire, ce sol gelé en permanence pourrait franchir « *un point de rupture* », un seuil critique au-delà duquel il dégèlerait de façon plus ou moins brutale et irréversible, libérant les quantités colossales de gaz à effet de serre qu'il renferme.

Mais existe-t-il un seuil de température global au-delà duquel la catastrophe serait inévitable ? Dans une étude publiée le 3 juin dans la revue *Nature Climate Change*, une équipe internationale dirigée par l'Institut Alfred Wegener en Allemagne s'est penchée sur cette question de « *point de basculement* » (« *tipping point* » en anglais), largement débattue au sein de la communauté scientifique. Les chercheurs affirment n'avoir trouvé aucune preuve de l'existence d'un tel moment de rupture global… et ce n'est pas pour autant une bonne nouvelle. Le pergélisol au contraire, dégèle déjà de façon linéaire, au rythme du réchauffement de la planète.

Comme le rappelle l'auteur principal de l'étude, Jan Nitzbon, de l'Institut Alfred Wegener, « *le pergélisol désigne un sol - généralement de la terre ou de la roche - dont la température est en permanence inférieure à 0 °C, au moins deux années consécutives* ». Son épaisseur varie de quelques mètres à plus d'un kilomètre, comme dans le nord-est de la Sibérie. Il renferme d'énormes quantités de carbone organique, « *deux fois plus que celles contenues dans l'atmosphère* », précise l'auteur. Tant qu'elle est gelée, cette matière ne bouge pas ; mais dès lors qu'elle est soumise au dégel, les microbes la décomposent, libérant de grandes quantités de carbone sous forme de CO_2 et de méthane. Ce phénomène va accentuer l'effet de serre, amplifier le réchauffement global, et, par un cercle vicieux, accélérer celui du sol gelé.

Or, pour les auteurs de l'étude, dire qu'un tel basculement ne se fera qu'à partir d'un certain niveau de réchauffement (généralement au-delà de + 5 °C) suggère une « *marge de sécurité jusqu'à laquelle les incidences du dégel du pergélisol ne se manifesteraient pas* ». Un problème, selon eux, puisque les impacts locaux de cette fonte sur les communautés, les infrastructures et les écosystèmes de l'Arctique sont déjà considérables.

Pour mener à bien leurs travaux, ils ont passé en revue la littérature scientifique à la recherche de processus susceptibles d'accélérer le dégel du sol, pour évaluer s'ils pouvaient conduire à un point de basculement. Ils ont aussi réalisé leur propre modélisation de la quantité de pergélisol qui subsisterait à différents niveaux de réchauffement. « *Nous avons constaté que le pergélisol diminuerait progressivement, au même rythme que le réchauffement climatique* », affirme Jan Nitzbon. Pas de point de basculement unique à l'échelle mondiale, selon eux, mais de nombreux « *seuils* » locaux qui « *basculent* » à des moments différents.

« *Le dégel du pergélisol n'est donc pas quelque chose qui pourrait se produire dans un avenir lointain à un certain niveau de réchauffement* », poursuit l'auteur : il se produit déjà et augmentera « *avec chaque degré de réchauffement supplémentaire* ». « *Une fuite chronique et croissante de gaz à effet de serre qui rend l'arrêt des émissions d'origine humaine encore plus urgent* », commente David Armstrong McKay, chercheur associé à l'université britannique d'Exeter. D'où l'importance d'agir dès à présent pour endiguer le phénomène, alors que les températures ont déjà augmenté « *à un rythme sans précédent* » de 0,26 °C au cours de la dernière décennie, selon une étude parue le 5 juin dans la revue *Earth System Science Data*.

> **« Le pergélisol désigne un sol - généralement de la terre ou de la roche - dont la température est en permanence inférieure à 0 °C, au moins deux années consécutives »**
>
> **Jan Nitzbon**
> Institut Alfred Wegener

Jan Nitzbon assure ne pas remettre en cause le terme de « *point de basculement* », d'une part parce qu'il est « *utile pour faire prendre conscience des changements fondamentaux et irréversibles dans le système climatique* » ; d'autre part parce qu'il est pertinent pour d'autres phénomènes. Il rappelle que la fonte de la calotte de glace en Antarctique se produira de manière irréversible une fois un certain niveau de réchauffement dépassé. « *Cela prendrait toutefois des centaines voire des milliers d'années, non pas quelques années comme l'image du "point de basculement" pourrait le suggérer.* »

Florent Dominé, chercheur CNRS au laboratoire franco-canadien Takuvik, à Québec, ne voit quant à lui rien de bien rassurant dans ces travaux qui concluent tout de même « *à une diminution de moitié des stocks de carbone du pergélisol pour un réchauffement d'environ 2,5 °C* » (sachant qu'il atteint déjà 1,19 °C au cours de la dernière décennie). Un résultat « *extrêmement inquiétant* » et sans doute sous-évalué dans la mesure où les modèles employés « *procèdent à de nombreuses simplifications et omettent des processus rétroactifs connus ou encore à découvrir* ». « *Parmi les processus insuffisamment ou non traités*, note le géophysicien, *on peut mentionner l'apparition de cratères de méthane en Sibérie, phénomène totalement inattendu et dont l'ampleur future ne peut être prédite ; ou encore le pergélisol sous-marin, source de gaz à effet de serre très mal quantifié.* » L'impact du dégel du permafrost pourrait donc selon lui « *être encore supérieur aux projections déjà bien pessimistes de cet article* ». ■

Une méthode pour dater les occupations de sites préhistoriques

Vincent Bordenave

De nouvelles techniques ont permis de comprendre la succession de foyers néandertaliens, il y a 52 000 ans, en Espagne.

Si les outils de datation permettent aux scientifiques de comprendre les dynamiques de peuplement et d'écrire dans les grandes largeurs l'histoire de nos ancêtres, il est beaucoup plus difficile de raconter les événements sur des temps plus courts. L'enjeu est pourtant crucial, car il pourrait nous aider à mieux comprendre les comportements de populations nomades de chasseurs-cueilleurs partout sur le globe, mais également les interactions possibles entre les différents groupes humains qui cohabitaient il y a encore un peu plus de 40 000 ans. Une équipe menée par Angela Herrejon-Lagunilla de l'université de Burgos en Espagne a développé une méthode extrêmement précise de datation de foyers et a ainsi pu dater plusieurs occupations néandertaliennes il y a environ 52 000 ans sur le site d'El Salt dans la province espagnole d'Alicante (*Nature*, 5 juin 2024).

« *Ce sont des résultats très intéressants, car cette méthodologie semble reproductible ailleurs* », commente Ségolène Vandevelde, archéologue à l'université du Québec à Chicoutimi. Elle a rédigé dans *Nature* un article de commentaire sur ces travaux. Elle a elle-même mis au point une technique de datation des dépôts de suie sur les parois qui avait permis de montrer qu'une année séparait une phase d'occupation d'*Homo sapiens* et une autre par Neandertal dans la grotte Mandrin dans le sud de la France. « *La principale nouveauté est que cette technique s'applique sur des sites en extérieur. Les analyses que nous avions effectuées ne peuvent être conduites qu'en milieu souterrain, dans une grotte par exemple.* »

Pour arriver à ce degré de précision, l'équipe espagnole se base sur plusieurs méthodes. Dans un premier temps, les scientifiques analysent directement les foyers laissés après chaque occupation. Angela Herrejon-Lagunilla « *procède à une analyse microstratigraphique*, détaille Ségolène Vandevelde. *C'est une fouille très fine, doublée d'une analyse en microscopie de blocs de sédiments prélevés, qui permet de révéler différents niveaux ou des liens d'antériorité et de postériorité à l'intérieur d'un ensemble.* » Dans le cas du site d'El Salt, le complexe X qui correspond à une couche archéologique est ainsi décomposé en deux niveaux : Xa et Xb. Un foyer est repéré dans le niveau Xa et 5 autres dans Xb. « *Ce niveau de détail permet de comprendre la succession des événements* », continue Ségolène Vandevelde.

Recours à l'archéomagnétisme

Restait ensuite à mesurer le temps qui sépare ces phases d'occupation, grâce à l'archéomagnétisme. « *Les minéraux ferreux dans le sol vont enregistrer la signature du champ magnétique terrestre au moment où le feu est fait*, explique Ségolène Vandevelde. *On sait que le champ magnétique varie et on sait reconstituer ces variations sur un site précis à une époque donnée.* » Les progrès de l'archéomagnétisme ont permis de construire des modèles régionaux solides sur lesquels on peut se baser pour estimer la chronologie de cette variation du champ magnétique. « *Pour le moment aucune reconstitution de ce type n'a été réalisée pour les périodes d'études anciennes et les modèles disponibles ne couvrent que les 14 000 dernières années*, précise Ségolène Vandevelde. *Mais ces foyers étudiés datent d'une période de stabilité magnétique et le taux de variation de la direction du champ magnétique terrestre est considéré comme similaire à celui de ces modèles existants. Ce qui permet d'avoir une idée du temps écoulé entre deux foyers.* »

Les auteurs ont ainsi estimé le temps minimum qui s'est écoulé entre les dernières utilisations des paires de foyers. Mais pour y parvenir, les niveaux archéologiques doivent être suffisamment bien conservés et peu perturbés par des phénomènes d'altération post-dépôt pour que cette approche puisse être appliquée. Dans le cas présent, les auteurs ont pu établir un ordre de succession pour les 6 foyers, et ils ont daté l'espacement entre 5 d'entre eux. Verdict, entre 200 à 240 ans ou plus se sont écoulés entre l'utilisation du foyer le plus ancien et celle du plus récent. « *De telles estimations de la durée des phases d'occupation n'ont été faites jusqu'à présent que pour des grottes ou des abris-sous-roche*, s'enthousiasme Ségolène Vandevelde. *La limite de cette méthode, c'est que l'on ne parvient à dater que la dernière utilisation d'un foyer. On est limité si un groupe d'arrivants réutilise un ancien foyer. Mais ce travail constitue une avancée méthodologique majeure qu'on espère voir être appliquée ailleurs rapidement !* » ■

Roland-Garros : les tops et les flops d'une quinzaine qui ouvre une nouvelle ère

Adrien Bez, Jean-Julien Ezvan et **Romain Schneider**

La grande première d'Alcaraz et le quatrième titre de Swiatek ont illuminé un tournoi traversé par la pluie, des surprises, des ratés et des polémiques.



Carlos Alcaraz, dimanche, pendant sa finale contre Alexander Zverev. LISI NIESNER / REUTERS

Lancé le 20 mai avec le tournoi de qualifications, Roland-Garros va, dès ce lundi, débuter sa mue en vue des Jeux olympiques (26 juillet-11 août) et paralympiques (28 août-8 septembre). Avec en tête des émotions, des surprises, des temps forts, des révélations, des questions, des polémiques, des regrets, des ratés. Bilan d'un tournoi qui fera date après avoir vu partir prématurément deux de ses monstres sacrés Rafael Nadal (éliminé au 1er tour) et Novak Djokovic (blessé et contraint de déclarer forfait avant sa demi-finale), repoussé à la 3e place mondiale ce lundi (derrière Jannik Sinner et Carlos Alcaraz).

TOPS

Carlos Alcaraz, le phénomène tout terrain

À 21 ans, le prodige espagnol titré sur la terre battue de Roland-Garros, après le dur de l'US Open (2022) et le gazon de Wimbledon (2023), poursuit son irrésistible ascension. Tout ne fut pas parfait, notamment lors de sa demi-finale contre Jannik Sinner et durant la finale contre Alexander Zverev, mais Carlos Alcaraz a trouvé les ressources pour dominer ses doutes, sa nervosité, ses crampes et ses rivaux. Gagner sans être brillant, une autre façon d'étoffer sa palette, parce que sa marge de progression (gestion de l'événement, densité physique, régularité notamment) semble une promesse suffisante pour un avenir radieux. À Roland-Garros. Et ailleurs. Après le gazon, Carlos Alcaraz retrouvera Roland-Garros pour un défi olympique à même de l'inspirer. Avant de voir plus loin. « *Djokovic a 24 titres du Grand Chelem. C'est incroyable. Je veux juste continuer à aller de l'avant. On verra bien combien de Grands Chelems je pourrai remporter d'ici à la fin de ma carrière. J'espère que j'atteindrai 24. Je vais déjà profiter de mon troisième, on verra pour l'avenir.* »

Le tennis italien a marqué les esprits

Du bleu partout ou presque. Les Azzuri ont brillé sur tous les tableaux, à défaut d'être titrés. Dominée en finale du simple, Jasmine Paolini, associée à sa compatriote Sara Errani, a été battue en finale du double. Pas de titre non plus pour Simone Bolelli et Andrea Vavassori, qui ont buté sur la dernière marche également. Mais ce cru 2024 s'avère historique. Pour la première fois depuis le début de l'ère Open, l'Italie était représentée en demi-finale dans le tableau dames et messieurs d'un même Grand Chelem. Et, cerise sur le panettone, Jannik Sinner est numéro 1 mondial depuis lundi. Derrière la locomotive Sinner, Lorenzo Musetti (22 ans, 30e mondial) et Matteo Arnaldi (23 ans, 35e) se sont distingués à Paris (Musetti a failli sortir Djokovic au 3e tour et Arnaldi a posé des problèmes à Tsitsipas en 8e de finale). En Italie, les projets individuels sont encouragés et le système n'apparaît pas seulement dépendant du giron fédéral. De quoi donner (peut-être) des idées à d'autres fédérations…

Swiatek, la force presque tranquille

La reine de Roland-Garros, c'est bien elle. Sans rivale sur terre battue, où elle n'a laissé que des miettes à la concurrence. Avec quatre sacres Porte d'Auteuil à seulement 23 ans, et trois consécutifs, elle marche dans les pas de son idole Rafael Nadal. Et le record de sacres de Chris Evert à Paris (7) est déjà dans son viseur. En jeune femme pressée, la Polonaise n'a concédé que 20 jeux en six matchs. Lors de son deuxième tour, elle en avait perdu… 17. Poussée dans ses derniers retranchements par Naomi Osaka, elle a même dû sauver une balle de match. Au bout d'elle-même, elle a rappelé qu'elle était humaine et pas encore « nadalesque ». Ce choc mémorable a rappelé aussi à quel point Osaka, ancienne numéro 1 mondiale, de retour de grossesse, pouvait être une rivale de poids pour la maîtresse des lieux. Une bonne nouvelle pour le tennis féminin, dont le tournoi n'a pas toujours été passionnant.

Corentin Moutet, l'éclaircie bleue

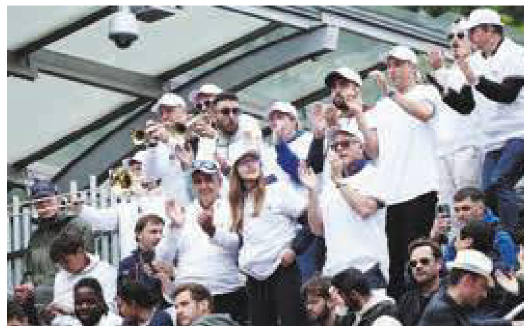
Pas grand monde ne misait sur lui, mais l'enfant terrible du tennis français est devenu le premier Tricolore à rejoindre les 8es de finale de Roland-Garros depuis Hugo Gaston, en 2020. Son jeu spectaculaire et rafraîchissant, à l'image de ses nombreux services à la cuillère, a fait rugir de plaisir le public lors de ses trois premiers tours face à Nicolas Jarry, Alexander Shevchenko et Sebastian Ofner. Malgré un premier set exceptionnel, la marche Jannik Sinner était trop haute. À 25 ans, Corentin Moutet a fait preuve d'un comportement exemplaire, loin des frasques dont il était coutumier. Il quitte la Porte d'Auteuil ravi d'avoir pu « *changer l'image que les gens (lui) collaient* », reconnaissant de « *l'amour et de la bienveillance* » qu'il a reçus, et gorgé d'ambition pour la suite. « *Il ne faut pas se satisfaire d'un 8e de finale en Grand Chelem. Les tout meilleurs, c'est leur quotidien, c'est la routine* », confiait-il après son élimination. Cette année encore, le camp tricolore doit s'en contenter.

Les qualifications et le Suzanne-Lenglen, vrai succès populaire

Ne parlons plus de quinzaine. Roland-Garros est bel et bien un tournoi de trois semaines depuis que les organisateurs ont réussi le tour de force de faire des qualifications un événement à part entière. Les tarifs étaient abordables, les joueurs français nombreux, l'ambiance survoltée sur tous les courts. « *Je voudrais rendre hommage à Amélie Mauresmo, qui a eu l'initiative de la création de cette Opening Week, incroyable succès populaire. Nous sommes le seul Grand Chelem à avoir cette particularité* », se félicitait Gilles Moretton, président de la FFT, lors de la conférence de presse de clôture. Un succès qui doit beaucoup à l'utilisation du court Suzanne-Lenglen pour la toute première fois dès les qualifications. Plein à craquer du premier au dernier jour du tournoi, le deuxième court des Internationaux de France a même volé la vedette à l'auguste court Philippe-Chatrier. Son nouveau toit, aussi discret et élégant que la jupe plissée de Suzanne Lenglen dont il s'inspire, est une vraie réussite.



Le jeu spectaculaire et rafraîchissant de Corentin Moutet a conquis le public. YVES HERMAN / REUTERS



Dans les travées, des supporteurs bruyants, et jugés irrespectueux par des joueurs étrangers, ont mis de l'ambiance. EMMANUEL DUNAND / AFP

FLOPS

Où sont les femmes ?

En 2021 et 2022, sur dix sessions de soirée jouées, une seule rencontre du tableau dames avait été programmée. Sur onze cette année, aucune affiche féminine au programme. Paradoxal pour un sport qui prône la parité. Plus généralement, c'est le format des sessions nocturnes qui reste un vrai casse-tête (témoin, le match de Djokovic qui s'est achevé après 3 heures du matin). Et s'il reste délicat de n'offrir qu'un match féminin par soir en trois manches pour un public qui paie, a minima, 75 euros, et qui « en veut pour son argent », pourquoi, alors, ne pas proposer deux rencontres, à l'image de l'Open d'Australie et de l'US Open qui démarrent leur soirée à 19 heures, au lieu de 20 h 15 à Paris ? Pas gagné à en croire Amélie Mauresmo. « *Il y a deux ans, nous nous sommes posé la question de passer à deux matchs en nocturne, mais la culture parisienne n'est pas d'arriver à 19 heures dans les gradins, nous en sommes tous persuadés.* » Rendez-vous en 2025 pour prolonger ce lancinant débat.

Les limites criantes du tennis français

Une joueuse (Varvara Gracheva battue par la prometteuse Russe Mirra Andreeva) et un joueur (Corentin Moutet, stoppé par Jannik Sinner) en 8es de finale. Le bilan bleu est peu reluisant. Il est relevé par le titre en double mixte d'Édouard Roger-Vasselin associé à l'Allemande Laura Siegemund. Si Chloé Paquet (invitée, éliminée au 3e tour) a surpris, les espoirs tricolores (Arthur Fils, Giovanni Mpetshi Perricard, Arthur Cazaux, Luca Van Assche, Terence Atmane et Harold Mayot) ont déçu. Et les vieilles gloires (Richard Gasquet et Gaël Monfils) n'ont, en dépit de leur envie, rien pu faire contre le poids des ans. Caroline Garcia, numéro 1 tricolore, s'est arrêtée au 2e tour pour la quatrième année consécutive… Posé face au bilan, Ivan Ljubicic, le directeur du haut niveau à la Fédération française, a résumé : « *On est ici pour gagner, pas jouer au tennis et participer. On n'a pas des résultats hyperpositifs, mais j'ai vu aussi des choses positives.* » Les meilleures performances françaises à Roland-Garros commencent à dater (Gasquet en quart de finale en 2016 ; Garcia et Mladenovic en quarts en 2017)…

L'image désastreuse des places vides

Un constat récurrent sur le court Philippe-Chatrier. De jour, comme de nuit. Flagrant lors du match épique entre Iga Swiatek et Naomi Osaka ou lors de la deuxième demi-finale masculine entre Alexander Zverev et Casper Ruud. Amélie Mauresmo, nommée directrice du tournoi en décembre 2021, avait annoncé faire du dossier une priorité. L'ancienne numéro 1 mondiale doit, comme ses prédécesseurs, se heurter à une dure réalité. Alizé Cornet a, sur France Télévisions, résumé : « *Voir ces tribunes à moitié vides, cela me fait énormément de peine.* » Consciente d'un problème qui se répète et diffuse du tournoi une image loin de la passion espérée, Amélie Mauresmo a assuré : « *On se remet en question. Évidemment, nous ne sommes pas satisfaits. On continue sur nos pistes de réflexion. On va essayer d'aller plus loin* ». En revanche, le tournoi peut se réjouir de la vie qui a animé les allées, par exemple lors du week-end des finales avec des spectateurs sur les transats devant les écrans géants.

Un public de plus en plus dissipé

C'était le sujet brûlant de la première semaine. Mécontents de l'attitude du public parisien, jugée irrespectueuse, plusieurs joueurs étrangers avaient haussé le ton en conférence de presse. A commencer par le Belge David Goffin, qui dans la foulée de son duel face au Français Giovanni Mpetshi Perricard avait pointé du doigt « *ceux qui sont plus là pour foutre le bordel que pour mettre l'ambiance* ». L'ancien numéro 7 mondial craint des dérives similaires à celles du football, « *avec des fumigènes et des hooligans* ». Même la future gagnante Iga Swiatek avait tenu à recadrer les supporteurs qui « *crient pendant l'échange ou avant un retour* ». Amélie Mauresmo n'avait pas tardé à réagir en interdisant l'alcool en tribunes et en donnant de nouvelles consignes à la sécurité et aux arbitres. Un coup de com d'apaisement. Lors de sa conférence de presse de fin de tournoi, la directrice a préféré souligner une « *ambiance incroyable* » qui ne sera pas ternie par « *un petit nombre d'individus dans un grand stade* ».

Le plafond de verre de Stefanos Tsitsipas

Il n'y avait pas de place pour les revers à une main. Comme le Bulgare Grigor Dimitrov (stoppé par Jannik Sinner), Stefanos Tsitsipas s'est arrêté en quart de finale, fermement repoussé par Carlos Alcaraz. Le Grec nourrit un complexe contre l'Espagnol qu'il n'a jamais battu (6 défaites) et se trouve rapidement démuni face à lui. Il a souffert et l'a reconnu : « *À chaque fois que je joue contre Carlos, il a une qualité dans ses coups que je ne vois pas chez d'autres adversaires. Cela me met en difficulté. Il faut que je franchisse cette barrière mentale.* » Battu en quarts du tournoi de double avec son frère Petros, par la paire composée du Salvadorien Marcel Arevalo et du Croate Mate Pavic (qui ont remporté le tournoi), Stefanos Tsitsipas a l'art de se disperser. S'il compte deux finales en Grand Chelem (Roland-Garros 2021 et Open d'Australie 2023, qui correspond à sa dernière accession aux demi-finales en Grand Chelem), perdues contre Novak Djokovic, l'esthète grec stagne, à la limite du top 10 (11e ce lundi). Précieux pour la variété et le spectacle, mais de plus en plus souvent réduit au rôle de figurant dans les grands rendez-vous. Il a tutoyé les sommets avant de se retrouver dépassé par la nouvelle vague. ■

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de **9h** à **13h** et de **14h** à **18h** **(excepté les jours fériés)** et tous les dimanches de **9h** à **13h**.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel
carnetdujour@media.figaro.fr

Téléphone
01 56 52 27 27

sur notre site
carnetdujour.lefigaro.fr

Tarif de la ligne € TTC :
Du lundi au jeudi
26 € jusqu'à 25 lignes
24 € à partir de 26 lignes
Vendredi ou samedi
29 € jusqu'à 25 lignes
27 € à partir de 26 lignes
Réduction à nos abonnés : nous consulter

Les lignes comportant des caractères gras sont facturées sur la base de deux lignes ; les effets de composition sont payants ; chaque texte doit comporter un minimum de 10 lignes.

Reprise des annonces sur :
carnetdujour.lefigaro.fr
www.dansnoscoeurs.fr

signatures

Jean-Loup CHIFLET

dédicacera son livre

Je me demande... à quelle heure se couchait Marcel Proust ?
(éditions Herodios),

le jeudi 13 juin 2024,
à 19 heures,
à la librairie Le Divan,
203, rue de la Convention,
Paris (15e).

communications

Le CNA2C
(Centre National Agréé Contrôle et Cohérence)
annonce à ses adhérents que

les assemblées générales ordinaire et extraordinaire
de l'association

se tiendront le jeudi 27 juin 2024.

Afin de pouvoir participer
à ces assemblées,
merci de prendre contact avec
l'association pour connaître
les modalités de participation.

deuils

Le docteur Guy Batout,
son époux,

François-Alexandre
et Élodie Batout,
Jérôme Batout,
ses fils et sa belle-fille,

Stanislas et Édouard,
ses petits-fils,

le professeur Jean-François
Lemeland et Brigitte Lemeland,
Jean-Philippe et Martine
Lemeland,
ses frères et belles-sœurs,
leurs enfants et petits-enfants

ont le profond chagrin
de faire part du décès de

Marion BATOUT
née Lemeland,

survenu le 10 juin 2024,
à Paris (15e), dans sa 78e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le jeudi 13 juin, à 14 h 30,
en l'église Notre-Dame
de Boulogne (Hauts-de-Seine),
suivie de l'inhumation
dans l'intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes,
des dons à l'Institut Curie
et à la Maison Jeanne Garnier.

Cet avis tient lieu de faire-part.

137, rue de Paris,
92100 Boulogne.

Caen (Calvados).

Jean-Philippe et Catherine
Bourget,
Dominique et Yves Bihel,
le médecin en chef (e.r.)
Denys Bourget
et son épouse Sylviane,
en union avec
Isabelle Bourget (†),
ses enfants,
ses 11 petits-enfants
et 24 arrière-petits-enfants

ont la tristesse
de faire part du décès de

Monique BOURGET
née Imbert,

veuve du
colonel Jacques Bourget

survenu le 7 juin 2024,
dans sa 98e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'abbatiale
Saint-Étienne de Caen,
le jeudi 13 juin, à 15 heures.

L'inhumation aura lieu
le lundi 17 juin, à 16 h 30,
au cimetière de Gentilly
(Val-de-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Madeleine Deyrieux,
sa mère,

Mme Cécile Bajol,
sa fille,
Adélaïs, Antonin, Olivia,
ses petits-enfants,

Mme Élisabeth Deligny,
Mme Christine Duris,
ses sœurs,

ont la douleur
de vous faire part
du rappel à Dieu du

docteur Bernard DEYRIEUX

le 6 juin 2024, à l'âge de 78 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mercredi 12 juin, à 15 heures,
en l'église
Saint-Pierre-de-Montrouge,
à Paris (14e).

Marie-Cécile Revel-Domenge,
son épouse,

Agnès, Muriel, Luc
et Jean-Christophe,
ses enfants,

ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants

ainsi que
l'ensemble de la famille

ont la tristesse
de faire part du décès de

Jean DOMENGE
journaliste au *Figaro*
(1960-1975),
chevalier
de l'ordre national du Mérite,

survenu le 5 juin 2024,
à l'âge de 97 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Jean-Baptiste-
de-Grenelle,
14, place Étienne-Pernet,
à Paris (15e),
le mercredi 12 juin, à 14 h 30.

Jean reposera au cimetière
de Vaugirard.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Olivier et Valentine Kaplan,
Laurence et Roland Chiche,
François et Meggie Kaplan,
ses enfants et leurs conjoints,

Antoine et Joyce,
Marianne et Martin,
Charlotte, Yaniv, Elisha,
ses petits-enfants
et leurs conjoints,

David et Nat, Paul et Jade,
ses arrière-petits-enfants,

et ses neveux et nièces

ont la tristesse
de faire part du décès du

docteur Lazare KAPLAN

survenu le 8 juin 2024.

Les obsèques auront lieu au
cimetière israélite de Versailles,
ce mardi 11 juin 2024, à 11 h 30.

Michel Ktorza,
président du
Maguen David Adom France
Olivier Kaplan,
trésorier,
Victor Wintz,
directeur général du
Maguen David Adom Europe
Eli Bin,
directeur général du
Maguen David Adom Israël

ont la tristesse
d'annoncer le décès du

docteur Lazare KAPLAN

membre éminent
du comité du
Maguen David Adom France,
vice-président
et ancien président
de l'association MDA,

survenu le 8 juin 2024,
à l'âge de 98 ans, à Paris.

Fils du grand rabbin de France,
Jacob Kaplan,
et de Fanny Kaplan,
fondatrice du MDA France.

*Le docteur Lazare Kaplan
a dédié sa vie à servir
l'organisation de secours
qui sauve des vies en Israël
et à travers le monde.*

*La peine est partagée
par tous les bénévoles
de l'association et l'ensemble
des délégations de l'association
en province.*

*Ses contributions inestimables
et son engagement indéfectible
resteront gravés
dans nos mémoires.*

Paris. Compiègne (Oise).

Marie-Christine Guibert,
Jean-Marie Guibert,
ses enfants,
ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants,
l'ensemble de la famille Guibert
et Baegert

ont la douleur
de faire part du décès de

Cécile GUIBERT
née Baegert,

veuve de
Jean-Baptiste Guibert

survenu le 6 juin 2024,
dans sa 94e année, à Villejuif.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Notre-Dame-et-Saint-Ouen,
à Lacroix-Saint-Ouen (Oise),
le jeudi 13 juin, à 15 heures.

La comtesse Régis de La Loyère,
son épouse,

M. et Mme
Théodore Angelakos,
M. et Mme Selkrig,
ses filles et ses gendres,

Pénélope, Georges,
Alexandre, Éloïse,
ses petits-enfants,

ont la grande tristesse
de vous annoncer le décès du

comte Régis de LA LOYÈRE
chevalier
de la Légion d'honneur,

le 31 mai 2024, à l'âge de 90 ans,
muni des sacrements
de l'Église.

La cérémonie religieuse
a eu lieu à Montréal (Canada),
dans l'intimité familiale.

Claire et Yves,
ses enfants,
leurs conjoints,
Michel et Caroline,

Valérie, Estelle, Adélaïde,
Aliénor, Arthur, Adrien,
ses petits-enfants,
ses 13 arrière-petits-enfants
et toute la famille

ont la tristesse
de faire part du décès de

Mme Nicole LOTROUS
née Lutaud,

survenu le 7 juin 2024,
dans sa 96e année.

Une cérémonie aura lieu
le vendredi 14 juin, à 15 heures,
en la maison funéraire
de Mâcon,
impasse des Verchères,
suivie de l'inhumation,
à 16 heures, au cimetière
de Cluny (Saône-et-Loire).

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue Jules-Regnault,
95880 Enghien-les-Bains.

Mme Jacques Mérel,
née Isabelle Morize,
son épouse,

ses enfants, petits-enfants
et son arrière-petite-fille

ont la tristesse de faire part
du rappel à Dieu de

Jacques MÉREL

le 6 juin 2024.

La messe d'obsèques
sera célébrée
en l'église Saint-Louis
du Port-Marly (Yvelines),
le jeudi 13 juin, à 14 heures.

La famille Mittnacht

vous fait part
du rappel à Dieu du

docteur
Jean-Pierre MITTNACHT

le 9 juin 2024.

La bénédiction aura lieu
le jeudi 13 juin, à 10 heures,
en l'église Saint-Pierre
de Neuilly-sur-Seine.

35, rue de Chézy,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Montgeron (Essonne).

Jean-François, Pierre, Nicolas,
ses fils,
et leurs conjointes,
ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants

vous font part
du rappel à Dieu de

Claude PÉROT
née Picou,

le 4 juin 2024.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le vendredi 14 juin, à 10 heures,
en l'église Saint-Joseph
de Montgeron.

Une messe sera célébrée
le samedi 22 juin, à 16 heures,
en l'église Saint-Jean-Baptiste
de Tournemire (Cantal).

Odile Saglio,
son épouse,

Marie-Caroline et Nicolas
Yatzimirsky,
Marc-Antoine et Dounia
Saglio,
Pierre-Olivier et Charlotte
Saglio,
ses enfants et leurs conjoints,

Alexandra, Leyth, Irène, Yanis,
Pierre, Maxime et Clara,
ses petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part de la mort de

Jean-François SAGLIO
ingénieur général des Mines,
officier de la Légion d'honneur,
croix de la Valeur militaire,

survenue le 7 juin 2024,
dans sa 88e année.

La célébration religieuse
aura lieu le vendredi 14 juin,
à 10 h 30, en l'église
Notre-Dame-des-Champs,
Paris (6e).

L'inhumation aura lieu
au cimetière du Montparnasse.

souvenirs

Il y a cinq ans aujourd'hui,
le 11 juin 2019,

Guy CHARBONNEAUX

nous quittait.

Que ceux qui l'ont connu et
aimé aient une pensée pour lui.

offices religieux

La Fondation
Shmouel et Bassie Azimov
vous adresse ses vœux
à l'occasion de la

fête juive de Chavouot
jour du don de la Torah
au Mont Sinaï,

qui aura lieu ce mardi soir
11 juin au jeudi 13 juin 2024.
Allumage des bougies
mardi soir avant 21 h 56.
Mercredi soir après 22 h 37,
à partir d'une flamme
existante.
*Écoutez
les dix commandements
dans votre synagogue
avec vos enfants,
le mercredi dans la matinée.*

Beth Loubavitch,
8, rue Lamartine, 75009 Paris,
téléphone : 01 45 26 87 60.
www.loubavitch.fr

Quatre-vingts ans après le massacre, Emmanuel Macron et le président fédéral allemand, Frank-Walter Steinmeier, ont déambulé ce lundi dans le village martyr, où une importante mission de conservation vient d'être lancée.



PAR **Alix Vermande** Oradour-sur-Glane



Emmanuel Macron et Frank-Walter Steinmeier, le président fédéral allemand, accompagnés notamment du maire d'Oradour-sur-Glane, Philippe Lacroix, dans les rues du village.
LUDOVIC MARIN/AFP

À Oradour-sur-Glane, le grand défi du sauvetage des ruines

« J'ai confiance dans le peuple. » En marge de l'hommage rendu ce lundi aux victimes des exactions allemandes de Tulle et d'Oradour-sur-Glane, les 9 et 10 juin 1944, Emmanuel Macron a naturellement été rattrapé par sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale, prise la veille au soir. Mais de cette visite dans le Limousin, prévue de longue date, aucun commentaire politique n'a réellement filtré, malgré les sourires crispés et les discussions entre élus. Rachida Dati, ministre de la Culture, a, elle, esquivé la question.

Pour la première fois, un président allemand était présent un 10 juin à Oradour. Et ce, quelques heures après le renouvellement du Parlement européen. *« Au lendemain des élections européennes, (...) n'oublions jamais les désastres engendrés par le nationalisme et la haine. Protégeons notre Europe unie »*, a martelé Frank-Walter Steinmeier, en français. Le locataire de l'Élysée, lui, a insisté sur *« le souvenir de ces cendres d'Oradour qui doivent faire naître la sève de notre projet européen »*. Devant un public composé notamment de familles de résistants, mais aussi des jeunes visiteurs, le haut dignitaire allemand a poursuivi : *« Je tiens à exprimer au nom de l'Allemagne ma consternation et mon affection face à ces crimes innommables, ce sentiment de honte qui m'habite quant au fait que ces assassins sont restés impunis. Si la réconciliation ne se fait pas sur un lieu de souffrance, elle n'aura jamais lieu »*, a déclaré Frank-Walter Steinmeier.

Une *« réconciliation »* illustrée par la participation de deux femmes à la cérémonie : l'une est petite-fille d'un survivant, l'autre celle d'un SS ayant participé au massacre. Cette dernière s'est confiée au président français : *« C'est d'autant plus important d'être là au lendemain des élections. Dans un lieu comme ici, on est conscient du danger de l'idéologie d'extrême droite. »*

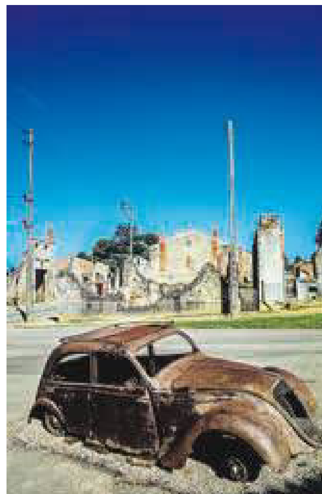
« Conserver en l'état, ça permet aussi de montrer aux jeunes générations que ce qu'ils voient actuellement à l'autre bout du monde s'est aussi passé près de chez eux »

Benoît Sadry Président de l'Association nationale des familles des martyrs d'Oradour-sur-Glane

En toile de fond de cette cérémonie, la mission de la conservation du village martyr. Déambulant dans ce lieu, Emmanuel Macron et Frank-Walter Steinmeier ont pu constater l'érosion avancée des ruines. Si les deux présidents se sont arrêtés devant la carcasse d'une Peugeot 202, dernier vestige de la tuerie, ils ont également fait face à de grandes bâches et à des échafaudages accolés aux bâtiments. Tout un symbole : *« Il est important de montrer que les travaux commencent dès maintenant »*, rapporte Benoît Sadry, président de l'Association nationale des familles des martyrs d'Oradour-sur-Glane. En effet, le chantier de préservation a bel et bien débuté. Les débats sur leur reconstruction et leur conservation sont définitivement clos depuis le 14 décembre dernier et l'adoption, par le ministère de la Culture, d'un plan de 19 millions d'euros pour quinze années de travaux. Les plus urgents ont d'ores et déjà commencé sur quatre bâtiments en péril. *« L'idée n'est pas de reconstruire les ruines, mais d'empêcher qu'elles ne se détruisent davantage »*, poursuit Benoît Sadry. *C'est un vrai défi. Il faut maintenir les murs, quitte à refaire l'étanchéité, car l'eau s'infiltre. Il faut protéger les façades. Il y a encore des maisons avec des étages que l'on veut conserver. Ça permettra d'avoir une vue en trois dimensions qui reste importante dans la lecture du site.* » Des travaux jugés inéluctables depuis plusieurs années, compte tenu de la construction de ce bourg limousin : *« C'est un village rural. La maçonnerie n'était pas d'une très grande qualité. Ce sont des murs qu'il faut refaire régulièrement. C'est toute l'usure du temps qui passe. »*



Un nouveau défi pour répondre aux attentes des 300 000 visiteurs annuels du site, sensibilisés de près ou de loin à ce massacre. Tous présentent des profils bien distincts : *« Conserver en l'état, ça permet aussi de montrer aux jeunes générations que ce qu'ils voient actuellement à l'autre bout du monde s'est aussi passé près de chez eux »*, assure Benoît Sadry. Le devoir de mémoire autour du massacre d'Oradour-sur-Glane fait toujours l'objet d'une « recontextualisation ». Plusieurs historiens, comme Pascal Plas, ne cessent d'en rappeler la singularité : *« Les SS n'ont pas attaqué Oradour comme un village de résistants, alors qu'à Tulle il s'agissait bien d'une opération de représailles. Elle voulait terroriser la Résistance, qu'elle ne pouvait pas atteindre, en exécutant des civils de façon très symbolique. Ce massacre avait pour but de tétaniser la Résistance et la population civile. Ce sont des pratiques que cette division SS avait déjà sur le front de l'Est. »* Et l'historien de poursuivre : *« Ce type de crime n'était pas commun à l'Ouest, donc Oradour apparaît comme le cas archétypal de crime de masse contre les populations civiles. De Gaulle décide rapidement de conserver ces ruines pour témoigner de cette horreur de la guerre. Il n'y a aucun autre cas d'une telle conservation en Europe. Ça reste un marqueur tout à fait essentiel dans le devoir de mémoire. »*



La carcasse d'une Peugeot 202 et les ruines de maisons du village, vestiges des exactions allemandes perpétrées les 9 et 10 juin 1944.
BRUNO DE HOGUES/ONLY FRANCE VIA AFP

Ce souhait du Général a été respecté, année après année. Si les présidents de l'Association nationale des familles des martyrs d'Oradour-sur-Glane se sont succédé, ils ont chacun maintenu une position similaire sur le devenir du village. *« On a décidé de le conserver pour témoigner, même s'il a beaucoup changé depuis l'origine*, raconte Claude Milord, prédécesseur de Benoît Sadry. *Il est important de le garder en l'état pour montrer ce que la folie humaine peut faire. On ne ressort pas indemne d'une visite au village martyr. »* Et, comme le temps ne joue pas en leur faveur, les protecteurs d'Oradour ont décidé de lancer, en marge du plan adopté par l'État, une collecte de dons. Avec un premier seuil à 2 millions d'euros, qui devrait rapidement être atteint, à en croire Benoît Sadry : *« Il y a notamment eu un don de 500 000 euros d'une Alsacienne touchée par la relation entre les deux régions qu'il y a pu avoir. Symboliquement, c'était fort. »*

« Ce mécénat de 1 million d'euros permettra d'amplifier les travaux conservatoires qui sont urgents et indispensables »

Marie-Hélène Habert-Dassault Directrice de la communication et du mécénat de la fondation Dassault Histoire et Patrimoine

En avril dernier, la famille Dassault*, via Dassault Histoire et Patrimoine, a participé, à hauteur de 1 million d'euros, à la collecte. *« Là aussi, il s'agit d'un symbole très important, car motivé par le passé de la famille et la déportation de Marcel Dassault »*, indique Benoît Sadry. Une somme importante, qui permettra de contribuer à la rapide mise en œuvre du projet. Mais surtout d'entretenir ce devoir de mémoire.

« Cela nous a paru naturel de soutenir le projet sur Oradour-sur-Glane, qui est un lieu de mémoire unique. Il est primordial de le préserver et de le transmettre aux générations futures de tous les pays, explique Marie-Hélène Habert-Dassault. *C'est un devoir collectif. Ce mécénat de 1 million d'euros permettra d'amplifier les travaux conservatoires qui sont urgents et indispensables sur ces 10 hectares. Car le temps qui passe provoque une érosion des ruines qui s'amplifie. »*

Dans cette campagne, Benoît Sadry est épaulé par Agathe Hébras, petite-fille de Robert Hébras, témoin du massacre, disparu en février 2023, dont Emmanuel Macron n'a pas manqué de souligner l'absence : *« Celui à qui nous pensons tant aujourd'hui. Il y a le chemin de la mémoire et de la réconciliation, que Robert Hébras et plusieurs autres ont mené, celui de connaître et de ne pas oublier. »*

Ces liens du sang et de la mémoire, Agathe Hébras ne peut qu'en témoigner. Depuis son plus jeune âge, son grand-père lui contait cette douloureuse histoire. *« J'étais persuadé qu'il serait présent pour les 80 ans. C'est sans doute le dernier grand anniversaire avec les personnes qui ont connu ce temps-là. On prend un virage dans le devoir de mémoire en faisant sans les témoins. Mais j'ai été préparée à tout ça par mon grand-père. »*

Pour celle dont le destin sera toujours lié à celui du village martyr, ces travaux devenaient indispensables à plusieurs titres : *« J'ai grandi dans ce village et j'ai vu des choses, enfant, que je ne vois plus aujourd'hui, car le village s'est dégradé. Par exemple, dans la maison de mon grand-père, il y a eu des éboulis. Son lit est maintenant sous les pierres. Quand le bâtiment se dégrade, on peut perdre en compréhension. Le village martyr est le support de l'émotion à Oradour. »* À travers ce projet de préservation, Agathe Hébras souhaite également adresser un message aux jeunes générations, dont elle fait partie : *« Ça peut leur permettre de se rendre compte que la guerre existe, près de chez nous. On peut rattacher cet événement au monde contemporain et montrer que c'est aussi ce qui se passe, aujourd'hui, en Ukraine. »*

Ce parallèle se retrouve d'ailleurs dans les témoignages des généreux donateurs, que l'on peut retrouver sur le site internet de la Fondation du patrimoine. Certains y racontent une histoire intime avec le village, comme Jacques : *« Parce qu'aujourd'hui je ne serais peut-être pas là pour cette modeste contribution si mon grand-père n'avait pas empêché mon futur père d'aller, ce funeste jour, rejoindre un de ses copains à Oradour-sur-Glane. »* Ou encore Yves, dont la famille a été endeuillée : *« Dès que j'ai su qu'une opération de dons était ouverte pour subvenir aux travaux d'entretien du village martyr d'Oradour-sur-Glane, j'ai voulu y participer, en mémoire de toutes les victimes. Et je me sens d'autant plus impliqué du fait que mon arrière-grand-oncle et sa femme ont été eux aussi victimes de ce massacre. »*

D'innombrables messages qui émeuvent les habitants d'Oradour-sur-Glane. Philippe Lacroix, maire de la commune, a lui aussi eu une pensée émue pour les familles des survivants, les disparus et pour Robert Hébras, avec qui il a œuvré pour diffuser cette mémoire en péril. Difficile d'être élu d'Oradour-sur-Glane sans se sentir investi d'une mission : *« Nous continuons, chacun à notre place, à perpétuer cette mémoire. Notre but c'est de porter le message qui a été porté par Robert Hébras. Lorsque le paysage et les témoins disparaissent, c'est toute la mémoire qui s'efface. »* Difficile pour lui de ne pas faire allusion à l'actualité politique européenne : *« Je suis un Européen convaincu depuis toujours. On signe d'ailleurs un traité d'amitié avec la ville allemande de Hersbruck, en Moyenne-Franconie. S'il n'y avait pas eu l'Europe, on n'aurait jamais pu aboutir à cette journée hommage du 10 juin. »* ■

**Le groupe Dassault est propriétaire du Figaro.*

« Avec la dissolution, Emmanuel Macron cherche moins à répondre à la crise démocratique qu'à l'invisibiliser »

» Lire aussi PAGES 2 À 11

CHRISTOPHE GUILLUY

Pour le géographe*, la percée du Rassemblement national aux élections européennes a été portée par un mouvement existentiel et inarrêtable de contestation de « la France d'en haut ». Dans ce contexte, ajoute-t-il, la dissolution de l'Assemblée nationale s'apparente à une fuite en avant qui pourrait aussi être un pari risqué pour le président.


DESSIN FABIEN CLAIREFOND

PROPOS RECUEILLIS PAR
Alexandre Devecchio

LE FIGARO. – La liste du RN est arrivée très largement en tête des élections européennes conduisant le président de la République à une dissolution surprise. Est-ce la confirmation du diagnostic que vous faites depuis votre premier livre, *Fractures françaises* ?

CHRISTOPHE GUILLUY. – Aujourd'hui, après plusieurs décennies de cristallisation des fractures géographiques, sociales et culturelles, je ne parlerais plus de « fractures » mais d'un véritable schisme, un schisme culturel entre des classes populaires et moyennes et, non pas seulement les « élites » ou le « 1 % », mais avec « le monde d'en haut », celui des catégories intégrées ou supérieures.

Avec cette dissolution – dont le storytelling a été pensé secrètement par une cellule de communicants à l'Élysée –, Emmanuel Macron cherche moins à répondre à ce schisme qu'à l'invisibiliser. À l'inverse du sage chinois, il nous montre le doigt au moment où l'on distingue la lune.

Pourtant, ce schisme culturel est le cœur de la crise démocratique et de représentation que l'on observe en Europe de l'Ouest et aux États-Unis. Il est la cause première, jamais prise en compte, de la perte de vitalité et de sens que l'on observe en Occident. Les fractures françaises ont créé des bulles culturelles et géographiques qui ne parlent plus la même langue. Le problème est que, contrairement à ce que pensent les « *idiots intelligents* » (expression de Nassim Nicholas Taleb) qui nous gouvernent, la majorité ordinaire n'est pas un surnuméraire mais la sève des sociétés.

Ce schisme explique l'incapacité des classes dirigeantes à percevoir l'essentiel : le changement de nature du mouvement qui porte une contestation titanesque et existentielle. Ce mouvement n'est pas guidé par un parti, un syndicat, des intellectuels mais par un profond sentiment de dépossession économique, sociale et culturelle. Ce modèle n'étant viable ni économiquement ni surtout anthropologiquement, il génère cette contestation au long cours.

Dans ce contexte, le résultat du RN n'est qu'un nouveau coup de boutoir, il ne doit rien au « talent » des leaders de ce parti. En France comme en Europe occidentale ou aux États-Unis, les populistes contemporains ne sont pas des démiurges ! Leur stratégie n'est pas de convaincre, encore moins de guider les masses mais au contraire de s'adapter, de se laisser porter par ce mouvement existentiel et inarrêtable. Un mouvement qui peut prendre la forme d'une contestation sociale (« bonnets rouges », « gilets jaunes », paysans) ou politique mais qui n'a jamais cessé de se réactiver, de se réarmer, à l'occasion d'une réforme, d'un référendum ou, aujourd'hui, d'une élection européenne.

Quelles sont les grandes étapes du processus qui a conduit à ce résultat ?

Le diagnostic est posé depuis si longtemps ! Le péché originel est connu, il est celui du choix d'un pays, sans usine, sans ouvrier ni paysan, et qui a tout misé sur une poignée de métropoles tertiarisées pour produire l'essentiel des richesses. En cartographiant, il y a vingt ans, la France périphérique, celle des villes moyennes, des petites villes et des campagnes, mon idée était de révéler le destin de la majorité ordinaire qui vit à l'écart de ces métropoles globalisées. Décennies après décennies, ces catégories qui formaient jadis la classe moyenne intégrée se sont peu à peu fragilisées au rythme de la désindustrialisation de leur territoire.

Mécaniquement, les unes après les autres, elles ont rejoint le grand mouvement de contestation des dépossédés. Les ouvriers d'abord, puis les paysans, enfin les catégories intermédiaires et désormais une partie des fonctionnaires de catégories B et C, aujourd'hui une fraction des retraités et des cadres. Le tableau économique et social est connu. Avec une industrie qui ne représente plus que 10 % du PIB, un endettement de 3 000 milliards, un service de la dette qui dépasse 55 milliards, 5 millions de chômeurs et 9 millions de pauvres, les gens ordinaires ont compris que le modèle est en bout de course. Ils savent aussi que, dans un pays qui ne produit plus, la dernière étape sera l'effondrement de l'État providence et la baisse de leur niveau de vie. Dans un contexte d'intensification des flux migratoires voulue par le grand patronat, cette réalité est le carburant des partis populistes.

Le plafond de verre a-t-il définitivement été brisé ce dimanche ?

Non, tout simplement parce qu'il n'y a pas, il n'y a jamais eu de plafond de verre. Cette expression n'est que de la rhétorique, de la communication, elle vise à réduire le basculement culturel en cours à l'évolution du microcosme politique et à l'arithmétique électorale. C'est pourquoi le pari d'Emmanuel Macron est risqué.

Pour les classes populaires, qui sont portées par un solide diagnostic forgé par une interminable crise sociale et culturelle, cette question du plafond de verre est insignifiante. Quand on travaille, que l'on se bat au quotidien pour préserver son mode de vie, on ne pense pas au plafond de verre mais à sa survie. Les dépossédés portent en eux une puissante contre-culture au modèle dominant ; ils continueront donc à alimenter l'abstention mais aussi les partis identifiés comme les plus éloignés de ce système.

> **« Le résultat du RN n'est qu'un nouveau coup de boutoir, il ne doit rien au "talent" des leaders de ce parti »**

Vous aviez écrit un livre intitulé *Le Crépuscule de la France d'en haut*. L'effondrement du bloc central était-il prévisible ?

Le bloc central, que j'appelle « le monde d'en haut », n'attire plus, surtout, il a perdu toute crédibilité par son incapacité à regarder en face la réalité. L'effondrement du macronisme est en l'illustration.

Repliée dans ses citadelles métropolitaines, la bourgeoisie contemporaine apparaît aujourd'hui telle qu'elle est : désinvolte, égotique, indifférente au bien commun, volontiers nihiliste et adepte du « no limit ». Pour se maintenir au pouvoir, elle a remplacé la morale par la moraline et sature les médias de nouvelles idéologies dont le seul objectif est de justifier son modèle. Wokisme, vivre-ensemblisme, écologisme, antiracisme et féminisme dévoyés (hier, elle aurait instrumentalisé le nationalisme, le patriotisme ou le socialisme), la liste de ces idéologies promues au nom du « bien » (normes qu'elle ne s'applique évidemment jamais) est presque infinie.

Mais, aujourd'hui, l'illusion se dissipe, ce que vous appelez le bloc central est un ventre mou, un no man's land, une bulle culturelle repliée dans des appartements de centre-ville. Son discours qui avait tout envahi, jusqu'à l'air qu'on respirait, ne fonctionne plus, elle ne domine plus que dans les métropoles et dans certains milieux. Dans sa volonté suicidaire de ne pas savoir, sa dernière stratégie a été d'extrême-droitiser les sujets qui préoccupent les Français ; ce faisant, elle a aussi extrême-droitisé la réalité en renforçant son isolement. Structurellement minoritaire, frappé par un vide existentiel, contraint de porter un modèle que rejette la majorité ordinaire, la seule option du bloc central sera demain de se radicaliser.

Le pari du président de la République de dissoudre peut-il fonctionner ? Ou est-ce le début de la radicalisation que vous décrivez ?

Oui, c'est une fuite en avant. Comme avec la dette publique, il pratique un système de cavalerie ; ici, de la « cavalerie électorale ». Il mise ainsi sur un nouvel emprunt électoral à la droite et à la gauche pour camoufler l'insolvabilité de la macronie. Pour réussir cette opération, le président va donc tout miser sur une polarisation extrême du débat. Le programme des législatives est simple. Ce sera la social-démocratie ou le fascisme. Avec une cible essentielle : les retraités. C'est ce socle électoral de la macronie qui s'est fissuré dimanche qui sauvera le président ou donnera la victoire au RN. Mais, dans ce cas, le joueur de l'Élysée aura encore une dernière carte en main, celle des élections présidentielles anticipées.

Comment expliquez-vous le score décevant de Reconquête sur un logiciel proche de celui du Rassemblement national ?

Comme les partis de gauche, Reconquête est très, trop, « politique ». Ses dirigeants s'inscrivent dans le clivage gauche/droite et la conviction, comme au XIXe siècle ou au XXe, qu'il faut guider, éduquer, les masses. Or, au XXIe siècle, à un moment où la majorité ordinaire s'est désidéologisée et ne croit plus au clivage « gauche-droite », ce positionnement est anachronique.

Les classes populaires et moyennes ne croient pas, ne croient plus au « ciel étoilé », aux dogmes des hommes qui cherchent à faire entrer la réalité concrète dans une grille de lecture trop rigide. À ce titre, le positionnement exclusivement culturel/identitaire de ce parti semble nier la complexité d'une réalité qui est aussi sociale, soit l'exact inverse des partis de gauche, eux aussi disqualifiés en milieu populaire.

Vous avez théorisé le concept d'un « soft power des classes populaires » et vous soulignez souvent leur autonomisation notamment par rapport au monde médiatique. Les critiques à l'égard de Jordan Bardella, notamment après son débat avec Gabriel Attal n'ont pas eu de prise…

L'autonomie culturelle des classes populaires et moyennes est la grande affaire de notre temps. Elle est le facteur explicatif des dynamiques politiques contemporaines et de l'incompréhension qu'elles suscitent partout en Occident. L'opinion de la majorité ordinaire n'est plus façonnée ni par les médias ni par la sphère politique.

L'indifférence au débat Bardella-Attal, pourtant survendu par des éditorialistes émoustillés par la jeunesse des puncheurs, illustre le pas de côté des gens ordinaires : ils ne sont ni « paumés », ni « anomiques », mais ailleurs. Leur autonomie s'inscrit dans la vie concrète, dans une dialectique quotidienne, qui leur permet de préserver un capital inaliénable : la décence commune. Cette « morale », cette finesse des mœurs, n'est pas innée mais imposée par des limites matérielles et culturelles. Elle les préserve du « no limit » du monde d'en haut mais aussi de la violence.

Les gens ordinaires, qui pratiquent la décence commune pour se protéger du cynisme et du nihilisme ambiant, me font penser au prince Mychkine qui, dans *L'Idiot*, prêche dans l'indifférence que la « beauté sauvera le monde ». La décence, cette dialectique ordinaire, alimente ainsi une force tranquille qui est sur le point de faire basculer l'ancien monde. Armés de cet antidote, ils sont désormais insensibles au spectacle organisé par les âmes mortes qui nous gouvernent. Orwell-Dostoïevski d'un côté, Bardella-Attal de l'autre, on ne joue décidément pas vraiment dans les mêmes catégories !

Derrière cette victoire, y a-t-il également un phénomène démographique et générationnel ?

Si vous parlez de la dynamique migratoire, c'est évident, elle joue un rôle déterminant puisqu'elle génère mécaniquement une insécurité culturelle qui se propage dans les catégories qui n'ont pas les moyens d'entreprendre des stratégies d'évitement résidentielles et scolaires. Cependant, au rythme de la baisse d'attractivité économique (et demain sociale) des pays occidentaux, il n'est peut-être pas certain que cette dynamique soit durable.

En revanche, je ne crois pas à la question générationnelle, celle-ci est écrasée par la question de l'origine sociale des individus.

> **« Il n'y a jamais eu de plafond de verre. Cette expression n'est que de la rhétorique, de la communication, elle vise à réduire le basculement culturel en cours à l'évolution du microcosme politique et à l'arithmétique électorale »**

Comment analysez-vous le bon score de Raphaël Glucksmann. Est-il l'avenir du bloc central ? Peut-il y avoir un retour du clivage droite-gauche ?

Merci pour ce retour vers le passé ! J'ai déjà dit ce que je pensais du revival du clivage « gauche-droite ». Nous sommes ici face à un classique : le vote identitaire d'une gauche qui ne veut pas mourir et qui choisit le coureur le mieux placé au départ pour porter ses couleurs. Hier, c'était Jean-Luc Mélenchon, aujourd'hui, Glucksmann, demain, peut-être un écologiste ? Mais cela ne changera pas la donne, les classes populaires resteront hermétiques à ce qui est perçu comme un discours parfaitement décalé avec la vie concrète.

Quid des Insoumis ? Leur stratégie fondée sur l'alliance électorale des banlieues et de la jeunesse des centres-villes peut-elle fonctionner ?

Si elle cible la banlieue et plus largement les musulmans, LFI attire surtout des jeunes diplômés, et, comme l'a montré l'historien Georges Bensoussan, un prolétariat intellectuel, médiatique et du monde du spectacle. La majorité de l'électorat musulman, qui fournit les gros bataillons d'abstentionnistes, reste largement indifférente à sa rhétorique. Sa stratégie est une impasse.

Les élections européennes sont des élections spécifiques, à la proportionnelle. Cela préfigure-t-il une victoire du RN aux législatives ?

L'histoire n'est jamais écrite et ce d'autant plus que, malgré le développement de l'IA, les gens ordinaires ont prouvé qu'ils n'étaient ni manipulables ni programmables. La seule certitude que l'on peut avoir aujourd'hui est la réalité des chiffres du 2e tour de la présidentielle de 2022 : avec 42 % des voix et 13 millions d'électeurs, la candidate d'extrême droite avait obtenu, on le sait, un résultat impressionnant. On a peut-être moins insisté sur ces 13 millions de Français qui se sont abstenus et ces 2 millions qui ont préféré le vote blanc. Au total, 28 millions de Français, 58 % du corps électoral, ont donc considéré que l'extrême droite n'était plus un danger. Nous en sommes là. ■

Dernier livre paru : « Les Dépossédés. L'instinct de survie des classes populaires » (Flammarion, 2022).

Atteinte sérieuse à l'image internationale de la France



CHRONIQUE
Renaud Girard

Sans la moindre nécessité constitutionnelle, le président de la République a décidé de convoquer des élections législatives anticipées, un mois avant que Paris n'accueille les Jeux olympiques. Cinq mois après avoir nommé un nouveau premier ministre et seulement deux ans après les dernières élections générales, Emmanuel Macron chamboule derechef le gouvernement du pays.

Les institutions de la Vᵉ République, voulues par le général de Gaulle, avaient rendu à la France une stabilité gouvernementale permettant une gestion des affaires de l'État qui ne soit pas de court terme. Le président s'est-il rendu compte que sa dissolution portait une atteinte sérieuse à l'image internationale de la France ?

D'abord, le chef de l'État s'est contredit lui-même en l'espace de quelques jours seulement. Jusqu'au résultat du scrutin du 9 juin 2024, Emmanuel Macron a toujours dit que ces élections européennes avaient un enjeu strictement européen et non national. Voilà que, tout à coup, elles acquièrent une importance nationale, comme si elles étaient le match revanche des législatives de 2022 et qu'il fallait désormais, à tout prix, au plus vite, organiser la belle. Ce qui fait défaut à Emmanuel Macron n'est pas le courage, c'est la constance. Avoir à sa tête un président sans constance n'est pas bon pour l'image internationale de la France.

La vague du vote des Français pour le Rassemblement national a une origine très claire : ils veulent le retour de l'ordre républicain dans leurs rues, dans leurs écoles, à leurs frontières, dans leurs finances publiques. Ce sont quatre thèmes auxquels Emmanuel Macron n'a pas donné suffisamment d'importance au cours de ses sept premières années de pouvoir. Qu'est ce qui empêchait le président, avec le gouvernement Attal, de s'y consacrer désormais pleinement, au cours des trois années qui lui restent à la tête du pays ?

Rétablir en France le règne de l'ordre et de la loi était-il vraiment une tâche insurmontable pour le jeune président et pour son encore plus jeune premier ministre ? Ne sont-ils pas tous les deux des hommes à la fois intelligents, énergiques et travailleurs ? Étaient-ils à ce point coupés de la population pour ne pas comprendre qu'elle attendait de l'État, en priorité, le retour de la sécurité dans les rues, de l'autorité dans les écoles, du contrôle aux frontières, du bon sens dans la dépense publique ?

Pourtant, les avertissements n'avaient pas manqué. Le dernier en date, et le plus grave, fut les émeutes urbaines du mois de juin 2023. Qu'une cinquantaine de centres-villes aient pu être pillés et incendiés en toute impunité a fait prendre conscience aux Français que quelque chose ne tournait plus rond dans leur beau pays. Comment ! Voici des citoyens qui subissent la pression fiscale la plus élevée du monde et à qui leur État n'est même plus capable d'assurer la sécurité urbaine, alors qu'il détient le monopole de la violence légitime !

Au cours de ses sept ans de pouvoir écoulés, Emmanuel Macron a consenti beaucoup d'efforts pour améliorer l'image internationale de la France. En matière d'investissements internationaux et d'attractivité de la France, il a obtenu des succès non négligeables.

En matière de diplomatie classique, le président français a entrepris un travail de médiation dans de nombreuses crises internationales. Il a essayé de faire la paix entre les Iraniens et les Américains, les Russes et les Ukrainiens, les Israéliens et les Palestiniens, les Azerbaïdjanais et les Arméniens, les Congolais et les Rwandais, les Algériens et les Marocains, les chiites et les sunnites en Irak, les Libyens de Tripolitaine et ceux de Cyrénaïque, les Libanais de toutes les confessions. Aucune de ces médiations n'a marché ; mais Macron n'est pas à l'origine de ces problèmes et il ne les a pas aggravés en tentant de les résoudre. Il a eu raison d'essayer, car, dans les relations internationales, la valeur suprême est la paix et non la conception qu'on se fait, en Occident, de la démocratie ou de la justice. Ce n'est pas lui qui est responsable des chaos actuels en Mésopotamie et au Sahel, provoqués par deux absurdes expéditions néoconservatrices.

En matière européenne, Macron a dessiné un chemin utile dès son discours de la Sorbonne de 2017, qui fut en son temps très apprécié par les jeunes Européens. Il a ensuite détruit son propre magistère, en se permettant de donner des leçons de morale à certains membres de l'Union européenne (Italie, Hongrie, Pologne), qui n'eurent aucun mal à lui répliquer poliment de balayer devant sa porte.

En matière de défense, Emmanuel Macron a raison de proposer une autonomie stratégique européenne. Est-ce de sa faute si nos partenaires en Europe préféreront toujours l'alignement sur Washington à l'écoute du coq gaulois ?

Pourquoi ressent-on alors si vivement, quand on voyage en Europe, en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie, en Amérique latine, une dégringolade de l'image internationale de la France ? Il y a une chose que le général de Gaulle avait très bien comprise, mais qu'Emmanuel Macron n'est jamais parvenu à saisir : quand on est une puissance moyenne comme la France, il ne sert à rien de proposer aux autres nations les meilleures idées du monde si sa propre maison n'est pas en ordre. Le rayonnement se fait toujours par l'exemple.

C'est la raison pour laquelle le président français n'a pas eu de chance avec les grandes commémorations historiques internationales, où sa parole excelle. Le 11 novembre 2018, il avait réuni autour de lui, sur les Champs-Élysées, devant l'Arc de triomphe, les chefs d'État des plus grandes puissances, des États-Unis à la Russie, pour célébrer le centenaire de l'Armistice. Emmanuel Macron apparaissait alors comme l'enfant chéri de la diplomatie mondiale. Mais, trois semaines plus tard, cette image fut gravement ternie, lorsque les téléspectateurs du monde entier revirent l'Arc de triomphe sur leurs écrans : il était en feu, saccagé par les « gilets jaunes ».

Le 6 juin 2024, à la faveur de la commémoration du débarquement allié de 1944, Macron recevait en Normandie les grands leaders occidentaux, pour célébrer devant eux, avec beaucoup d'éloquence, les valeurs de liberté et de démocratie. Mais, trois jours plus tard, un scrutin démocratique – où il avait décidé de s'impliquer alors que rien ne l'y obligeait – ne lui apportait qu'un électeur français sur sept.

Quel gâchis, se dit-on en contemplant ce désastre, les réformes intérieures à l'arrêt et l'image dégradée de la France à l'international ! C'est un gâchis qui ne saurait réjouir aucun patriote sincère, ni aucun véritable amoureux de la France. ■

L'étrange suicide du macronisme



FABIEN CLAIREFOND

ÉDOUARD TÉTREAU

En convoquant de nouvelles élections législatives, le président de la République pourrait acter la mort de son camp politique, analyse l'essayiste*.

Du Débarquement au naufrage. La décision stupéfiante d'Emmanuel Macron de précipiter des élections législatives dans un contexte de crise mondiale, européenne, et française, alors que rien ne l'y obligeait, déconcerte tout le monde, jusqu'à ses plus proches. Sauf lui.

Comprenne qui pourra : les élections n'avaient aucun enjeu national, expliquait-il. Or la France accueille le monde entier dans un mois, avec les Jeux olympiques : une belle occasion de faire briller l'image de la France dans le monde. Depuis des années, les administrations, entreprises, associations concernées, redoublent d'énergie, d'imagination et de courage pour faire aboutir ce projet pharaonique, qui concerne hélas si peu les Français (événement parisien ; tarifs prohibitifs ; billets enfants au prix des adultes, etc.). Le ministre de l'Intérieur veille à tout, pare à tous les dangers. D'une pichenette, Gérald Darmanin est renvoyé en campagne à Tourcoing. Un mois avant les Jeux, le gouvernement français inaugure une nouvelle épreuve : la course du canard sans tête.

Qui peut expliquer une telle prise de risque, pour le pays dans son ensemble ? Les stratèges militaires ? Les analystes politiques ? Ou sommes-nous dans l'irrationnel ?

« Mon centre cède, ma droite recule, situation excellente, j'attaque. » On aimerait croire que le président s'inspire du général Foch décidant la bataille de la Marne en septembre 1914. Mais Foch, lui, avait mérité le respect de ses cadres, de ses hommes, prêts à le suivre partout ; et l'amour de son pays. Et visiblement, son flanc gauche tenait. Emmanuel Macron a dilapidé tout cela. Et le paysage politique français est un champ de ruines : ne subsiste plus que le Rassemblement national.

Les analystes politiques sont tout aussi perplexes : le bénéfice politique de dissoudre dans la foulée des élections est inexistant, le RN bénéficiant de l'effet de souffle de la victoire – qui s'inscrit d'ailleurs dans un mouvement de fond, européen. La seule explication rationnelle plausible ? Le président se croit au-dessus de tous. Il va installer Jordan Bardella à Matignon et, tel Mitterrand face à Chirac en 1986, va faire en sorte que le RN échoue en 2027 comme Chirac en 1988. Regardant de très haut une formation et des élus qu'il méprise, il se croit capable, seul, sans troupes, sans soutien populaire, de les mettre en échec par la force de son génie. Que l'on vient de voir à l'œuvre avec cette campagne portant sur son domaine d'excellence : l'Europe.

> **« Que le RN prenne la majorité dans un mois et gouverne le pays, ou non, le macronisme et ses effets mortifères sur le pays cesseront d'exister au plus tard en 2027 »**

La dernière explication, la plus inquiétante, est celle d'une fuite en avant du pouvoir personnel, qui n'a rien à voir avec la stratégie militaire ou la tactique politique. Or, de l'affaire Benalla en 2018 au triomphe de Bardella en 2024, une dérive du pouvoir semble s'installer. Un pouvoir de plus en plus bavard, et de moins en moins signifiant. Comme si, les choses et le pays lui échappant, il convenait d'accélérer et d'exhiber davantage l'impuissance de l'exécutif. Qui, après les logorrhées présidentielles de ces dernières années, entre oraisons funèbres et péroraisons artificielles, a retenu la moindre idée majeure ? Le moindre cap ? Un pouvoir qui défie Poutine avec les mots, alors qu'en cas de conflit de haute intensité, nous ne pourrions tenir qu'entre 2 et 4 jours avec les munitions dont nous disposons. Il y a un moment, dans la vie d'un homme comme d'une nation, où les mots et les postures ne suffisent plus. Où il ne suffit plus de jouer et de mettre en abyme, mais bien d'agir en vérité. Et de protéger et reconstruire un pays et un peuple bien plus grands que soi.

La bonne nouvelle des élections européennes ? Les formations traditionnelles, à gauche et à droite, bougent encore, malgré sept ans de malheur et de macronisme visant à les faire disparaître. Que le RN prenne la majorité dans un mois et gouverne le pays, ou non, le macronisme et ses effets mortifères sur le pays cesseront d'exister au plus tard en 2027. La reconstruction d'une offre politique solide, répondant aux attentes et aux blessures des Français, commence maintenant. Sans Emmanuel Macron. ■

** Dernier ouvrage paru : « Les États généraux en 2022 » (Éditions de L'Observatoire, 2020).*

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président
Charles Edelstenne
Directeur général, directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie), Laurence de Charette (pôle audiovisuel), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, F), Philippe Gélie (International), Anne Huet-Wuillème (Édition, Photo, Révision, DA), Jacques-Olivier Martin (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Télévision), Yves Thréard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué du pôle news
Bertrand Gié
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
ARPP autorité de régulation professionnelle de la publicité
Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy 93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7 h à 18h ; sam. de 8 h à 13 h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11 .
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 415 €. Week-end Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.
LE TRI + FACILE
Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. **Taux de fibres recyclées :** 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen sous le numéro FI/011/001. **Eutrophisation :** Ptot 0.002 kg/tonne de papier.

Ce journal se compose de : Édition nationale 1er cahier 20 pages **Cahier 2 Économie** 8 pages **Cahier 3 Le Figaro et vous** 8 pages

LE FIGARO économie



BOURSE
LA DISSOLUTION FAIT BONDIR LES TAUX D'EMPRUNT DE LA FRANCE ET CHUTER LES MARCHÉS PAGE 23

DÉSINFORMATION
COMMENT LA RUSSIE TENTE DE DÉSTABILISER LES JO DE PARIS 2024 PAGE 28





HALFPOINT - STOCK.ADOBE.COM ; FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO ; KOVOP - STOCK.ADOBE.COM ; H. DE CASTELBAJAC/AFCB

Nouvelle alerte sur les retraites

Un an après la réforme, le système est de nouveau déficitaire cette année et le restera jusqu'en 2070, selon le Conseil d'orientation des retraites. PAGE 22

Agromousquetaires se recentre sur les produits traditionnels

Évolutions en vue chez Agromousquetaires, la filière agro-industrielle du groupement de distribution Les Mousquetaires/Intermarché. Le troisième distributeur alimentaire français envisage de céder deux de ses 56 sites de productions : l'un situé à Laillé, en Ille-et-Vilaine, est spécialisé dans les plats cuisinés et l'autre basé à Clohars-Carnoët, dans le Finistère, produit du surimi. *« Ces deux usines-là sont en réflexion de cession, avec à chaque fois la vérification que le repreneur créera de l'emploi »*, a déclaré Thierry Cotillard, le président d'Intermarché. L'enseigne n'y voit pas là une restructuration mais davantage un recentrage de ses activités produits traditionnels ainsi que sur le végétal. Le président a d'ailleurs affirmé que ce pôle Agromousquetaires allait investir *« au moins 500 millions d'euros »* dans ses usines sur cinq ans, en vue de porter le chiffre d'affaires à 6 milliards d'euros contre 4,7 milliards l'an dernier, selon l'AFP.
En début d'année, Agromousquetaires a déjà cédé l'usine des Délices de Saint-Léonard spécialisée dans les pizzas et les sandwichs. En 2022, il s'était séparé du producteur d'huile Dumortier ainsi que de Keranna qui produit des plats transformés surgelés.
Quant à la filière pêche qui est en difficulté, le groupement est *« prêt à assumer des pertes »*, a indiqué Thierry Cotillard. Et de préciser qu'une *« rationalisation des équipes de vente et une externalisation des bases logistiques »* sont examinées.

(AVEC AFP)

> FOCUS

ATOS : LAYANI EN PASSE DE PRENDRE LE CONTRÔLE

Le feuilleton pour le sauvetage d'Atos touche à sa fin. Après plusieurs semaines de négociations, le conseil d'administration du groupe informatique se réunissait ce lundi à 21 heures pour enfin choisir entre les deux projets de restructuration financière. Selon nos informations, il devait choisir celui porté par David Layani, le patron de OnePoint, en consortium avec Walter Butler et le groupe Econocom. Et donc retoquer, sauf énorme surprise, l'offre du milliardaire tchèque Daniel Kretinsky.
Dans la dernière ligne droite, aucune des deux offres n'a réussi à emporter la majorité des deux tiers des créanciers. Ayant envisagé cette éventualité, la conciliatrice Hélène Bourbouloux a demandé aux porteurs de dette, la semaine dernière, s'ils seraient capables de voter au tribunal de commerce pour le plan de reprise d'un candidat qu'ils ne soutenaient pas initialement. Plus d'un tiers des créanciers auraient indiqué qu'ils mettraient leur veto à l'offre de Daniel Kretinsky, alors que celle de David Layani ne rencontre pas de risque d'affronter une minorité de blocage. Le milliardaire tchèque demandait un effort plus important aux créanciers, avec l'effacement de 3,6 milliards de dette, contre 2,8 milliards pour son adversaire.
À 45 ans, le premier actionnaire d'Atos devrait donc bientôt récupérer 20 % du capital de l'entreprise. Atos devrait officialiser l'annonce mardi matin avant l'ouverture des marchés. Le groupe compte signer avec toutes les parties un accord de lock-up mi-juillet et mettre en œuvre sa restructuration d'ici à la fin de l'été.

LUCAS MEDIAVILLA ET IVAN LETESSIER

le **PLUS** *du* FIGARO **ÉCO**

GAZ
Les raisons de l'augmentation de la facture de 11,7 % PAGE 25

L'HISTOIRE

Les producteurs de caisses de vin en bois s'unissent face au carton

En Gironde, après avoir emballé les vins, la caisse en bois devient une boîte à trésor, un siège ou encore une table de jardin... Mais, depuis deux ans, malgré son charme, les ventes de la filière sont en baisse (-20 % selon l'AFCB). Excédés de s'entendre dire que *« le carton ou le plastique sont plus écolos que le bois parce qu'ils sont recyclables »*, neuf producteurs, essentiellement girondins, qui représentent 90 % de la production française, ont créé l'association Alliance France Caisse Bois (AFCB). Ensemble, ils espèrent *« remettre la caisse en bois, ses forces et ses qualités au centre des débats ». « Aujourd'hui, on est attaqués par les communications RSE* (responsabilité sociétale des entreprises, NDLR) *alors que l'on travaille une matière noble, sans traitement chimique et sans eau, qui représente un choix écologique et durable »*, argumente Thibault Chaperon, vice-président de l'AFCB. Faites de pins venus des Landes ou des forêts de la Galice (Espagne), les caisses ne participent pas à la déforestation, selon l'association, car les arbres sont replantés après coupe. *« La caisse en bois est plus résistante face à la chaleur, l'humidité et les chocs. Elle protège et elle conserve donc mieux le vin »*, ajoute Camille Lebrun, présidente de l'AFCB. Et représente 50 à 70 centimes sur le prix d'une bouteille.
Pour le vice-président de l'AFCB, également directeur général du groupe Caisserie bordelaise, choisir la caisse en bois, c'est aussi défendre un artisanat traditionnel français et la culture du vin. La caisse en bois est *« un écrin propulseur de ventes, comme un papier cadeau soigné »*, abonde-t-il. ■



MARIE-HÉLÈNE HÉROUART

Le système de retraite retombe déjà dans le rouge, une nouvelle réforme est inéluctable

Marie-Cécile Renault

Un an après la réforme, les comptes sont de nouveau déficitaires cette année et le resteront jusqu'en 2070, selon le Conseil d'orientation des retraites. Le RN comme LFI veulent annuler l'âge de départ à 64 ans adopté en 2023.

La dissolution de l'Assemblée annoncée dimanche soir par Emmanuel Macron risque bien de faire ressurgir dans le débat le sujet toujours sensible des retraites. Si elle soutenait encore la retraite à 60 ans en 2017, Marine Le Pen a atténué son programme en 2022 pour envisager un âge minimum de départ variant entre 60 et 62 ans selon l'âge d'entrée dans la vie active. Une mesure qui demeurerait cependant très coûteuse. De son côté, LFI veut purement et simplement restaurer le droit à la retraite à 60 ans à taux plein pour tous après 40 annuités de cotisation. Des mesures qui se heurtent de plein fouet à la réalité des comptes.

En effet, malgré la réforme d'Emmanuel Macron, le déficit des retraites va continuer à se creuser. Après avoir enregistré des excédents de 2021 à 2023, le système de retraite va replonger dans le rouge dès 2024 avec un « trou » de 5,8 milliards d'euros. C'est ce qu'affirme le Conseil d'orientation des retraites (COR), dans son rapport annuel qui a été envoyé ce lundi aux partenaires sociaux, et doit être officiellement présenté jeudi. La dégradation s'explique, selon le COR, par la revalorisation des pensions, notamment celle des retraites complémentaires Agirc-Arrco intervenue le 1er novembre 2023 (+4,9 %), et celle des régimes de base décidée par le gouvernement le 1er janvier 2024 (+5,3 %).

Et le futur reste sombre : le déficit va continuer à se creuser *« pour atteindre 0,4 % du PIB en 2030 et 0,8 % en 2070 »*, indique le rapport. Car même si les dépenses de retraites – 380 milliards d'euros l'an dernier – vont reculer en poids relatif (de 13,4 % du PIB en 2023 à 13,2 % en 2070), les ressources vont diminuer plus encore (13,6 % du PIB en 2023 à 12,4 % en 2070). Ce scénario est pire que celui annoncé par le COR l'an dernier : le déficit se creuse de 0,2 point supplémentaire en 2030. Cet écart s'explique notamment par *« les prévisions macroéconomiques moins bonnes que prévu (– 0,6 point en 2024 et – 0,3 point en 2025) »*, indique le Conseil d'orientation suite aux modifications intervenues dans le programme de stabilité 2024 (les prévisions de finances publiques envoyées à la Commission européenne).

Ce tableau assombri n'est pas étranger, non plus, à l'arrivée d'un nouveau président à la tête du COR, bien décidé à dire la vérité sur la réalité des comptes. L'organisme, rattaché à Matignon, est désormais présidé par l'économiste Gilbert Cette, qui a remplacé Pierre-Louis Bras, haut fonctionnaire marqué à gauche. Vivement critiqué pour avoir, en pleine réforme des retraites, relativisé l'ampleur des déficits, il a été démis de ses fonctions en novembre dernier. Réputé proche d'Emmanuel Macron, même s'il clame haut et fort son indépendance, son successeur Gilbert Cette a déjà commencé l'opération transparence. Quitte à froisser les membres du COR, aréopage d'experts, parlementaires, syndicalistes et représentants du patronat, plus habitué à rechercher le consensus qu'à se confronter à la réalité.



En France, la pension moyenne s'élève à 1420 euros net mensuels, d'après les chiffres de la Drees.

PROSTOCKSTUDIO - STOCK ADOBE ; ARNO LAM

Au lieu de quatre scénarios économiques – qui avaient tendance en rendre illisible la réalité de la situation – le COR, met désormais en avant un seul scénario central, basé sur un taux de chômage de 5 % et une croissance de la productivité plus pragmatique, alors qu'elle ne cesse de ralentir. S'il n'a, face à l'opposition rencontrée, pas retenu un taux de croissance de la productivité de 0,7 %, au moins l'a-t-il fait redescendre à 1 % cette fois-ci. Il ne devrait avoir gain de cause sur ce point que l'an prochain. Mais, au moins, le scénario irréaliste d'une croissance de la productivité de 1,6 % par an est abandonné. Et un nouveau scénario d'évolution de la productivité plus pessimiste, à seulement 0,4 %, est ajouté. Autant d'éléments qui peuvent paraître techniques mais jouent fortement sur des projections à 50 ans et dégradent la situation. Les autres paramètres (fécondité, espérance de vie, immigration) restent inchangés par rapport à l'an dernier.

Au-delà des éléments conjoncturels de court terme, et du changement de méthodologie, comment expliquer que la trajectoire ne s'améliore pas à long terme malgré la réforme des retraites d'Emmanuel Macron ? *« Avec ce projet, l'équilibre du système de retraite sera atteint en 2030 »*, promettait pourtant Élisabeth Borne en janvier 2023, clamant que les économies brutes générées par le report de l'âge de départ s'élèveraient à 10,3 milliards en 2027 et 17,7 milliards en 2030. Il faut dire que, confronté à 13 journées de mobilisation de l'intersyndicale, puis des débats houleux au Parlement où il ne disposait pas de majorité, le président de la République a dû concéder au fil des semaines des contreparties sociales.



Selon Gilbert Cette, le président du COR, les comptes se dégradent dès 2024 notamment *« sous l'effet des revalorisations des pensions, en novembre et janvier ».*

À force de concessions, la réforme est devenue très redistributive. Deux mesures particulièrement coûteuses sont venues annihiler les efforts d'économies liés au report de l'âge. D'une part, la revalorisation des petites pensions à 85 % du smic. D'autre part, l'extension des départs anticipés pour carrière longue, désormais possible pour tous ceux ayant commencé à travailler avant 21 ans. Pourtant, bien avant la réforme, la Cour des comptes avait alerté sur ce dispositif à la fois injuste et coûteux. Or, au lieu de limiter et recentrer ce dispositif, la réforme des retraites l'a pérennisé et élargi. Si cette dégradation des comptes rend inéluctable une nouvelle réforme des retraites, il est peu probable qu'elle intervienne avant la fin du quinquennat. *« C'est un sujet de campagne présidentielle »*, estime une source ministérielle. Le maelström suscité par la dissolution peut pourtant pousser les uns et les autres à se positionner plus vite que prévu.

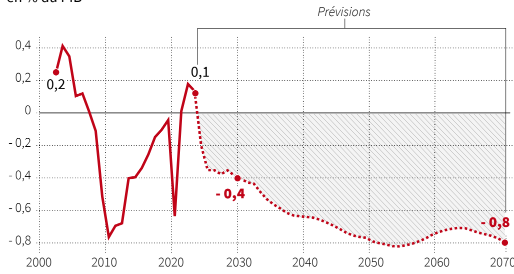
La dégradation des comptesse traduira-t-elle par une sous-indexation des retraites l'an prochain ? Cela reviendrait à geler les pensions, ou du moins à ne pas les revaloriser autant que l'inflation. La COR ne fait pas de préconisation. C'est un choix politique qui ne dépend pas de sa responsabilité, limitée à dresser l'état des lieux. Mais, après la dégradation de la France par S&P, alors que le gouvernement Attal cherchait 20 milliards d'économies pour 2025, l'exécutif était tenté de pousser cette piste de la désindexation lors des débats budgétaires de l'automne. Une piste qui se heurte à l'opposition des députés LR : ces derniers en ont fait une ligne rouge et menaçaient déjà de déclencher une motion de censure si elle était franchie. Le sujet qui peut peser lourd dans les éventuelles tractations en cas de coalition aux législatives.

Les retraités ont, de tout temps, fait l'objet d'attention particulière. En France, la pension moyenne s'élève à 1420 euros net mensuels, selon les chiffres de la Drees. Alors que le niveau de vie des retraités est actuellement *« globalement équivalent »* à celui de l'ensemble de la population, il va décrocher car la pension moyenne augmentera moins (+27 %) que le revenu moyen d'activité (+52 %). De fait, *« la pension relative des retraités passerait de 51,4 % en 2021 à 42 % en 2070 »*, rapportée au revenu d'activité moyen, observe le COR.

Une autre piste avancée régulièrement par Gilbert Cette – à titre personnel et non en tant que président du COR – consisterait à supprimer l'abattement de 10 % pour frais professionnels dont bénéficient les retraités dans leur déclaration d'impôts. Selon l'économiste, la mesure aurait l'avantage d'être *« redistributive »*, c'est-à-dire de ne pas pénaliser les retraités modestes puisque 55 % des foyers fiscaux ne paient pas l'impôt sur le revenu. Une mesure à même de rapporter, selon lui, 4 milliards d'euros. Autant de sujets qui devaient alimenter les débats budgétaires de l'automne, mais se retrouvent suspendus face au saut dans l'inconnu de la dissolution. ■

Le déficit des retraites va se creuser

Solde du système de retraite observé et projeté dans le scénario de référence, en % du PIB



Scénario de référence : hypothèses démographiques centrales de l'Insee (poursuite des gains d'espérance de vie, fécondité de 1,8 enfant par femme et solde migratoire net de 70 000 personnes par an), croissance annuelle de la productivité horaire du travail de 1,0 % (à partir de 2040) et taux de chômage de 5,0 % (à partir de 2030).

Sources : Rapport du COR - juin 2024

Le « déficit caché » du régime des fonctionnaires fait toujours polémique

Alors que le déficit des retraites devrait se creuser dès 2024 à 5,8 milliards (0,2 % du PIB), puis continuer à se dégrader pour atteindre 0,4 % du PIB en 2030 et 0,8 % en 2070, selon le dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR), la situation serait en réalité encore pire qu'affiché. C'est la thèse défendue depuis plusieurs années par Jean-Pascal Beaufret, inspecteur général des finances, ancien directeur des impôts pour qui l'État cache la gravité de la situation.

Jouant les lanceurs d'alerte, l'ancien haut fonctionnaire s'interrogeait dès mai 2022 sur la présentation *« factice »* des comptes du COR, qui occulte le poids des retraites des fonctionnaires, soit un déficit caché de 30 milliards d'euros dans les comptes de l'État. En effet, par convention, l'État verse chaque année des subventions d'équilibre pour mettre à zéro les compteurs. En 2020, il a ainsi versé 12 milliards d'euros pour couvrir les déficits des 13 régimes spéciaux et agricoles. En outre, pour financer la retraite de ses fonctionnaires l'État employeur supporte *« un taux de cotisation moyen de 98 %, exorbitant par rapport au droit commun »*, affirme Jean-Pascal Beaufret – un niveau bien supérieur au taux de cotisation de 28 % des salariés. Résultat, un employé de l'État coûte en moyenne 70 000 euros par an tout compris, alors qu'un salarié privé revient en moyenne à 48 000 euros à son employeur.

Différences de situation financière entre les régimes

Une critique relayée par François Bayrou, haut-commissaire au Plan, dans une note publiée fin 2022. Les cotisations *« sont bien loin de financer la totalité du montant des pensions versées »*, soulignait le patron du MoDem, insistant sur le fait que l'État et les collectivités publiques *« contribuent substantiellement à l'équilibre des régimes de retraite de la fonction publique d'État, des régimes spéciaux, des régimes agricoles, de la fonction publique territoriale et hospitalière »*.

L'Institut économique Molinari a, quant à lui, calculé le montant des déficits de retraite ignoré par l'institution depuis son premier rapport en 2002. La facture, sur plus de vingt ans donc, approche les 900 milliards d'euros. *« Si l'État avait provisionné les retraites de ses fonctionnaires, nous n'aurions pas des finances publiques déstructurées comme aujourd'hui. Il est important de comprendre que la moitié du déficit public vient des retraites »*, martèle Nicolas Marques, directeur de l'Institut.

Ces critiques n'ont toutefois pas convaincu au sein du COR, certains reprochant à Jean-Pascal Beaufret d'être *« complotiste »* et *« obsessionnel »* dans sa démarche. *« Il n'y a pas de "vraies" ressources du système de retraite, il n'y a que des conventions »*, indique le rapport. L'institution reconnaît que le taux de cotisations très élevé qui permet d'équilibrer le régime des fonctionnaires de l'État n'est pas lié à *« une générosité plus élevée dans le public que dans le privé »*. Et de citer, à l'appui, une étude de la Drees montrant que les fonctionnaires seraient gagnants avec les règles du privé : hors catégories actives, ils auraient des retraites en moyenne 1,5 % plus élevées.

En outre, pour le COR, ce taux appliqué aux fonctionnaires de l'État est la contrepartie à une maîtrise stricte des embauches et des coûts salariaux. *Ce qui est parfois présenté comme une indigence résulte en fait d'une gestion très exigeante de la masse salariale publique*, justifie le rapport. Enfin, dernier argument, cela ne change rien *sur le solde global des finances publiques »*, conclut le COR.

Le rapport souligne cependant les différences de situation financière entre les régimes. Le régime de base des salariés du privé et le fonds de solidarité vieillesse (FSV) sont en déficit, en prenant en compte leurs transferts financiers pour venir en aide à d'autres régimes (par exemple celui des agriculteurs). Les régimes de la fonction publique et les régimes spéciaux, seraient eux aussi dans le rouge, en raison notamment du creusement du déficit de la caisse des agents territoriaux et hospitaliers. En revanche, la caisse de retraite complémentaire des salariés du privé Agirc-Arrco, gérée par les syndicats et le patronat, serait excédentaire jusqu'en 2070. Et elle dispose d'importantes réserves, soit 79,5 milliards d'euros fin 2023. D'où la tentation récurrente de l'État de s'emparer du magot de l'Agirc-Arrco. Un feuilleton à rebondissements qui n'est pas près d'être terminé. ■ M.-C. R.

La dissolution ébranle la Bourse de Paris et le marché de la dette

Danièle Guinot et **Anne de Guigné**

Pas de panique, mais les taux d'emprunt de la France ont bondi tandis que les valeurs bancaires du CAC 40 ont dévissé.

Après la décision de Standard & Poor's de dégrader la note souveraine française le 31 mai, le rendement de l'obligation à dix ans hexagonale n'avait pas bougé d'un iota. Étonnamment, dans un marché très volatil, l'obligation s'était même appréciée dans la foulée. Ce lundi, en revanche, le taux auquel la France emprunte sur les marchés a bondi à l'ouverture, en réaction à l'annonce la veille au soir de la dissolution de l'Assemblée nationale. Le taux des obligations du Trésor a grimpé de 3,09 % à 3,22 %. Un plus haut depuis novembre 2023. Plus impressionnant, l'écart de taux avec l'Allemagne, le fameux « spread », qui donne une idée de la confiance des investisseurs, s'est nettement creusé passant de 47 à 55 points de base. Le marché actions, à Paris, n'a pas non plus été épargné.

« La réaction des marchés est plutôt modérée. Il n'y a pas de panique », relativise toutefois Christopher Dembik, conseiller senior investissement chez Pictet Asset Management. Les investisseurs internationaux, premiers détenteurs de la dette française, ne paniquent pas mais expriment leur inquiétude devant la perspective d'instabilité politique du pays. Rien n'assure en effet qu'à l'issue des législatives, l'Assemblée dégage une majorité plus évidente qu'aujourd'hui. Et l'éventualité d'un gouvernement RN reste un sujet de forte anxiété pour les milieux financiers.

Les grands axes du programme du parti présidé par Jordan Bardella pour l'élection présidentielle de 2022 restent valides : exonération de l'impôt sur le revenu pour les moins de 30 ans, retour d'un impôt sur la fortune, retraite à 60 ans avec 40 annuités réservées aux Français entrés dans la vie active avant l'âge de 20 ans, lancement d'un grand emprunt national... Des mesures qui coûteraient aux finances publiques plus de 100 milliards d'euros selon le chiffrage de 2022 de l'institut Montaigne. Le parti pourrait par exemple revenir sur la réforme des retraites passée au forceps par Emmanuel Macron. Il ne reprendrait pas non plus à son compte la réforme de l'assurance-chômage dont le décret doit être publié le 1er juillet, et qui devait générer jusqu'à 4 milliards d'euros d'économies.

Le gouvernement de Gabriel Attal s'était par ailleurs engagé sur d'importantes économies pour le budget 2025, jusqu'à 20 milliards d'euros qui devaient ramener le déficit public de 5,1 % en 2024 à 4,1 % l'année suivante. Il n'aura pas eu le temps de dévoiler ses pistes de réforme. Que fera la prochaine majorité ? Sauf victoire nette d'une coalition centriste, difficile de croire à l'hypothèse d'une sérieuse reprise en main des comptes dans de telles circonstances... Pendant la campagne de 2017, quand les sondages ont, durant une semaine, validé l'hypothèse d'un second tour entre Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, la dette française s'était déjà renchérie sur les marchés. À l'époque certes Marine Le Pen défendait une sortie de l'euro... Sujet aujourd'hui abandonné.

> **« C'est vraiment atypique, on n'avait pas vu un mouvement sur le CAC 40 d'ordre politique depuis longtemps »**
>
> **Alexandre Baradez**
> Responsable de l'analyse marchés chez IG France

Alors que l'agence France Trésor, en charge de lever la dette souveraine sur les marchés, doit émettre le montant record de 285 milliards d'euros, ces tensions ne simplifient pas la mission de Bercy. Si la pression à la hausse sur rendement des obligations souveraines se maintient, cela jouera sur la charge des intérêts de la dette, déjà attendue à plus de 70 milliards d'euros, soit le premier poste du budget de l'État, en 2027.

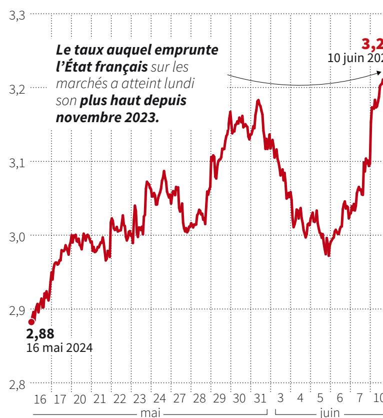
À la Bourse de Paris, le marché actions a également réagi de façon marquée à l'annonce surprise de la dissolution. *« Les investisseurs ne partagent pas l'appétit pour le risque d'Emmanuel Macron »*, résume Stefan Koopman, stratégiste senior chez Rabobank. L'indice CAC 40 a passé la journée dans le rouge, avant de redresser un peu la tête en fin de séance pour terminer en baisse de 1,35 %. Un recul bien plus fort que sur les autres grandes places du Vieux Continent, dont Francfort (-0,37 %) et Milan (-0,34 %). *« C'est vraiment atypique, on n'avait pas vu un mouvement sur le CAC 40 d'ordre politique depuis longtemps*, commente Alexandre Baradez, responsable de l'analyse marchés chez IG France. Généralement, les marchés européens sont de fait peu sensibles à l'actualité politique de chaque pays. *« Mais dans cette phase de stress politique, les investisseurs, notamment étrangers peuvent choisir de réduire un peu leur exposition à l'indice français en attendant d'y voir plus clair »*, ajoute Alexandre Baradez.

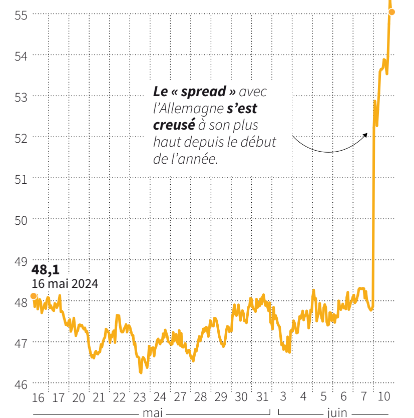
Dans ce contexte de grande nervosité, les valeurs financières ont de loin été les plus attaquées par les investisseurs. En tête Société générale, dont le cours a dévissé de 7,46 %, suivie par BNP Paribas (-4,76 %), Crédit agricole (-3,59 %) et Axa (-2,56 %). *« C'est une réaction classique lorsque le risque lié aux obligations souveraines se renforce et leurs taux augmentent*, explique Théophile Legrand, analyste chez Natixis. *Les banques et les compagnies d'assurance détiennent beaucoup de dette française et elles sont donc perçues comme un peu plus vulnérables. »* Les banques font aussi les frais de la période de grand flou économique qui vient de s'ouvrir. *« Les marchés craignent un ralentissement de la conjoncture qui pourrait avoir des répercussions sur les clients, particuliers et entreprises, des banques »*, avance Alexandre Baradez. Les valeurs liées aux services aux collectivités (Vinci, Engie, Veolia...) ont aussi particulièrement souffert lundi. Quant au gestionnaire des aéroports parisiens ADP, détenu à plus de 50 % par l'État français, il a perdu 4,07 %. *« Ces entreprises sont notamment pénalisées par la hausse des taux d'intérêt, car elles fonctionnent avec beaucoup de dette »*, souligne François Rimeu, stratégiste senior au Crédit mutuel AM.

La situation politique française a aussi pesé sur l'euro. La monnaie unique européenne s'est légèrement affaissée lundi cédant 0,46 % face au dollar (1,0752 dollar pour un euro). *« L'euro a été créé comme un produit du processus d'unification européenne et si une minorité croissante d'Européens est sceptique quant à cette unification, celle-ci apparaît progressivement plus fragile »*, commente Ulrich Leuchtmann, analyste chez Commerzbank.

Les turbulences ne sont sans doute pas terminées sur les marchés. *« Ils vont rester nerveux pendant toute la campagne des législatives jusqu'au 7 juillet »*, prévoit François Rimeu. ■

Le marché de la dette a fortement réagi à l'annonce de la dissolution

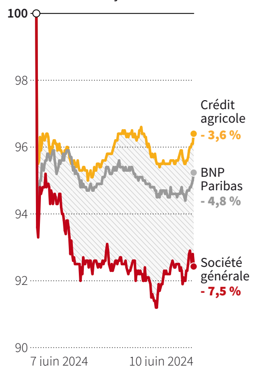




Source : Bloomberg

Les valeurs bancaires sous tension

Évolution des cours de Bourse en base 100 au 7 juin 2024



Source : Bloomberg

Le graphite, ce minerai si sensible qui attise la guerre économique sino-américaine

Armelle Bohineust

Washington instaure des droits de douane et vise à être plus autonome sur ce matériau clé des batteries, dont Pékin détient le quasi-monopole.


XIE JIANFEI/XINHUA VIA AFP

La Chine devrait rester le principal acteur sur le marché du graphite pour les vingt ans à venir ***(ici, dans une usine du nord de la Chine).***

La guerre entre les États-Unis et la Chine pour la surpuissance commerciale et technologique se joue à chaque instant, sur tous les terrains et en particulier celui des technologies vertes. Le graphite en est l'un des derniers exemples. Le gouvernement américain, qui veut accélérer la construction d'une chaîne d'approvisionnement locale en graphite, tente de forcer la main de ses industriels en imposant, dès ce mois de juin, des droits de douane de 25 % sur les importations de graphite chinois. Et il menace d'interdire ces importations dans quelques années. De son côté, Pékin avait attaqué en décembre, en imposant des restrictions sur les exportations de graphite destiné aux batteries, considéré comme « *hautement sensible* ».

Le graphite, une forme de carbone connue pour son utilisation dans les crayons mais qui se prête aussi à de nombreux usages, des matériaux de construction aux conducteurs électriques, est devenu un composant clé des batteries de véhicules électriques. Mais les industriels occidentaux ont négligé depuis des années son exploitation, trop heureux de s'en procurer facilement en Chine. Résultat, presque tout le traitement du graphite naturel et la quasi-totalité de la production de graphite synthétique destiné aux anodes des batteries, un secteur qui en devient le principal consommateur, sont aujourd'hui réalisés en Chine.

Les États-Unis voudraient rendre leurs industriels plus autonomes en ce qui concerne ce matériau. Mais avec un quasi-monopole de la Chine, la tâche s'avère complexe. « *Le graphite est devenu le talon d'Achille de Washington dans sa confrontation commerciale avec Pékin* », résume dans le *Financial Times* Georgi Georgiev, analyste des matières premières chez le spécialiste des métaux Fastmarkets.

> **« Le graphite est devenu le talon d'Achille de Washington dans sa confrontation commerciale avec Pékin »**
>
> **Georgi Georgiev**
> Analyste matières premières chez Fastmarkets

Les anodes représentent un coût faible dans la fabrication des batteries. Ce qui fait que les entreprises cherchant à construire une chaîne d'approvisionnement en batteries conforme à l'IRA, la loi américaine qui accorde un crédit d'impôt aux véhicules électriques contenant des composants d'origine locale, se sont plutôt concentrées sur l'achat des minéraux de plus grande valeur. C'est le cas du lithium, du nickel et du cobalt utilisés dans les cathodes des batteries.

Le graphite naturel est plutôt abondant sur la planète. La Chine en produit 82 %, le Mozambique 2 % et Madagascar 3 %. Le Brésil détiendrait, avec 74 millions de tonnes, des réserves presque aussi abondantes que la Chine (78 millions) et le Canada, en neuvième position, en recense 5,7 millions. Quant au graphite de meilleure qualité, qui doit être utilisé pour les batteries, la Chine en fournit près de 95 %, le Japon 3 % et les États-Unis 1 %.

La dépendance des Occidentaux à l'égard de la Chine est appelée à évoluer. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le graphite naturel extrait devrait atteindre 2,7 millions de tonnes en 2030 dont 70 % seulement en Chine, en raison de la montée en puissance des projets d'extraction à Madagascar et au Mozambique.

Mais, pour les besoins à long terme, il sera nécessaire d'augmenter les volumes de production, en particulier du synthétique. Selon le cabinet d'études Mordor Intelligence, le marché de ce secteur devrait croître de plus de 40 % au cours des cinq prochaines années pour atteindre 4,2 milliards de dollars en 2028.

Or c'est encore la Chine qui détient déjà la grande majorité des capacités de production de graphite synthétique et qui annonce le plus de nouveaux programmes dans ce domaine. Des entreprises chinoises comme BTR et Shanshan continuent de se développer « *de manière disproportionnée* » par rapport au reste du monde, constate un observateur. Pékin peut toujours restreindre les exportations de graphite ou d'anodes en représailles aux mesures américaines ou, à l'inverse, augmenter l'offre pour faire baisser davantage les prix, menaçant ainsi la viabilité des projets non chinois.

> **95 %**
> **Part de la Chine dans la production mondiale de graphite de qualité utilisable pour les batteries**

Sans compter que les investissements pour le graphite non chinois sont onéreux : la construction de nouvelles installations de production de graphite synthétique, même avec des incitations fédérales, nécessite un investissement colossal. Ces dépenses s'imposent, alors que le contexte est plus difficile pour les constructeurs de véhicules électriques américains, qui subissent des pertes, et que les fabricants de batteries se préoccupent plutôt de réduire leurs capacités. « *La création d'une chaîne d'approvisionnement en anodes non chinoise et conforme à la loi IRA finira par se faire, mais lentement et à un coût énorme* », résument plusieurs observateurs. Et la Chine devrait rester le principal acteur de ce marché au cours des vingt prochaines années. ■

Trans Mountain, le pipeline canadien de la démesure

Ludovic Hirtzmann Montréal

Après douze ans de travaux et des coûts pharaoniques, l'oléoduc controversé qui dessert le Pacifique entre en service.

« *Agrandissement de l'oléoduc Trans Mountain : un pas en avant, mais à quel prix ?* », titrait récemment le quotidien torontois *The Globe and Mail*. À la fin mai, le tanker Dubaï Angel a jeté l'ancre dans le port de Vancouver pour réceptionner 550 000 barils de pétrole, le premier chargement de brut issu de la version élargie du pipeline Trans Mountain (TMC). Celui-ci est désormais capable de transporter 890 000 barils de pétrole par jour, contre 300 000 barils jusqu'alors pour ce pipeline datant de 1953. Selon la direction de TMC, 34 supertankers pourront recevoir chaque mois le brut des sables bitumineux qui circulera dans un méga-tuyau de 1150 kilomètres reliant un immense terminal de dépôt pétrolier en Alberta aux ports de l'océan Pacifique. Si l'enjeu initial était de diversifier les débouchés vers l'Asie, les États-Unis restent de loin le premier client du pétrole canadien (93 % des exportations en février).

« *Pour l'Alberta, c'est un moment décisif. Nous sommes contents que le plus gros oléoduc du Canada puisse acheminer le pétrole d'Edmonton dans les eaux de la Colombie-Britannique* », a déclaré la première ministre de l'Alberta, Danielle Smith. L'augmentation de la capacité de Trans Mountain ne s'est toutefois pas effectuée sans heurts. Tout a commencé en 2012, lorsque la société Kinder Morgan a proposé d'agrandir Trans Mountain, dont la capacité initiale ne cadrait plus avec l'explosion de la production du pétrole albertain.

Les premières estimations faisaient état d'un coût de construction de 5 milliards de dollars. Les dépenses ont explosé durant ces douze années du chantier. La facture, encore temporaire, serait de 34 milliards de dollars en 2024. « *Parmi les facteurs, il faut mentionner l'inflation mondiale et les défis auxquels font face les chaînes d'approvisionnement mondiales, ainsi que les inondations sans précédent survenues en Colombie-Britannique* », s'est justifié TMC. Kinder Morgan a aussi dû très vite faire face aux oppositions des écologistes et des Amérindiens, inquiets de l'impact environnemental sur leurs terres et des risques de fuites de pétrole. Au point que l'entreprise a décidé, en 2018, de jeter l'éponge.



Cadeau à l'industrie pétrolière

Le gouvernement canadien a racheté TMC cette année-là pour 4,5 milliards de dollars, trouvé des accords avec les opposants et poursuivi le chantier. L'entrée en service de TMC s'est faite discrètement, sans célébration officielle du gouvernement fédéral, tant le projet a suscité la critique pendant une décennie. « *Je ne veux pas entacher la journée avec une discussion sur les difficultés pour construire des projets parce qu'aujourd'hui est un grand jour pour le Canada. Mais, douze ans, c'était bien trop long pour construire un projet d'une telle importance nationale* », a déclaré à *Radio-Canada* le PDG de l'entreprise pétrolière Cenovus, Jon McKenzie.

La construction du pipeline a généré d'importantes retombées économiques pour les communautés de l'Alberta et de la Colombie-Britannique qu'il traversait, ainsi que 36 900 emplois, mais tout cela s'est fait avec de l'argent public au point de constituer un fardeau pour le contribuable. Les retombées futures sont, elles, plus incertaines. Lorsque le gouvernement a racheté le pipeline au secteur privé en 2018, Ottawa savait que l'oléoduc ne serait pas rentable. Une analyse gouvernementale, la dernière sur le sujet, l'a confirmé en 2022. « *La direction parlementaire du budget (DPB) estime que la décision prise par le gouvernement en 2018 d'acquérir, d'agrandir, d'exploiter puis de céder les actifs du réseau de pipelines Trans Mountain engendrera une perte nette pour le gouvernement fédéral* », a écrit le directeur de la DPB, Yves Giroux, en 2022, alors que les dépassements de coûts étaient bien inférieurs à ce qu'ils sont aujourd'hui.

Le gouvernement Trudeau a annoncé qu'il n'avait pas l'intention d'en conserver la propriété. Tous les experts estiment que la revente de TMC se fera à perte, sans qu'on sache à quel niveau. Dix compagnies pétrolières ont bien signé des accords de partenariat de quinze à vingt ans avec TMC pour garantir le transport de 80 % de la capacité du pétrole du pipeline, mais elles contestent en justice le montant des redevances qu'elles doivent verser à Ottawa pour l'utiliser.

L'oléoduc de la démesure est surtout un cadeau pour l'industrie pétrolière de l'Alberta. Selon la banque Toronto Dominion, le Canada devrait augmenter sa production de pétrole de 400 000 à 500 000 barils par jour en 2024, essentiellement grâce à TMC, ce qui n'est pas sans provoquer d'inquiétude sur les risques de marée noire, car les eaux de Colombie-Britannique recevront 400 supertankers supplémentaires chaque année. Avec la mise en service de TMC, le gouvernement libéral assume aussi sa position de superpuissance pétrolière et de quatrième producteur mondial et encourage toujours largement les projets d'énergies fossiles.

Selon « Banking on Climate Chaos », rapport réalisé par huit ONG, dont Reclaim Finance, publié mi-mai, les grandes banques canadiennes ont financé pour 142 milliards de dollars de projets d'industries fossiles en 2023, soit près de 15 % de ce que les banques mondiales ont consacré à ce type de chantiers. Au-delà des déclarations gouvernementales sur le climat rarement suivies d'effets, le *Journal de Montréal* a révélé plus crûment la réalité canadienne. Entre janvier 2022 et septembre 2023, les conseillers de Justin Trudeau ont rencontré 260 lobbyistes des industries fossiles, contre 120 des ONG environnementales. ■

Pourquoi le prix du gaz grimpera de près de 12 % en juillet

Julien Da Sois

Le tarif repère dont dépendent de nombreux ménages sera relevé le mois prochain.



BILLIONPHOTOS/STOCK ADOBE

La plus grande part de la hausse vient de la décision de l'autorité, prise en février, de revaloriser le tarif d'acheminement du gaz, qui compte pour environ un quart du montant de la facture d'un consommateur particulier.

C'est une mauvaise nouvelle pour le porte-monnaie des ménages abonnés au gaz : le prix de cette énergie va bondir de 11,7 % au 1er juillet prochain, par rapport au mois de juin, a précisé la Commission de régulation de l'énergie (CRE) ce lundi, qui avait annoncé la survenue d'une augmentation dès février dernier. Il s'agit en fait du prix repère de vente du gaz naturel, qui a succédé au TRV (tarif réglementé de vente, disparu en juillet 2023). Publié chaque mois pour aider à comparer les offres, ce prix repère appliqué seulement aux particuliers *« est publié uniquement à titre indicatif et n'est pas une offre de fourniture en soi »*, précise donc la CRE.

Il n'empêche, la hausse de ce tarif devrait affecter des millions de ménages abonnés au gaz, car *« une part importante des ménages disposent d'un contrat assis sur ce prix repère »*, souligne Julien Teddé, directeur général du courtier en énergie Opéra Énergie. Le niveau moyen de ce prix référence se situera à 129,20 euros TTC du mégawattheure (MWh) en juillet, contre 115,70 euros du MWh en juin.

Comme l'explique la CRE, la plus grande part de cette hausse (55 % précisément) vient de la décision de l'autorité, prise en février, de revaloriser pour quatre ans le tarif d'acheminement du gaz vers les maisons et les entreprises (+ 27,5 %). Soit la sorte de péage que facture le gestionnaire du réseau GRDF aux fournisseurs. Et qui compte pour environ un quart du montant de la facture d'un consommateur particulier. *« Cette hausse s'explique en partie par un rattrapage, lié au plafonnement de l'évolution du tarif des réseaux qui, du fait des différentes crises ces dernières années (Covid, énergétique), n'a pas permis au gestionnaire de recouvrir toutes ses charges d'exploitation »*, explique Boris Solier, enseignant chercheur en économie de l'énergie à l'université de Montpellier.

Il y a aussi un effet lié à la baisse de la consommation de gaz, qui a chuté de 20 % en l'espace de deux ans. *« L'entretien du réseau est un coût fixe, sauf qu'il est réparti sur de moins en moins de MWh, ce qui fait que ceux qui sont encore au gaz paient plus cher »*, développe Julien Teddé. La CRE projette des prévisions de consommation pour les années à venir particulièrement *« pessimistes »*, ajoute le dirigeant d'Opéra Énergie. Le régulateur de l'énergie met enfin en avant les dépenses supplémentaires qu'il va falloir financer sur le réseau, pour l'adapter à la montée en puissance du biogaz.

En parallèle de la revalorisation du tarif des réseaux de distribution, les ménages subissent également le petit rebond des prix du gaz naturel sur les marchés de gros depuis le début de l'année. Une hausse qui compte pour 37 % de l'évolution du prix repère. Julien Teddé y voit l'effet de *« la hausse de la demande asiatique de gaz naturel liquéfié (GNL) qui, par construction, est un gaz qui se vend au pays prêt à payer le plus cher »*. Les incertitudes géopolitiques, notamment liées à la guerre en Ukraine ou entre Israël et le Hamas, peuvent également jouer. Ces prix de gros restent toutefois sans commune mesure avec ceux en vigueur pendant la crise énergétique, où ils avaient atteint plus de 300 euros le MWh. Ils sont aujourd'hui revenus en dessous des 35 euros le MWh, mais demeurent au-dessus de leur niveau d'avant-crise.

« Cette hausse s'explique en partie par un rattrapage lié au plafonnement de l'évolution du tarif des réseaux du fait des différentes crises ces dernières années »

Boris Solier
Enseignant-chercheur en économie de l'énergie à l'université de Montpellier

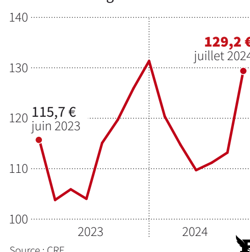
Toutefois, et la CRE insiste là-dessus, cette hausse du prix repère de vente du gaz aux particuliers vient après des mois de baisses successives. Ainsi, s'il est en augmentation de 11,7 % sur un mois, il reste inférieur de 3,5 % à son tarif de janvier dernier, précise l'autorité. La facture annuelle TTC d'un client résidentiel en offre indexée sur ce prix repère s'établirait donc à 1184 euros en juillet, contre 1227 euros en janvier.

Tous les ménages chauffés au gaz ne subiront pas une hausse de 11,7 %. *« Cette hausse estimée par la CRE concerne uniquement les ménages qui ont un contrat au prix repère »*, souligne Boris Solier. Ceux qui ont un contrat à prix fixe subiront également une hausse, mais *« elle dépendra des caractéristiques de son contrat »*, explique l'économiste de l'énergie.

« Si vous êtes titulaire d'un contrat à prix fixe, cela dépend des cas : certains contrats à prix fixe sont intégralement fixes, d'autres (la majorité d'entre eux) prévoient que le prix de la molécule gaz est fixe mais répercutent une fois par an l'évolution des tarifs d'infrastructures et de transport/distribution (acheminement) », complète le Médiateur national de l'énergie sur son site. En résumé, pour les foyers au gaz, c'est peut-être le bon moment pour se pencher sur son contrat. ■

Le prix du gaz en hausse

Évolution du prix repère de vente du gaz naturel (PRVG), en euros du mégawattheure



Jean-Yves Guérin

Cette entreprise familiale centenaire est prête à accueillir un partenaire à son tour de table pour accélérer son repositionnement récent.



« Nous cherchons un partenaire minoritaire, pas quelqu'un qui pourrait nous racheter », explique Édouard Louis-Dreyfus *(ici, en 2021)*, président de Louis-Dreyfus armateurs, FRANCK DUBRAY / PHOTOPQR/OUEST FRANCE/MAXPPP

Révolution en vue pour Louis-Dreyfus Armateurs

Edouard Louis-Dreyfus, président de Louis Dreyfus Armateurs, en a fait l'annonce à son personnel lundi : ce groupe qui exploite aujourd'hui 19 navires spécialisés dans des domaines de niche envisage sérieusement d'ouvrir son capital à un partenaire industriel ou financier. Une révolution pour cette grosse PME de plus de 400 millions d'euros de chiffre d'affaires, profitable, et qui est possédée à 100 % par Édouard Louis-Dreyfus, son père et ses deux sœurs.

« Nous cherchons un partenaire minoritaire, pas quelqu'un qui pourrait nous racheter », souligne le patron de ce groupe dont les bateaux sous pavillon français emploient des marins français. Sans donner plus de précisions. Une seule certitude, affirmée très clairement par le patron : *« Nous ne ferons pas d'introduction en Bourse car nous sommes un groupe familial avec tous les avantages qui en découlent, dont un processus de décision hyper-rapide. Or si nous étions en Bourse, j'ai l'impression que cela ralentirait tout »*, insiste Edouard Louis-Dreyfus qui met d'ailleurs quelques conditions à l'entrée dans le groupe d'un investisseur : *« Nous cherchons des gens qui partagent notre philosophie : sous sommes stables, nous avons une proximité avec notre personnel. D'ailleurs, si nous ne trouvons pas un partenaire qui nous convienne, nous renoncerons à cette ouverture de capital. »*

Le groupe se donne jusqu'à début 2025 pour prendre cette décision, faire l'opération à ses conditions ou y renoncer s'il ne dénichait pas le partenaire idoine. Il n'empêche, même si les contours de cette opération restent encore flous, c'est un grand changement. D'abord parce que le nom de Louis-Dreyfus est mythique. En 1851, un certain Léopold Louis-Dreyfus a créé une entreprise orientée d'abord sur le négoce des matières premières agricoles (blé, grain, coton). Dès le début du XXe siècle, il s'est internationalisé et s'est implanté dans de nombreux pays (États-Unis, Australie, Brésil…). En 1903, il crée aussi une compagnie maritime pour faciliter le transport de ces matières premières. Et, aujourd'hui, c'est la cinquième génération de Dreyfus qui est aux commandes de l'entreprise.

Mais après plus d'un siècle où les générations de descendants de Léopold Dreyfus se sont succédé à la tête du groupe en le développant, un tournant a été pris 2007. L'entreprise s'est scindée en deux. Robert-Louis Dreyfus a repris la branche la plus importante, le négoce de matières premières agricoles. Cette activité porte toujours le nom de Louis-Dreyfus et fait partie des leaders mondiaux, avec en 2022 un profit net de 1 milliard de dollars pour un chiffre d'affaires de 60 milliards de dollars. C'est la partie la plus connue de l'empire ; d'autant plus que la vie de Robert-Louis Dreyfus est un roman. Ce fils d'une grande famille a raté deux fois le bac. Mais paradoxalement, c'est un esprit brillant qui gagne des centaines de milliers d'euros au poker, adore l'opéra et le football. Et, grâce à des amis qui lui ont donné le tuyau, il sait qu'on peut candidater à Harvard sans le bac. Il réussit l'examen d'entrée en décrivant son passage dans un kibboutz en guise de projet personnel et obtient son MBA.

Des activités à forte valeur ajoutée

Et cet iconoclaste devint vite un surdoué des affaires en dehors de l'orbite du groupe familial. Le géant des données médicales IMS, l'agence de pub anglaise Saatchi & Saatchi, Adidas. Il reprend des entreprises en décapilotage qu'il redresse avec succès. Grâce à la fortune qu'il amasse, il prend la tête de la branche négoce de matières premières agricoles et réussit à devenir actionnaire majoritaire du groupe familial en rachetant leurs parts à beaucoup de ses cousins pour 1,5 milliard d'euros. Ce talent polymorphe est aussi connu pour sa passion du football qui l'a amené à racheter l'OM en 1996. Mais cet entrepreneur est rattrapé par une leucémie et décède à 63 ans.

Son cousin Philippe Dreyfus est peut-être moins flamboyant mais pas moins avisé. C'est lui qui décide avec ses enfants de racheter en 2007 la partie transport maritime du groupe qu'il renomme Louis Dreyfus Armateurs. En 2015, son fils Édouard prend sa succession à la tête de cette société qu'il a beaucoup transformée depuis. *« À la fin du Covid où nous avions beaucoup souffert car nous étions sur un marché de commodités - le transport de minerais comme de la bauxite -, j'ai vendu nos treize derniers vraquiers. En ce domaine, les Chinois font la différence grâce à leurs coûts imbattables »*, raconte-t-il. Une transaction estimée à plus de 300 millions d'euros. Avec cet argent, la société se développe sur trois segments : la pose de câbles sous-marins, le transport vers des champs d'éoliennes offshore qui peuvent être à 150 km des côtes et le transport maritime de parties d'avions pour Airbus qu'il opérera bientôt avec des navires propulsés en partie par une voile géante.

Toutes ces activités sont à forte valeur ajoutée et le groupe peut enfin faire valoir la compétence des marins français que n'ont pas les Chinois. Ce repositionnement express est la raison qui l'incite à préparer cette ouverture du capital de Dreyfus Armateurs. *« Cela nous permettrait de nous déployer encore plus vite sur ces marchés en fort développement »*, résume Édouard Louis-Dreyfus. Pour cela sans forcément le clamer sur tous les toits, cet acteur centenaire du transport maritime français aimerait lever plus de 100 millions d'euros. ■

Casino : le plan social se prépare dans la douleur

Manon Malhère

L'assemblée générale du groupe se tient ce mardi, alors qu'entre 1293 et 3267 suppressions d'emplois sont prévues.

C'est dans un contexte social sensible que doit se dérouler, ce mardi matin, la première assemblée générale du groupe Casino depuis la prise de contrôle, fin mars, par le consortium mené par Daniel Kretinsky. La nouvelle direction doit être confirmée, et le directeur général, Philippe Palazzi, devrait rappeler les grandes orientations destinées à relancer un groupe à l'asphyxie. Mais le plan stratégique ne sera détaillé qu'à l'automne. Tout juste installée, la nouvelle direction doit d'abord régler le volet social. Elle a engagé, en mai, les négociations avec les syndicats sur un plan de sauvegarde pour l'emploi (PSE) d'envergure qui prévoit la suppression nette de 1293 à 3267 emplois et dont le coût total est estimé en *« centaines de millions d'euros »*, selon la direction. Les discussions doivent être bouclées début septembre.

Considéré comme l'un des plans sociaux les plus importants de ces dernières années, ce PSE est suivi de près par le gouvernement. Les échanges sur le dossier seraient d'ailleurs fréquents entre l'exécutif et Philippe Palazzi, mais aussi Daniel Kretinsly. Et, aujourd'hui, l'affaire est d'autant plus délicate que s'ouvre une période de forte incertitude politique avec l'annonce de dissolution de l'Assemblée nationale.

En place depuis mars dernier, la nouvelle direction ne cesse de le répéter : ce plan social est crucial pour redresser un groupe qui s'est retrouvé en grandes difficultés financières ces dernières années. Son périmètre a déjà fondu, avec la vente ces derniers mois de quelque 300 super et hypermarchés Casino à Auchan, Intermarché et Carrefour. Le distributeur stéphanois, désormais recentré sur les seules enseignes de proximité (Monoprix, Franprix, Casino, Vival, Spar), ne compte plus que 28 000 salariés - sans inclure les suppressions de postes prévues dans le plan social - contre 50 000 en 2022.

Conscient de la sensibilité de ce dossier social dès qu'il a été choisi par Daniel Kretinsky, à l'été dernier, Philippe Palazzi a, les premiers mois, multiplié les déplacements au siège à Saint-Étienne pour tenter de rassurer des salariés. Mais les relations semblent plus difficiles aujourd'hui. *« En juillet dernier, Philippe Palazzi était très cordial. Lorsqu'il a pris ses fonctions, fin mars, on l'a vu le lendemain et c'est tout. Depuis, c'est silence radio*, s'agace aujourd'hui un représentant syndical. *On ne sent pas de volonté de négocier. Je pense qu'on se dirige vers une décision unilatérale. » « La négociation a dû mal à décoller. Nous n'avons pas d'engagement de leur côté »*, renchérit Didier Marion, du syndicat CFE-CGC du groupe, qui veut des garanties sociales.

> **« En juillet dernier, Philippe Palazzi était très cordial. Lorsqu'il a pris ses fonctions fin mars, on l'a vu le lendemain et c'est tout. Depuis, c'est silence radio. On ne sent pas de volonté de négocier. Je pense qu'on se dirige vers une décision unilatérale »**
>
> **Un représentant syndical**

Pour éviter l'embrasement, Daniel Kretinsky avait assuré, dès l'été 2023, qu'il maintiendrait le siège social à Saint-Étienne. Un symbole social et politique fort qui nécessite toutefois une importante réorganisation en interne. L'objectif est de supprimer 1293 postes au niveau des sièges. Le plan prévoit ainsi de conserver autour de 1010 emplois sur les 1054 à Saint-Étienne et de supprimer des postes dans les autres directions, notamment à Clichy (Monoprix) et Vitry (Casino et Franprix) en Île-de-France. La direction veut mutualiser les fonctions de paie ou encore celles de comptabilité des différentes enseignes, qui seront regroupées à Saint-Étienne. Une opération de rationalisation qui implique *« un gros plan d'accompagnement et de formation des équipes »*, car les systèmes informatiques diffèrent d'une enseigne à l'autre, précise le groupe.

Les discussions achoppent notamment sur les indemnités de départ supra-légales qui seraient de trois mois pour les salariés ayant 20 ans d'ancienneté et qui sont jugées insuffisantes par les syndicats. Ces derniers regrettent que le plan comporte surtout des licenciements et peu de départs volontaires. *« Des plans de départs volontaires sont prévus, mais ils sont ciblés. Ces plans visent les fonctions qui sont touchées par les suppressions »*, rétorque la direction.

Ce plan social ne se cantonne pas aux seuls sièges. Le nombre final de suppressions d'emplois dépendra aussi du sort des 25 supermarchés et hypermarchés ainsi que de 4 entrepôts, qui n'ont pas signé avec un repreneur à date. Si tous fermaient, 3267 emplois seraient supprimés. *« Pour certains magasins, nous avons des repreneurs »*, assure un membre de la direction. Mais d'autres devront tirer le rideau.

En outre, les syndicats s'inquiètent de l'avenir des 37 supermarchés Casino franchisés que la direction accompagne pour *« les aider dans cette période transitoire à basculer sous une nouvelle enseigne »*. Quant aux 16 magasins en location-gérance, *« nous facilitons la reprise de l'activité commerciale par les gérants, sous format franchise »*, précise le groupe.

Sensible, ce plan social ne suffira pas à lui seul pour redresser le distributeur stéphanois. *« On n'y voit pas clair du tout. On a du mal à être rassurés sur la pérennité du groupe »*, s'inquiète Didier Marion. La direction, qui présentera son plan de relance économique à l'automne, a bien conscience que le plus ardu reste à venir. Ella a annoncé vouloir investir 1,2 milliard d'euros sur quatre ans pour moderniser les magasins. Mais, dans ce secteur de la distribution où la concurrence fait rage, certains acteurs se montrent déjà sceptiques quant à une véritable relance du groupe. ■

Aux États-Unis, les régulateurs à l'offensive contre les géants de l'IA

Keren Lentschner

Le département de la Justice et le gendarme de la concurrence se coordonnent pour éviter les erreurs passées avec les Gafam.

La pression monte sur Nvidia, Microsoft et OpenAI qui sont dans le collimateur des régulateurs américains. En cause, les pratiques de ces géants de la tech accusés de position dominante dans le secteur en plein essor de l'intelligence artificielle. Phénomène quasi inédit, le département américain de la Justice et le gendarme de la concurrence, la FTC (Federal Trade Commission), se sont entendus pour les faire plier, selon la presse américaine. Un accord, scellé la semaine dernière, doit être finalisé dans les tout prochains jours. Au premier, reviendra la tâche d'enquêter sur le fabricant de composants électroniques Nvidia, devenu la semaine dernière la deuxième capitalisation boursière mondiale (derrière Microsoft) avec 3 000 milliards de dollars. Au second, celle d'enquêter sur Microsoft et OpenAI, la maison mère de ChatGPT, liés par un partenariat à 13 milliards de dollars.

La FTC n'a pas tardé à dégainer. Elle a ouvert une enquête sur Microsoft. Dans le viseur, l'accord à 650 millions de dollars conclu en mars dernier avec la start-up Inflection AI. Il était censé permettre au géant de Redmond d'utiliser les modèles de la jeune pousse basée à San Francisco sur son service cloud Azure et d'accélérer le lancement de son assistant virtuel Copilot. Mais il a aussi entraîné le départ de nombreux salariés chez Microsoft dont le fondateur d'Inflection AI, Mustafa Suleyman.

OpenAI dans le collimateur

La FTC accuse Microsoft d'avoir voulu échapper à un contrôle de l'antitrust en nouant un accord de licence plutôt qu'en procédant à une acquisition. Or, s'agissant d'une opération de plus de 119 millions de dollars, la procédure requiert, en effet, le feu vert du département de la Justice ou de la FTC qui peuvent décider d'autoriser ou de bloquer un tel deal. Microsoft et Inflection AI devront fournir à la FTC des documents allant jusqu'à deux ans d'antériorité pour prouver leur bonne foi. S'il était reconnu coupable, Microsoft pourrait être contraint de payer une lourde amende, voire de suspendre l'opération.

La firme de Redmond fait déjà l'objet d'une autre enquête de la FTC. Fin janvier dernier, sa présidente, Lina Khan, nommée en 2021 par Joe Biden, avait annoncé l'ouverture d'une étude approfondie sur les relations entre les géants de l'IA (Amazon, Google et Microsoft) et les start-up OpenAI et Anthropic. *« Il n'y a pas d'exemption pour l'IA des lois en vigueur, et nous examinons de près la façon dont les entreprises peuvent utiliser leur pouvoir pour contrecarrer la concurrence ou tromper le public »*, avait-elle prévenu à l'époque. Dans le collimateur, Microsoft qui a investi plus de 13 milliards de dollars dans OpenAI mais aussi Google et Amazon qui ont respectivement injecté 2 milliards et 4 milliards dans Anthropic. Soit au total, plus de 19 milliards de dollars d'investissements réalisés par les trois principaux fournisseurs de cloud dans ces start-up de l'IA. En juillet dernier, OpenAI faisait également l'objet d'une enquête de la FTC sur son utilisation des données de ses utilisateurs.

Levée de boucliers contre les Big Tech

Depuis le début de la présidence de Joe Biden, le ton a changé à l'égard des Big Tech. Fini l'état de grâce dont ils jouissaient lorsque Obama était à la Maison-Blanche, loués pour leur capacité d'innovation et le nombre d'emplois créés. On assiste depuis 2020 à une levée de boucliers contre les Gafam aussi bien des régulateurs, du Congrès que des États. Lors de sa première campagne électorale, le candidat Biden s'était lui-même prononcé en faveur du démantèlement de ces géants. Les parlementaires des deux camps prônent une surveillance accrue du secteur, invoquant les risques qu'ils font peser sur la confidentialité des données, la concurrence autant que sur la désinformation. Les alliances bipartisanes se sont ainsi multipliées sur des sujets comme la protection des mineurs. Les conditions d'acquisitions des Big Tech se sont durcies.

Avec la percée de l'intelligence artificielle, la méfiance n'a fait que se renforcer. En 2019, le département américain de la Justice et la FTC avaient déjà « pactisé » une première fois et lancé une enquête contre Google, Apple, Amazon et Meta. Depuis, chacun d'entre eux a été poursuivi par le gouvernement pour avoir enfreint les règles de l'antitrust. La surveillance s'est encore intensifiée avec la montée en puissance de l'IA générative et le succès de ChatGPT auprès du grand public. Les États-Unis restent néanmoins à la traîne face à l'Europe qui a joué les pionnières en votant la loi européenne sur l'intelligence artificielle (AI Act). ■



***« Il n'y a pas d'exemption pour l'IA des lois en vigueur »*, a prévenu Lina Khan, présidente de la Federal Trade Commission (FTC), l'autorité de la concurrence américaine *(ici, fin 2022)*.** GRAEME SLOAN/SIPA USA VIA REUTERS

La petite voiture électrique Microlino ne fait pas recette

Valérie Collet

Faute de ventes suffisantes, la famille suisse Ouboter, unique actionnaire, cherche un investisseur.

Sur la ligne de production de l'usine de Moncalieri, une dizaine de Microlino bleues sont alignées dans un bâtiment fraîchement rénové. C'est ici, près de Turin, que ces petites voitures électriques, jumelles des Isetta des années 1950, sont fabriquées de manière quasiment artisanale. Ici pas de robot pour installer le bloc-moteur électrique, les batteries, les parois en aluminium et la fameuse porte avant en guise de capot qui lui donne sa forme arrondie si particulière. Les ouvriers qui s'affairent sur ces petits bonbons automobiles de couleurs joyeuses sont peu nombreux dans les différents bâtiments du site de Cecomp, l'entreprise italienne d'ingénierie spécialisée dans la production de prototypes pour les marques premium ou de petites séries. Les ex-Bluecars du groupe Bolloré, ces voitures électriques qui ont circulé à Paris en autopartage sous la marque Autolib, y étaient fabriquées. Il y a deux ans, Microlino a pris le relais. Actuellement, 70 personnes travaillent dans l'usine. À pleine capacité, ce pourrait être 150 personnes. Mais fabriquer en Italie a un coût. Il y a quelques jours le quotidien italien *Il Corriere della Sera* a pointé du doigt la stratégie de Stellantis, qui produit au Maroc la Topolino, la version Fiat de l'Ami de Citroën, et en Pologne, la Milano - rebaptisée Junior - d'Alfa Romeo. Il a salué celle de Microlino, qui revendique la qualité du « made in Italy ».

La piste d'une production de kits d'assemblage

Mais les ventes de la petite auto, bridée à 90 km/h et interdite sur les voies rapides, ne sont pas au beau fixe. L'année dernière, Microlino n'a totalisé que 1 000 ventes en Europe, dont la moitié en Suisse, le pays de la famille Ouboter, seule actionnaire de Micro Mobility Systems. De quoi l'inquiéter. *« Pour survivre, il faudrait que nous en vendions 10 000 par an*, reconnaît Wim Ouboter, le fondateur de la société, rejoint depuis par ses deux fils Merlin et Oliver. *Pour atteindre le* break-even (seuil de rentabilité, NDLR), *il faudrait 30 000 ventes annuelles, et 100 000 pour connaître le succès »*, ajoute le Suisse germanophone. La petite auto légère, rechargeable en quatre heures sur une prise ordinaire, est parfaite pour les trajets en ville avec une autonomie de 230 kilomètres. Son prix en revanche est aussi élevé que celui des « vraies » voitures électriques qui arrivent sur le marché, comme l'ë-C3 de Citroën, produite en Slovaquie : la version de la Microlino avec permis coûte 19 990 euros (199 euros par mois en LOA). C'est 17 990 euros (179 euros par mois) pour sa version sans permis - bridée à 45 km/h et avec une autonomie de 177 kilomètres -, dont les premières livraisons sont prévues à la fin du mois.

Wim Ouboter espérait sans doute que la petite automobile légère et zéro émission avec sa « bella figura » italienne remporterait le même succès que la Micro, la trottinette de nouvelle génération lancée en 1997 qui a fait sa fortune. Elle s'est vendue à 90 millions d'exemplaires sur tous les continents. Désormais, 80 000 unités sortent chaque jour de l'usine de Taïwan. Les bénéfices des trottinettes ont ainsi permis de financer les Microlino. *« Cela fait sept ans que nous n'avons pas touché de dividendes »*, s'exclame Wim Ouboter. Tous les espoirs étaient permis. Lors du Salon de Genève de 2018, la version moderne et électrique de l'Isetta avait totalisé 500 réservations en 24 heures. Un démarrage en trombe retombé comme un soufflé. Sans subvention à l'achat, sans une évolution de la réglementation, elle ne parvient pas à convaincre les clients.

Aujourd'hui, la famille Ouboter cherche un plan B pour éviter l'hémorragie de cash. *« Nous cherchons un investisseur*, confie Wim Ouboter. *Nous avons entamé des discussions avec un constructeur automobile qui pourraient aboutir en août. Il n'est pas chinois »*, précise le PDG de Micro Mobility Systems. La piste d'une production de kits d'assemblage (CKD) réalisés sous licence en Inde est étudiée, ce qui abaisserait le coût de fabrication de 40 %. Autre option imaginée par les fondateurs de Microlino, un nouveau modèle de véhicule électrique classique, avec des portes latérales, qui pourrait être produit en masse dans un pays hors d'Europe et à un coût plus abordable. *« Le choix de la porte avant de la Microlino alourdit son coût de manière importante*, reconnaît le fondateur. *Mais nous ne pouvons pas continuer à perdre autant d'argent. »* ■

LA SÉANCE DU LUNDI 10 JUIN

LE CAC

	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12
ACCOR	38,83	-0,33	38,83	38,07	0,363	+12,23
AIR LIQUIDE	168,12	-1,26	171	165,8	0,21	-4,54
AIRBUS	149,46	-0,36	149,46	146,6	0,139	+6,93
ARCELORMITTAL SA	23,29	-0,47	23,45	23,02	0,263	-9,29
AXA	32,33	-2,56	32,71	32,04	0,328	+9,63
BNP PARIBAS ACT.A	63,21	-4,76	63,68	60,5	0,654	+0,99
BOUYGUES	33,38	-3,64	34,2	33,01	0,391	-2,17
CAPGEMINI	193,05	-1,13	194	190,15	0,19	+2,28
CARREFOUR	14,59	-1,82	14,74	14,525	0,266	-11,92
CREDIT AGRICOLE	14,115	-3,59	14,16	13,905	0,347	+9,83
DANONE	59,34	-1,13	59,78	59	0,181	+1,12
DASSAULT SYSTEMES	36,77	-1	36,96	36,4	0,081	-16,88
EDENRED	43,4	-3,98	44,8	42,92	0,497	-19,84
ENGIE	14,52	-3,2	14,62	14,275	0,544	-8,78
ESSILORLUXOTTICA	207,8	-0,48	207,8	205,3	0,092	+14,43
EUROFINS SCIENT.	54,12	-1,46	54,9	53,58	0,194	-8,24
HERMES INTL	2139	-2,82	2168	2107	0,096	+11,48
KERING	327,95	-0,05	327,95	320,15	0,173	-17,81
L'OREAL	452,55	-0,61	456,5	447,5	0,052	+0,42
LEGRAND	97,76	-0,75	97,76	96,38	0,176	+3,89

	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12
LVMH	746,3	-2,12	753,1	738,1	0,07	+1,73
MICHELIN	38,06	+1,12	38,06	37,29	0,206	+17,25
ORANGE	9,938	-1,21	10,055	9,904	0,44	-3,55
PERNOD RICARD	135,25	-1,6	136,6	134,4	0,191	-15,34
PUBLICIS GROUPE SA	102,65	-0,68	102,65	101,05	0,132	+22,2
RENAULT	51,64	+0,82	51,64	49,7	0,454	+39,93
SAFRAN	208,3	-0,14	208,3	204,5	0,165	+30,63
SAINT GOBAIN	77,12	-0,59	77,12	74,62	0,334	+15,69
SANOFI	90,27	-0,94	90,27	89,13	0,126	+0,57
SCHNEIDER ELECTRIC	228,05	+0,53	228,05	222,75	0,132	+25,45
SOCIETE GENERALE	24,08	-7,46	24,82	23,71	1,897	+0,23
STELLANTIS NV	20,265	+0,37	20,265	19,708	0,075	-4,16
STMICROELECTRONICS	41,24	-0,4	41,26	40,39	0,171	-8,85
TELEPERFORMANCE	102,55	-1,96	103,15	101,2	0,3	-22,34
THALES	169,6	-1,88	171,6	166,4	0,112	+26,61
TOTALENERGIES	65,21	+0,42	65,21	63,88	0,155	+5,86
UNIBAIL-RODAMCO-WE	78,52	-1,08	78,96	77,52	0,354	+17,33
VEOLIA ENVIRON.	30,4	-1,75	30,6	29,8	0,468	+6,44
VINCI	104,8	-5,37	106,95	102,9	0,448	-7,83
VIVENDI SE	9,836	-0,99	9,836	9,702	0,194	+1,65

LES DEVISES

	MONNAIE	1 EURO=	
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6304	AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,4801	CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8457	GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	8,4043	HKD
JAPON	YEN	168,74	JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9637	CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,0756	USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,361	TND
MAROC	DIHRAM	11,103	MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	34,8697	TRY
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	51,2936	EGP
CHINE	YUAN	7,7957	CNY
INDE	ROUPIE	89,8004	INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	144,4	DZD

L'OR

	VEILLE	31/12
Lingot 1KG	69 028,2€	+14,82 %
Lingot 100g	6 914,82€	+14,8 %
Lingot 50g	3 463,91€	+14,77 %
Lingot ONCE (31,10g)	2 158,12€	+14,74 %
Lingot 10g	700,48€	+14,58 %
Lingot 2,5g	182,3€	+13,92 %
20Fr NAPOLÉON	430,74€	+14,83 %
20Fr SUISSE	425,93€	+14,83 %
SOUVERAIN	538,56€	+14,83 %
KRUGGERAND	2 296,05€	+14,83 %
50 PESOS	2 743,68€	+14,83 %
10 DOLLARS	1 122,5€	+14,83 %
20 DOLLARS	2 243,99€	+14,83 %

La plateforme Max se lance à la conquête des abonnés français

Ingrid Vergara

Disponible ce mardi, ce nouveau service de streaming vidéo payant mise sur son catalogue de séries et sur le sport.

La rampe de lancement choisie donne le ton. Pour assurer le décollage de sa plateforme de streaming vidéo payant dans un marché français déjà bien occupé, le service Max, né de la fusion entre WarnerMedia (HBO, CNN…) et Discovery (Eurosport), mise sur deux grands événements. Le premier est la diffusion en exclusivité à partir du 17 juin de *Game of Thrones : House of the Dragon*, la très attendue deuxième saison de la série phénomène. Le second s'adresse aux fans de sport, avec la diffusion de l'intégralité des Jeux olympiques de Paris 2024, dont il détient les droits, grâce à 62 flux simultanés qui permettront à chaque abonné de suivre l'épreuve de son choix.

Franchises à succès

C'est bien sur ces deux piliers que compte s'appuyer Max pour s'imposer face aux concurrents bien installés comme Netflix, Disney+, Apple TV+ ou Amazon Prime Video. À son actif, Max possède l'un des plus riches catalogues de séries devenues cultes (*Game of Thrones, Friends, Succession, The Sopranos, The Last of Us*…), ainsi que des franchises à succès comme la saga *Harry Potter* – que le studio déclinera en une nouvelle série, produite par la créatrice J.K. Rowling – ou DC Comics (*Batman, Superman*…). Un portefeuille qui s'enrichira de nouvelles séries et de productions françaises. Avec trois niveaux de prix d'abonnements différents (avec et sans publicité), Max cible principalement un public adulte amateur de fiction.

Mais pour se différencier de ses rivaux et élargir son spectre, la plateforme mise aussi sur son option sport. Pour 5 euros de plus, les abonnés auront, notamment via Eurosport, un choix de compétitions sportives (tournois de tennis du Grand Chelem, grands tours cyclistes, 24 Heures du Mans…). *« Nous cherchons à rapidement intégrer le top 3 »* des plateformes payantes en France, expliquait le président des activités streaming de Warner Bros. Discovery, JB Perrette. Pour y parvenir, le groupe a passé des accords avec un large réseau de distributeurs, à commencer par Canal+ et ses 10,6 millions d'abonnés français. Max est aussi accessible via les opérateurs télécoms Orange, Free et SFR ou la plateforme Amazon Prime Video. Cette dernière distribuait jusqu'à lundi le Pass Warner, formule qui avait permis à Warner Bros Discovery de gérer en France la transition entre l'ancienne offre HBO, alors intégrée dans OCS, et le nouveau service Max. Ces abonnés – dont le nombre n'est pas communiqué – seront automatiquement basculés dans la nouvelle offre. ■

Fake news, médias usurpés… Comment la Russie tente de déstabiliser les Jeux

Claudia Cohen et **Maxime Dubernet de Boscq**

Le Kremlin cherche à écorner l'image de la France et à nourrir des psychoses à l'approche des olympiades.

« Opportunisme. » Le mot d'ordre a été donné ces derniers mois au sein des réseaux de désinformation russes pour discréditer et affaiblir l'image de la France aux yeux du monde, à l'approche des Jeux olympiques de Paris (26 juillet-11 août). *« La Russie cherche à distiller toutes les psychoses possibles autour des JO dans l'idée d'obtenir des conséquences très concrètes, notamment économiques, pour notre pays »*, affirme au *Figaro* David Colon, professeur à Sciences Po Paris et auteur de *La Guerre de l'information* (2023). Lundi matin, Viginum, l'agence de l'État chargée de surveiller les ingérences numériques étrangères, révélait une nouvelle opération de déstabilisation du Kremlin baptisée « Matriochka », du mot russe désignant les poupées gigognes. Elle a usurpé l'identité graphique de plusieurs centaines d'entités françaises, tels que des médias ou la mairie de Paris, dans le but de créer des messages de confusion autour de l'organisation des Jeux.

La semaine dernière, le Centre d'analyse des menaces géré par Microsoft pointait de son côté le groupe d'influence russe Storm-1679, à l'origine de vidéos autour du confit entre Israël et le Hamas où l'on peut voir des références aux JO de Munich de 1972, durant lesquels 11 membres de l'équipe israélienne avaient été tués à la suite d'une prise d'otages par un commando terroriste palestinien.

« Les acteurs étrangers de la menace informationnelle comme la Russie instrumentalisent désormais tout fait d'actualité ou de société en France, avec pour objectif d'attiser les tensions et in fine de polariser les opinions », évoquait récemment dans nos colonnes Marc-Antoine Brillant, à la tête de Viginum. L'organisation est souvent très pyramidale, avec des campagnes décidées dans les bureaux du Kremlin, organisées par les services de renseignements russes, puis dont l'exécution est confiée à des prestataires privés. *« Ces prestataires privés cherchent à occuper le terrain sur les réseaux sociaux, avec des robots capables de diffuser un message toutes les 45 secondes grâce à l'intelligence artificielle générative »*, confie un diplomate français.

Le sujet inquiète jusqu'au plus haut sommet de l'État, alors que la commission d'enquête du Sénat sur les ingérences étrangères continue d'auditionner des spécialistes de ces phénomènes. *« Chacune des prises de position d'Emmanuel Macron en soutien à l'Ukraine a été immédiatement suivie de campagnes de désinformation. L'objectif est de cliver, d'amplifier les fractures de la société…* abonde David Colon. *Les JO incarnent le moment rêvé pour fragiliser l'image de la France et de son exécutif, et ce à une échelle globale. »*

À moins de sept semaines des JO, la coordination a été renforcée entre le Quai d'Orsay, le ministère des Armées et le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN). Désormais, le Centre de renseignement olympique (CRO) opère également une veille des réseaux sociaux pour alerter les autorités face à des contenus jugés suspects. À l'orée du printemps, une vidéo usurpant la charte graphique de TF1, circulant d'abord sur des boucles Telegram prorusses puis sur des plateformes grand public, prétendait par exemple que les sponsors de la cérémonie d'ouverture étaient en train de se désister les uns après les autres. De faux articles de presse ont également été attribués à plusieurs médias nationaux, dont l'AFP, affirmant que les touristes annulaient en masse leurs réservations d'hôtels et d'Airbnb à Paris par crainte d'attentats terroristes. *« Les déclarations offensives du président Emmanuel Macron sur la guerre en Ukraine mettent la sécurité des JO de Paris en péril »*, écrivait ainsi le faux reportage, qui a depuis été supprimé.

« Il est heureusement difficile pour la plupart de ces campagnes de parvenir à devenir virales », estime une source diplomatique. Révélées par Viginum fin 2023, les opérations menées par « Doppelgänger », qui ont par exemple diffusé des publicités Facebook annonçant les *« pires Jeux olympiques de l'histoire »*, n'auraient été vues *« que quelques milliers de fois par les internautes »*. *« On ne voit en réalité que la partie émergée de l'iceberg…*, nuance de son côté David Colon. *Il est difficile de quantifier ce qu'il se passe sur les chaînes cryptées ou à travers des bots à usage unique. Il ne faut pas se laisser berner par le faible nombre de visites sur les sites que des acteurs étrangers malveillants créent »*. *Il reste par ailleurs délicat pour les autorités d'appréhender dans quelle mesure des touristes étrangers ont pu être ciblés dans leur pays par ces messages de propagande.*

> **« Chacune des prises de position d'Emmanuel Macron en soutien à l'Ukraine a été immédiatement suivie de campagnes de désinformation. L'objectif est de cliver, d'amplifier les fractures de la société… Les JO incarnent le moment rêvé pour fragiliser l'image de la France »**
>
> **David Colon**
> Professeur à Sciences Po Paris

Selon nos informations, certains services de l'État soupçonneraient la Russie d'être à l'origine d'une amplification artificielle du hashtag sur le réseau X *« #JechiedanslaSeinele23juin »* visant la maire de Paris Anne Hidalgo. *« Le cœur de la démarche reste l'amplification de ces contenus par des citoyens français qui finissent, sans en être conscients, par servir les intérêts du Kremlin en repostant des messages au ton humoristique ou des images cocasses »*, glisse un diplomate français. La Russie n'est pas le seul pays à tenter une campagne de manipulation : déjà en novembre, Paris a affirmé que des comptes liés à l'Azerbaïdjan avaient publié *« plusieurs visuels appelant à boycotter les JO »* massivement partagés sur X. Les 91 comptes suspects repérés par Viginum les 26 et 27 juillet 2023 avaient publié 1 600 posts accompagnés de visuels et d'hashtags tels que #PARIS2024 et #BOYCOTTPARIS2024.

Ce n'est pas la première fois que la Russie se retrouve liée à des soupçons de déstabilisation de JO : la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'hiver de Pyeongchang en 2018 avait été victime d'un malware baptisé « Olympic Destroyer » qui avait rendu le site officiel des JO et la connexion Wi-Fi du stade inutilisables. Les pirates informatiques, les Fancy Bear, avaient également empêché des spectateurs d'assister à la cérémonie et brouillé une partie des retransmissions de l'événement planétaire. Une source proche de Paris 2024 indique que cet incident *« a été regardé de près lors des préparatifs »*.

Mais depuis quelques semaines, le terrain de la cyberattaque a peu à peu laissé place à un autre champ de bataille, celui de la déstabilisation via des actions physiques. Dans la nuit du 13 au 14 mai, des tags de mains rouges ont été retrouvés sur le Mur des Justes, en plein Paris, et ont provoqué un vif émoi. Les enquêteurs ont retrouvé les passeports des trois commanditaires, tous bulgares et missionnés par la Russie. En novembre dernier, des étoiles bleues de David sur des façades d'immeubles parisiens avaient également été attribuées au Kremlin par Viginum.

Une étape supplémentaire a été franchie le 1er juin, lorsque cinq cercueils, enveloppés de drapeaux tricolores, ont été déposés au pied de la tour Eiffel. Les trois suspects, de nationalités bulgare, ukrainienne et allemande ont été relâchés par la justice, l'ingérence étrangère ne correspondant pas un délit. *« On a une intrusion sur un site hyperprotégé à la veille des Jeux*, souligne Loïc Guézo, secrétaire général du Club de la sécurité de l'information français (Clusif). *Cet acte est une nouvelle corde à l'arc russe. Le but est désormais de cibler directement les personnes et les infrastructures physiques. »* Plusieurs acteurs interrogés affichent toutefois leur optimisme. *« Même si le risque a été démultiplié, les capacités techniques de réponses l'ont été aussi »*, glisse un expert. *« Jamais le partage d'informations et de renseignement sur la menace n'avait été aussi important et bien coordonné avant ces JO*, reprend Loïc Guézo. *Le dispositif mis en place n'a pas pour objectif de durer, juste d'être résilient sur quelques semaines. »* Même s'il est difficile d'anticiper les prochaines attaques, les différents services de cybersécurité ont pu se pencher sur plusieurs scénarios alors que le niveau de cybermenace sera multiplié par dix pendant les deux semaines de l'olympiade.

Bien au-delà du champ informationnel, les Jeux représentent un enjeu crucial en matière de sécurité informatique. Car les millions de personnes attendues dans la capitale dépendront de l'infrastructure technique de Paris 2024, mais aussi des services, comme les transports ou les hôpitaux, dont le bon fonctionnement sera essentiel. Si la menace russe est jugée sérieuse, les systèmes informatiques des 350 entités liées à la compétition ont fait l'objet d'une préparation sans aucune comparaison possible sur le sol français. ■



Depuis quelques semaines, le terrain de la cyberattaque a peu à peu laissé place à celui de la déstabilisation via des actions physiques. Dans la nuit du 13 au 14 mai, des tags de mains rouges, un symbole antisémite, avaient été retrouvés sur le Mur des Justes, à Paris. ANTONIN UTZ/AFP

LE FIGARO et vous



AUTOMOBILE

ESSAI DU RAFALE, LE NOUVEAU SUV HAUT DE GAMME DE RENAULT PAGE 31

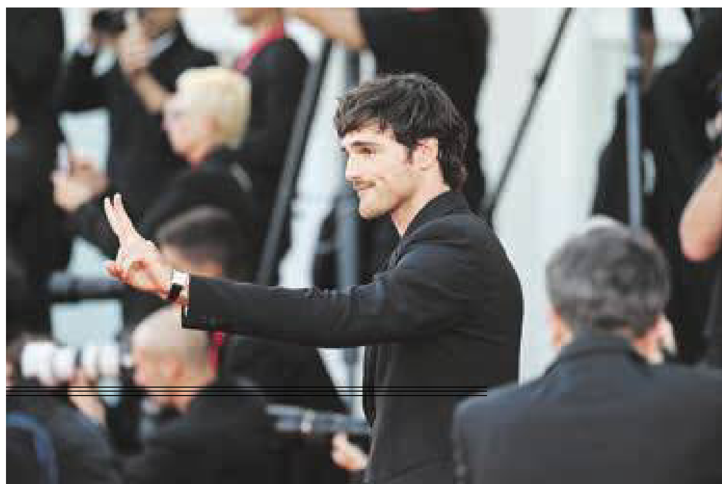


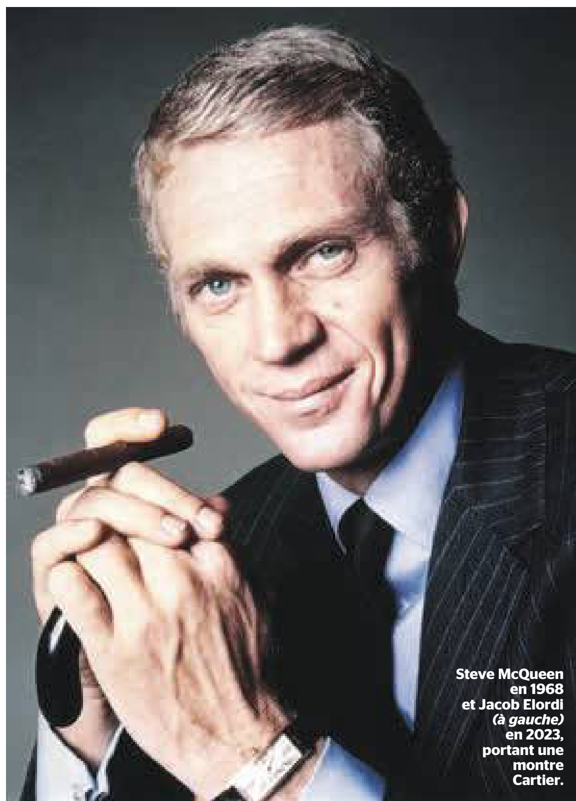
TÉLÉVISION

« TOUR DE FRANCE, AU CŒUR DU PELOTON » : LA SÉRIE DOCUMENTAIRE POURSUIT SA PLONGÉE DANS LA GRANDE BOUCLE PAGE 34

Chic, une montre classique

Trois aiguilles, lignes discrètes, signatures intemporelles... Après des années de garde-temps bling et hypertrophiés, l'horlogerie aussi se plie à la tendance « quiet luxury » renouant avec l'élégance d'antan. PAGE 30





Steve McQueen en 1968 et Jacob Elordi *(à gauche)* en 2023, portant une montre Cartier.

RENAULT ; NETFLIX ; KATE GREEN/GETTY IMAGES VIA AFP ; SUNSET BOULEVARD/CORBIS VIA GETTY IMAGES ; JEROME HOUYVET/ONLY FRANCE VIA AFP



Île de Ré : l'espoir d'exhumer des milliers de corps de soldats anglais

PAGE 32

« Naïs » : la Provence de Pagnol sur les planches

Nathalie Simon

Thierry Harcourt met en scène le film de l'écrivain en respectant sa volonté de ne pas tomber dans le misérabilisme.

Si les murs de pierres jaunies par le soleil et le temps pouvaient parler... Insouciante, la belle Naïs (Marie Wauquier) danse et fredonne des chansons romantiques. La jeune paysanne rêve de Frédéric Rostaing (Kevin Coquard), coureur de jupons et fils du propriétaire de la ferme où travaille son père, l'autoritaire Micoulin (Patrick Zard). Très courtisée, elle est aimée en secret par Toine, un valet bossu, son ami d'enfance et confident (Arthur Cachia, formidable). Mais son paternel entend la garder pour lui. Sans surprise, Naïs cède aux paroles enjôleuses de Frédéric et devient sa « *maîtresse des vacances* ». Micoulin nourrit le projet de l'assassiner.

Pour les 50 ans de la disparition de Marcel Pagnol, le 18 avril 1974, Thierry Harcourt revisite son film *Naïs* (1945) en s'appuyant sur l'adaptation du scénario signée Arthur Cachia. L'écrivain provençal et son complice Raymond Leboursier avaient transposé la nouvelle d'Émile Zola *Naïs Micoulin* (1883) à l'écran. Fernandel endossait le rôle de Toine, et Jacqueline, la femme de Pagnol, la robe de l'héroïne.

Sur scène - seul un escabeau en bois sur le plateau du Lucernaire -, Arthur Cachia lui succède avec talent et sans misérabilisme, respectant la volonté de Pagnol qui ne voulait pas montrer un personnage susceptible d'attirer la moquerie. « *Les petits bossus sont de petits anges qui cachent leurs ailes sous leur pardessus* », chante la grand-mère de Toine.

Puissant et émouvant

Si la poésie qu'il injectait dans son œuvre est omniprésente, il y a aussi la noirceur et le déterminisme propres à l'auteur de *Gervaise*. Pris au piège de leurs états d'âme contrastés, les protagonistes ne s'en sortiront pas sans séquelles, mais la fin est moins pessimiste que chez Zola. « *Il est ici question d'amour, de ressentiments, de classe sociale et de la violence quotidienne soit-elle physique (le père et sa fille) ou morale (un homme handicapé). Comme dans toute œuvre classique, la pièce comporte une intemporalité fascinante* », écrit Thierry Harcourt qui situe l'histoire dans les années 1970. Elle repose sur le jeu des comédiens. Sous la férule bienveillante du metteur en scène de *Pauvre Bitos*, ils jouent leur partition avec conviction. Sous un soleil provençal et la musique discrète de Tazio Caputo, ils donnent le jour à un spectacle clair, puissant et émouvant. *Naïs* est le premier-né de leur compagnie, Les Fautes de frappe, créée en 2019. Lors de la première représentation au Lucernaire début mai, Nicolas et Louis-Laurent, les deux petits-fils de Marcel Pagnol, ont applaudi leur performance. Cet été, les festivaliers du off d'Avignon ne manqueront pas d'être conquis à leur tour. ■

***Naïs*, au Lucernaire (Paris 6e), jusqu'au 30 juin. Loc. : 01 45 44 57 34. Cet été à La Condition des soies à Avignon (84).**

La revanche de la montre classique

Judikael Hirel

Après avoir plébiscité ces dernières années des garde-temps massifs et ostentatoires, les amateurs d'horlogerie s'intéressent de nouveau aux trois aiguilles chics et intemporelles dans la veine du style « old money ».















1. Patrimony manuel en or blanc de Vacheron Constantin, 27 500 €. 2. Chronographe Reverso Tribute en or rose de Jaeger-LeCoultre, 42 000 €. 3. L.U.C XPS 1860 Officer Vendôme One en or jaune de Chopard, 43 100 €. 4. Datejust 36 mm en acier et or gris de Rolex, 9 350 €. 5. Escale en or rose de Louis Vuitton, 29 000 €. 6. Golden Ellipse de Patek Philippe, 59 600 €. 7. Tank Américaine en acier de Cartier, 4 350 €.

« *La mode passe, le style reste.* » Si l'adage signé Coco Chanel fonctionne pour les tailleurs comme pour les sacs, il s'impose en ce moment aussi pour les montres. Après des années d'horlogerie dopée à la testostérone et au bling spéculatif, le garde-temps « classique » revient en force au poignet des Français. Une tendance qui s'inscrit dans un mouvement plus général que les jeunes gens appellent « old money » (ou vieilles fortunes) qui s'opposent à une dernière décennie très « nouveaux riches » portée par le streetwear et le logo. Ainsi, dans ces colonnes, on vous a déjà raconté l'engouement récent pour le pull sur les épaules, la chevalière, le polo, la jaquette de cérémonie, la chaussure-bateau… En somme, du chic, du sobre, de l'intemporel. Appliqué aux montres, cela donne un cadran rond, un diamètre restreint, une ligne épurée et trois aiguilles sinon rien !

« *La surenchère aux pièces massives semble bel et bien finie, au profit de la montre atemporelle, qui traverse les époques sans se démoder, animée par un mouvement mécanique, pas à quartz - en termes d'image et de durabilité, cela n'a rien à voir,* résument Isabelle et Patrice Dubail, à la tête des multimarques horlogers place Vendôme et sur les Champs-Élysées. *Quand un client a ce type de demande, il parle moins d'une marque en particulier, que d'un style : plat, habillé, sobre… En le faisant parler, on comprend que, pour lui, cela peut aussi bien signifier un modèle simple, facile à porter au quotidien qu'une Rolex Oyster Perpetual Datejust à bracelet acier. C'est aussi là l'intérêt d'une boutique comme la nôtre : de pouvoir proposer cet archétype dans les collections de toutes les marques que nous représentons.* »

Un changement de paradigme qu'a bien saisi Karl-Friedrich Scheufele, coprésident de la maison Chopard : « *Je n'avais plus vu une telle mode des montres à diamètre discret depuis que j'ai commencé dans le métier - à l'époque, les Italiens, notamment, portaient de tous petits modèles. Puis tout le monde est passé à ces énormes pièces et il est vrai que nous avons un peu perdu l'élégance en route.* » Une élégance incarnée par son nouveau lancement, la L.U.C XPS 1860 Officer Vendôme One, à fond officier, à l'allure française et au calibre Swiss Made, en sus, frappée du poinçon de Genève. Pour autant, tout n'est pas qu'une question de taille. « *Ce qui détermine le diamètre d'une montre, c'est le poignet qui la porte,* tranche Antoine de Macedo, dont la boutique rue Madame à Paris fait partie des institutions horlogères de la capitale. *Une fois que l'on connaît le bugdet et l'usage, notre travail est d'aiguiller le client vers un modèle qui lui sied. C'est une question de style.* » De même, si en général on entend par « classique », une forme ronde, Patrice Dubail cite d'autres designs : « *Prenez la Reverso, un classique par excellence : elle est rectangulaire, mais n'a pas pris une ride depuis sa création, il y a quatre-vingts ans.* »

« Prenez la Reverso, un classique par excellence : elle est rectangulaire, mais n'a pas pris une ride depuis sa création, il y a quatre-vingts ans »

Patrice Dubail Boutiques Dubail

Au rang des incontournables montres de forme, on trouve évidemment les Cartier qui font l'unanimité quels que soient l'âge et le genre, en particulier, la Santos (créée en 1904) chez les hommes, la Panthère (1983) et la Baignoire (1973) chez les femmes, et en premier lieu, la Tank (1919) pour les deux - cette dernière a le mérite d'être aussi l'une des plus accessibles (à partir de 3 550 € la version Must). Parmi les plus citées également, l'Ellipse de Patek Philippe (années 1960), l'Altiplano de Piaget (1957), la Villeret de Blancpain (début années 1980)… Autant de modèles qui trouvent leurs racines dans les avant-gardes et les âges d'or du design du XXe siècle. D'ailleurs, lorsque la marque Vacheron Constantin lançait il y a vingt ans, sa collection Patrimony, elle s'inspirait des montres ultra-plates tirées de ses archives de l'après-guerre. « *Leur design est d'une telle simplicité, du moins en apparence, qu'on ne peut y toucher sans dénaturer leur caractère. Nous avons donc pris le parti de faire évoluer cette collection de façon très subtile. L'évolution esthétique passe par des ajustements presque imperceptibles, pour les diamètres par exemple* », précise Christian Selmoni, directeur du style et du patrimoine de la manufacture qui sort, cette année, trois réinterprétations de ses modèles en or minimalistes des années 1950, avec remontage manuel, diamètre de 39 mm, et cadran bombé dans un ton vieil argent.

Chez Louis Vuitton aussi, la sobriété est de mise, à l'image de ses nouvelles Escale à trois aiguilles, dont le look épuré associe surfaces texturées et boîtier au design raffiné. Sans oublier la mention « Fab. en Suisse » apposée au bas du cadran. « *Sur ce genre de design, chaque détail compte* confirme Jean Arnault, à la tête de La Fabrique du Temps Louis Vuitton. *Il est beaucoup plus difficile de dessiner une montre trois aiguilles qu'une pièce à complications. Parce que le terrain d'expression - le cadran - est plus large et libre, la moindre erreur se remarque. Le nôtre affiche des lignes esthétiques minimales : index discrets, pas de date, des aiguilles fines. La boîte a un profil élégant, travaillé avec un diamètre contenu de 39 mm. Nous avons également fait le choix de finitions traditionnelles dont certaines à la main.* » Le prix - à partir de 29 000 euros en or rose - est évidemment à l'avenant et donc pas à la portée de toutes les bourses.

Mais les amateurs de « montre classique » savent aussi trouver la bonne affaire côté vintage à travers les enchères en ligne et les boutiques de seconde main. « *Cette quête d'un chic simple, pour tous les jours, a quelque chose de rassurant,* analyse Isabelle Dubail. *Les gens ont besoin d'être rassérénés par rapport aux produits qu'ils vont acheter, de s'orienter vers des valeurs sûres, de retrouver des repères en ces temps un peu troublés. Ils pensent aussi en termes d'investissement sur le long terme. La valeur perçue des produits que nous vendons compte beaucoup, et encore plus à l'heure actuelle.* » ■

Le cadeau préféré de la génération des 30 ans

Marie-Gabrielle Graffin

Depuis janvier 2020, Orso vire 250 euros par mois sur un compte épargne. L'objectif de cette coquette somme n'est pas de constituer un apport immobilier pour un premier appartement, mais de s'offrir une montre Polo de Piaget pour ses 30 ans. « *Une montre classique, dont je ne me lasserai jamais,* explique le jeune médecin. *C'est tout de même un sacré cap, la trentaine ! On fait un point sur sa vie professionnelle, sentimentale… Je me fais donc ce cadeau. Ce qui a étonné mes parents, qui ont eu leur première belle vraie montre à 50 ans.* »

Matthieu, trentenaire dans deux mois, est à la recherche du modèle que souhaitent lui offrir ses parents et quelques proches, pour marquer « *le passage de l'autre côté de la barrière* », comme il dit. « *J'ai hésité avec un costume, mais c'est moins intemporel. Je ne conduis pas, donc ça ne sera pas une voiture et, comme je n'irais pas acheter une montre par moi-même, sans occasion particulière, c'est le bon moment.* » Entre une Datejust de Rolex, une Reverso de Jaeger-LeCoultre et une Tank de Cartier, son cœur balance…

Pour Matthieu, Orso et les autres issus de la première génération ultra-connectée et à la pointe de la nouveauté, la montre de leurs 30 ans sera pourtant une valeur sûre de l'horlogerie. « *Une belle montre classique, c'est comme une belle veste classique : pas besoin d'ajouter une manche, elle fonctionne telle qu'elle est,* reprend-il. *N'étant ni un expert ni un plongeur de la marine, les nouveautés et les innovations ne m'intéressent pas. Je tiens à ce que son design soit simple pour s'accorder avec mon alliance en platine incurvée, donc plus originale. Que son bracelet soit en acier parce qu'un bracelet en cuir est moins cher à acheter dans un second temps. Et qu'elle vienne d'un horloger historique : une valise, c'est Rimowa, un jean c'est Levi's, une montre c'est Cartier.* »

Un réflexe qu'observe depuis quelque temps Nicolas Amsellem (fondateur du site Les Rhabilleurs), dans son cabinet d'expertise du 5, rue Auber (Paris 9e), où amateurs et initiés viennent demander conseil. « *La montre en France est de plus en plus populaire, et rarement bling. Elle reste une tradition dans le sens où elle s'offre encore beaucoup, plus qu'elle ne s'achète pour soi,* analyse-t-il. *Ce sont donc des familles, des femmes qui viennent me voir avec un budget de 3 000 à 5 000 euros pour leur fils, leur mari, des fiançailles ou un passage de décennie. La plupart repartent avec un modèle sans risque : on ne peut pas décevoir avec une belle Omega en or ou une Reverso vintage, qui n'est plus du tout connotée Versaillais ! Les références traditionnelles ont de beaux jours devant elles.* » Avec un point bonus si le modèle a une cote, ce qui va le rendre encore plus désirable et en faire un investissement intelligent sur le long terme.

« La trentaine, c'est la dernière chance pour demander un beau cadeau à ses parents. Après, c'est pour notre pomme »

Louise

Ce goût pour le classicisme n'est pas exclusivement masculin. Ainsi, Anaïs et Salomé ont récemment reçu en cadeau une Panthère de Cartier, Agathe, une Tank de la part de son père, datant de l'année de sa naissance… « *La trentaine, c'est la dernière chance pour demander un beau cadeau à ses parents. Après, c'est pour notre pomme !* ajoute Louise, qui porte depuis peu la Première de Chanel. *Avec l'explosion des sites de vintage, il n'est pas si compliqué d'en trouver une à prix raisonnable pour les convaincre.* »

Et d'ajouter, à l'objet précieux, une valeur symbolique. Comme ce fut le cas pour Margaux, dont la montre représente la passion commune partagée avec son père pour l'horlogerie. « *Ensemble, nous faisons les antiquaires et jouons souvent au jeu du "si tu gagnais à l'EuroMillions, qu'est-ce que tu t'achèterais ?" Moi, c'était la Rolex Oyster Perpetual, en 26 millimètres, un petit format pour mon poignet fin et un cadran blanc pour qu'elle reste discrète, que ce ne soit pas la "Roro". Il n'y a pas longtemps, pour mes 30 ans, mon père a réussi à la trouver chez un revendeur. Je me souviendrai toute ma vie de cette boîte qu'il m'a tendue… À en aimer de changer de dizaine !* » ■

Sylvain Reisser

Renault Rafale, l'avion de chasse de la route

Modèle porte-drapeau de la marque française, ce SUV n'a rien à envier à une GT en termes de dynamisme de conduite.





Le navire amiral de Renault affirme son style extérieur en empruntant certains codes au coupé. À l'intérieur, Rafale reprend la planche de bord des derniers modèles de la marque. RENAULT

La firme au losange est-elle en train de devenir une marque de SUV? Avec le Rafale, le constructeur français compte désormais sept modèles de ce type dans sa gamme et plus aucune berline. Ceux qui veulent taxer ces véhicules sont prévenus : l'évolution de l'offre de Renault est une illustration de l'évolution du marché.

Pas prévu initialement dans le plan Renaulution de Luca de Meo, ce septième SUV vient coiffer la gamme. Difficile d'en être autrement lorsque l'on porte le nom de l'avion de chasse du groupe Dassault*, emblème de l'excellence française. Baptiser son navire amiral Rafale impose de convoquer l'histoire. Renault était devenu propriétaire du nom en rachetant, au début des années 1930, la firme d'avions Caudron, en difficulté.

Du dernier Espace dont il partage la plateforme CMF-CD de l'ex-Alliance Renault-Nissan et l'empattement (2,74 m), le Rafale s'en éloigne avec une silhouette qui emprunte certains codes au coupé. Surbaissé de 30 mm par rapport à l'Espace, le pavillon chute vraiment au niveau des places arrière sans que la garde au toit des passagers en pâtisse. D'un avion, il a conservé l'esprit avec une poupe sculptée. Il y ajoute un épaulement marqué et, cela fait toute la différence en termes de statut, des voies élargies de 40 mm. Certains traits de style feront plaisir aux férus de design. La signature lumineuse sur les côtés du bouclier avant reprend les formes géométriques du losange imaginées par l'artiste Victor Vasarely en 1972. À la lumière, les plis de tôle des flancs dessinent aussi un losange.

Un toit en verre opacifiant

L'effet de surprise s'émousse à l'ouverture des portières. L'ambiance est certes de qualité mais le Rafale hérite du tableau de bord des dernières Renault qui repose sur deux dalles numériques en forme de L inversé. L'habillage graphique a été revu, en cohérence avec l'univers haut de gamme. Le système multimédia fonctionne toujours sous environnement Google, un vrai plus. Le positionnement haut de gamme du Rafale se vérifie par des détails de décor et de sellerie. Côté passager, la planche de bord est recouverte d'une feuille d'ardoise (finition Esprit Alpine) ou de liège teinté noir (finition Techno). Le Rafale confirme l'objectif de Renault de délaisser le cuir, au profit d'un tissu enduit recyclé mixé avec la suédine recyclée à hauteur de 61 % pour la version Alpine. Cette finition facturée 4 000 euros de plus ajoute un volant à surpiqûres en suédine, un hayon motorisé et un accoudoir central arrière qui va ravir les geeks. Il est doté de deux prises USB et de deux supports déployables servant de stations d'accueil pour des smartphones ou des tablettes. Dans tous les cas, le toit en verre Solarbay, qui participe à la luminosité intérieure, est en option (1 500 €). Il reçoit la technologie du verre opacifiant développée par Saint-Gobain. On peut ainsi piloter soit par la voix via Google Assistant ou via par l'intermédiaire d'un bouton l'une des quatre positions du toit : entièrement transparent ou opaque, partie avant ou arrière transparente ou opaque et vice versa. Les familles apprécieront aussi l'espace arrière généreux et le volume de coffre de 627 litres.

Deux motorisations sont programmées : hybride 200 ch et hybride rechargeable 300 ch à quatre roues motrices fin 2024. La première reprend la technologie E-Tech largement répandue au sein du constructeur. Elle associe le 3-cylindres 1,2 litre de 130 ch à deux moteurs électriques de 50 et 25 kW. Ce dernier installé dans la boîte multimode sert au démarrage du moteur thermique. Une batterie de 2 kWh complète le système. Elle profite des phases de régénération pour se recharger à la vitesse de l'éclair et maximiser le roulage électrique en ville. Malgré le renfort des watts, la mécanique paie son déficit de cylindres par une onctuosité et un couple inférieurs aux hauts de gamme allemands. De son côté, la transmission avoue quelques lenteurs. Les prestations routières font oublier ces quelques désagréments. Chez Renault, on sait encore se mettre à la place du conducteur. Un bouton de raccourci permet de désactiver les assistances à la conduite les plus agaçantes. Avec les quatre roues directrices de série sur la finition supérieure, le Rafale se transforme en avion de chasse de la route. Il avale les courbes à une vitesse presque supersonique. Vraiment sophistiqué, le système dispose de 13 positions réparties entre les modes Confort et Sport. On peut le laisser opérer automatiquement ou régler manuellement le cran souhaité. À partir du niveau 7, le conducteur profite d'une voiture de plus en plus directe et qui répond franchement à la moindre impulsion au volant. Dernier bon point, la consommation reste parfaitement maîtrisée. Sur un parcours varié, elle n'a jamais dépassé 6,6 l/100 km.

** Le groupe Dassault est propriétaire du « Figaro ».* ■

NOTRE AVIS

Un véhicule mû par un 3-cylindres, fût-il épaulé par l'électrique, peut-il se revendiquer du haut de gamme? C'est toute la question avec cet inattendu Rafale. Les technologies disponibles autant qu'une fiscalité de plus en plus confiscatoire ont décidé de ce réalisme à la française qui pourra détourner la frange la plus exigeante de la clientèle. Elle pourra attendre l'arrivée de la version hybride rechargeable de 300 ch et quatre roues motrices. Avec sa batterie de 20 kWh, elle revendique une consommation normalisée de 0,7 l/100 km et des émissions de CO_2 de 15 g/km. Hybride ou hybride rechargeable, le Rafale dispose avec les quatre roues directrices d'un argument de poids au service de l'efficacité et du dynamisme de conduite.

Sous le capot

Moteurs	
Type	3-cyl. essence turbo 1,2 l + 2 moteurs électriques
Puissance	130 ch (200 ch cumulés)
Couple	205 Nm
Transmission	
Type	Traction
Boîte	Boîte auto. multimode
Dimensions/poids	
L/l/h	4 710 x 1 866 x 1 613 mm
Coffre	627 litres
Poids	1660 kilos
Performances	
0-100 km/h	8,9 secondes
Vitesse	180 km/h
Consommation/Émissions	
Mixte UE	4,7 l/100 km
Émissions	105 g/km
PRIX	**À partir de 45 000 €**

BMW XM, la preuve par six

Devenu le modèle Motorsport le plus vendu, ce grand SUV hybride rechargeable est désormais disponible avec un 6-cylindres.



Équipé du six cylindres en ligne 3 litres turbo de 313 ch, associé à un moteur électrique de 197 ch, ce XM propose un comportement bluffant, aidé de quatre roues directrices. SYLVAIN REISSER

Une preuve que le monde avait changé? Le modèle le plus vendu en France de la division Motorsport de BMW n'est plus le fameux duo M3-M4 mais le XM. Véhicule des cinquante ans du label sportif de la firme bavaroise, cet impressionnant SUV ne fait pas dans la dentelle avec sa face avant verticale dessinée autour de nasaux octogonaux cerclés d'or et éclairés, ses passages de roue carrés accueillant des roues surdimensionnées de 22 pouces, ses bas de caisse latéraux proéminents et ses tuyères d'échappement anguleuses et superposées. Disons-le : avec son gabarit hors norme de 5,11 m de long, 1,75 m de haut et 2,20 m de large avec les rétroviseurs, le XM est plus à l'aise à la campagne que dans le centre de nos villes. Il est pourtant le bienvenu dans les agglomérations. Si ce SUV plaît autant, c'est qu'il dispose d'une chaîne de traction hybride rechargeable qui lui vaut d'être exempté de malus écologique et, pour le moment, de la taxe au poids.

Souvenirs enfouis

Un an après sa commercialisation, le XM est de nouveau sous les projecteurs avec l'apparition d'une nouvelle version équipée du 6-cylindres en ligne 3 litres turbo de 313 ch au lieu du V8 4,4 litres biturbo de 489 ch. Le moteur électrique inchangé de 197 ch descend la puissance cumulée de 177 ch (476 ch). La majorité des adeptes considérera ce niveau amplement suffisant car, sans changer de statut, le tarif s'adoucit de 40 700 euros à 137 400 euros. La perte de deux cylindres n'a guère d'incidence sur le niveau de performance. Au-delà de l'anecdote de passer le cap des 100 km/h 0,8 seconde (5,1 secondes) après son frère, le XM 50e distille un agrément supérieur, grâce à une masse inférieure de près de 100 kg à la version V8 qui frise les 2,8 tonnes. Mérite-t-il le label M? Le XM remet en question bien des certitudes. Les ingénieurs allemands ont eu la bonne idée d'installer, comme sur le Renault Rafale, quatre roues directrices qui participent à la maniabilité en ville et à l'agilité sur les routes sinueuses. On y ajoutera une suspension pilotée et des barres antiroulis actives. Résultat : sans atteindre celui d'une berline de grand tourisme, le comportement s'avère bluffant. Ce tempérament opère en musique avec un six cylindres qui réveille des souvenirs enfouis. Cette mécanique régale les tympans avec une sonorité envoûtante. Arrivé en ville, ce XM se fond dans son habit électrique. Avec la batterie conséquente de 25,7 kWh utiles, l'autonomie électrique de 83 km s'avère réaliste. Nous l'avons atteinte. Cela lui vaut d'être homologué à 1,7 litre aux 100 km, soit des émissions de CO_2 de seulement 32 g/km. Dans la vraie vie, l'ordinateur de bord se fixera plutôt autour de 8 l/100 km, surtout si l'on circule sur l'autoroute. En chargeant le plus souvent possible la batterie, la consommation pourra être réduite. Sur une prise domestique, le plein de watts demandera tout de même quatorze heures.

Ce XM 50e pose le postulat d'un parfait compromis, préservant l'ambiance intérieure inédite du modèle reposant sur des sièges baquets à gaufrage et un ciel de toit en alcantara à effet 3D et éclairé par des LED. Comme sur les derniers modèles de la marque, la planche de bord accueille deux dalles numériques juxtaposées de 12,3 pouces et de 14,9 pouces pour le système multimédia. ■

S. R.



Les marais de l'île de Ré pourraient abriter des milliers de corps de soldats depuis 400 ans

Claire Bommelaer Envoyée spéciale à l'île de Ré (Charente-Maritime)

Une association affirme avoir identifié le site où est tombée l'armée du duc de Buckingham en 1627.



Rendez-vous a été donné, ce mercredi 5 juin, dans une maison blanche typique d'Ars-en-Ré, en Charente-Maritime. Autour de la table et d'une bouteille de vin blanc se tiennent Indalecio Alvarez, fondateur de l'association Île de Ré patrimoine, Mathieu Vivas, maître de conférences en archéologie à l'Université de Lille, Pauline Lafille, maître de conférences d'histoire de l'art à l'Université de Limoges, et Benjamin Deruelle, historien des guerres à l'Université de Québec, à Montréal, ainsi qu'un de ses étudiants, Frédéric Auger.

L'affaire qui réunit la troupe est vertigineuse. Il se pourrait, d'après leurs calculs, que des centaines, voire des milliers, de corps de soldats anglais conduits par le duc de Buckingham, puis décimés par les troupes de Louis XIII et de Richelieu, gisent depuis quatre siècles dans les marais de l'île de Ré. Le site historique, celui de la bataille du pont du Feneau – que la mémoire locale situait jusque-là sur un pont éponyme, se trouverait même près d'une piste cyclable largement empruntée, à La Couarde-sur-Mer. *« Cela fait vingt ans que je viens sur l'île en vacances, des années que je m'intéresse à cet épisode et j'ai acquis des certitudes »*, affirme Indalecio Alvarez devant ses hôtes. S'étant donné pour but de faire *« émerger cette mémoire »*, ce journaliste de l'AFP a formé autour de lui un comité scientifique.

Devant ses membres, il se montre précis, voire intarissable, sur les détails de ce jour de novembre 1627, où une ultime confrontation entre Français catholiques et Anglais protestants, avant le siège meurtrier du bastion huguenot de La Rochelle, fit entre 1 000 et 4 000 morts, essentiellement côté anglais.

L'épopée de ces hommes envoyés pour creer un avant-poste de la rébellion protestante en France est bien sûre connue des Rétais, au point d'être racontée dans les salles du musée de Saint-Martin-de-Ré. Mais le site précis de la bataille avait été, depuis, perdu dans les sables. *« Et pourtant, tout est là, y compris une ancienne maison du XVIe, la Davière, et le chemin de 400 mètres emprunté par les Anglais »*, affirme le fondateur de l'association, qui souhaite entreprendre une grande campagne de fouilles, y compris subaquatiques, ainsi qu'un vaste projet de valorisation.



Ce jour-là, Benjamin Deruelle, venu du Québec avec cet étudiant préparant une thèse d'histoire sur la bataille, a les yeux qui brillent. Selon lui, les sites archéologiques militaires de l'époque moderne *« se comptent sur les doigts d'une main »* en Europe, et ce chantier rétais, s'il aboutissait, serait une occasion en or de faire avancer l'histoire des guerres de Religion.

Après le déjeuner à l'ombre, le groupe s'est évidemment rendu sur le terrain. Il a fallu zigzaguer entre les cyclistes, puis longer les marais salants, pour comprendre tous les enjeux de cette affaire. Était-on vraiment en train de « marcher » sur des corps et des armes enfouis depuis quatre cents ans ? *« La topographie des lieux n'a que peu évolué »*, fait valoir le fondateur de l'association, en entraînant tout le monde à travers les herbes folles. Entre deux bosquets touffus, une ancienne porte en bois donnant sur le domaine de la Davière, aujourd'hui propriété privée louée aux touristes l'été, ressemble à s'y méprendre à celle figurant sur un grand tableau de la bataille, signé Laurent de La Hyre (1606-1656), et aujourd'hui conservée au Musée national des armées. *« Les tableaux et gravures d'époque, faits après coup, ne sont pas à proprement parler des témoignages, mais celui de La Hyre est important pour nous »*, indique Pauline Lafille.

Sous ses pas, la route qui relie aujourd'hui La Couarde-sur-Mer au Fier d'Ars, surfréquentée par les vélos, serait quant à elle le « chemin des Anglais », décrit dans le récit de Jacques Isnard, en 1629. Prenant pour repère la Davière, ce dernier indique qu'il faut marcher *« le long d'une chaussée bordée par d'immenses salines »*, puis *« 300 pas »* vers un petit pont de bois, puis tourner à droite *« pendant 80 pas environ »*, moment où le chemin fait un coude. Reprenant ses instructions, quatre cents ans plus tard, le groupe débouche, au nombre de pas près, sur le « coude » décrit par Jacques Isnard – aujourd'hui colonisé par des lapins. C'est imparable, et on entendrait presque les cris des soldats anglais et des Huguenots en pleine déroute, pris dans un goulot d'étranglement alors qu'ils tentaient de rejoindre la mer.

Ce mercredi 5 juin, dans les herbes et sous un soleil radieux, l'espoir le dispute tout de même à la prudence. *« Il faut être raisonnable. Il n'y avait, à l'époque, pas d'état civil, et le nombre de morts est à prendre avec précaution*, martèle Benjamin Deruelle. *Les sondages doivent nous permettre d'avancer. »* Ces fameux sondages archéologiques, opérés sur des zones précises, sont prévus pour 2025, avec l'aide financière du département de Charente-Maritime et de la région Aquitaine. Ces derniers se sont laissé convaincre du potentiel des recherches, qui pourraient alimenter les commémorations de la bataille, en 2027. Ce *« projet patrimonial et touristique, exhumant un moment tragique de l'Histoire, est suivi avec intérêt »*, a d'ailleurs confirmé le président de région Alain Rousset, à l'AFP. Pour l'instant, la communauté de communes, qui rassemble dix communes de l'île, n'a pas encore rejoint le mouvement, observant de loin ce qui pourrait chambouler ce coin de l'île.

« L'archéologie coûte cher et réclame un nombre considérable d'autorisations auprès des instances publiques, insiste Mathieu Vivas. *Rien n'indique leur refus, mais on sait que cela va prendre du temps. »* Une chance pour l'association, près de 10 hectares correspondant au champ de bataille, appartiennent à la Safer (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural) Nouvelle-Aquitaine et au département, ce qui simplifierait les démarches.

> **« L'archéologie coûte cher et réclame un nombre considérable d'autorisations auprès des instances publiques. Rien n'indique leur refus, mais on sait que cela va prendre du temps »**
>
> **Mathieu Vivas** Maître de conférences en archéologie à l'Université de Lille

À terme, tous espèrent retrouver des corps de soldats, avec leurs habits, bottes ou fusils. Ce n'est pas totalement exclu, car, dans la débâcle, les soldats sont tombés dans le marais, et n'ont pas été enterrés par les vainqueurs dans une fosse commune, comme c'était la coutume. Or, *« la vase ne comporte pas d'oxygène, ce qui permet des conditions de conservations exceptionnelles »*, indique Jonathan Letuppe, chef du service plongée et fouille en milieu confiné chez Éveha, un bureau d'études archéologiques privé agréé pour la réalisation de fouilles en milieu subaquatique. Selon lui, si l'eau n'est pas profonde (moins de 1 mètre), les fouilles pourraient se dérouler à terre. Dans le cas contraire, il se dit prêt à envoyer des plongeurs à scaphandre. Si tant est, bien sûr, que les financements soient trouvés.

Le 6 juin dernier, l'association a exposé son projet lors d'une réunion publique dans la salle des fêtes d'Ars-en-Ré qui a rassemblé 200 personnes. Outre les fouilles, escomptées entre 2026 et 2028, un vaste plan de valorisation mémoriel est enclenché. Il mettra en valeur un arc mémoriel des guerres de Religion, qui passèrent par Les Portes, Ars-en-Ré, l'isthme du Martray, la Davière et le pont de Feneau, et racontera deux ans de bataille, dont l'épopée de ces milliers d'hommes conduits par le duc de Buckingham, qui débarquèrent sur l'île pour tenter d'en faire un avant-poste de la rébellion protestante en France. Le projet prévoit l'inauguration, *« en présence des autorités françaises et britanniques »*, le 8 novembre 2027, d'un mur des noms de soldats britanniques tombés au champ d'honneur, il y a quatre cents ans.

Au-delà du vélo, de la voile, des huîtres et des plages, cette mémoire aura de quoi séduire les 180 000 touristes, dont nombre de Britanniques, qui débarquent sur l'île chaque été. ■

***En haut :* vue aérienne de l'île de Ré.**

***Ci-dessus : La défaite des Anglais en l'île de Ré par l'armée française le 8 novembre 1627,* de Laurent de la Hyre.**

JEROME HOUYVET/ONLY FRANCE VIA AFP
LAURENT DE LA HYRE/DOMAINE PUBLIC



Second Street, Ashland, Wisconsin, July 9, 1973, **de la série Uncommon Places, 1973-1986.** STEPHEN SHORE. COURTESY 303 GALLERY, NEW YORK AND SPRÜTH MAGERS

Stephen Shore, l'Amérique on the road

Françoise Dargent

À Paris, la Fondation Henri Cartier-Bresson présente une rétrospective du travail de ce photographe qui a contribué à façonner l'image des États-Unis depuis les années 1970.

Stephen Shore rappelle volontiers qu'il est né l'année où Jack Kerouac effectua son road trip aux États-Unis, voyage qui allait donner son récit *Sur la route*. Un enfant de la Beat Generation donc, un jeune New-Yorkais qui rêvait de tailler la route lui aussi et qui acheta à ses débuts la fameuse veste multipoches d'explorateur, modèle Abercrombie et Fitch. Son petit Leica tenait alors dans une des poches.

À la Fondation Henri Cartier-Bresson, pour la première rétrospective parisienne du photographe depuis dix-neuf ans, un travail photographique de jeunesse est accroché. Cap à l'Ouest. À 21 ans, en 1969, Stephen Shore accompagne son père en voyage d'affaires à Los Angeles et il saisit de la fenêtre de la voiture tout ce qu'il voit avec son Leica. Il ne cherche pas à cadrer la belle photo. Il accepte même les ratées. Son but : se débarrasser de tout conditionnement visuel. Aux États-Unis, pays de l'image, cette démarche est déjà le signe d'un photographe précurseur.

Il l'incarnera encore davantage trois ans plus tard lorsque la Light Gallery de New York exposera la série *American Surfaces*, sous la forme de petits tirages en couleur collés au mur. Un moment décisif qui contribuera à la reconnaissance, dans les pratiques artistiques, de la photographie couleur, médium alors plutôt utilisé pour les publicités. Avec son contemporain William Eggleston, Stephen Shore est en effet un de ceux qui rompent avec la toute-puissante ligue du noir et blanc emmenée par Walker Evans, Cartier-Bresson, Robert Frank, pour montrer l'Amérique en couleur. Cartier-Bresson, le marcheur, disait que pour être photographe, il fallait avoir de bonnes jambes.

« Chaque étape est une aventure »

Stephen Shore, lui, a choisi de rouler. Il adapte sa pratique aux centaines de miles américains en sautant dans son auto : *« Pendant mes tournées, je suis comme un explorateur qui évolue dans un espace familier : ma voiture. Je suis libre de voyager dans la direction de mon choix, aussi longtemps que je le souhaite. »*, peut-on lire dans le catalogue de l'exposition.

Voilà qui donne son titre à l'exposition : « Véhiculaire et vernaculaire », *« deux termes qui paraissent alambiqués*, explique Clément Chéroux, le directeur de la Fondation Henri Cartier-Bresson, *mais qui illustrent le projet de cette exposition : l'idée d'une exploration de la photographie. Le véhiculaire pour montrer ce qui se passe quand on met un appareil dans un engin motorisé. Stephen Shore va utiliser la voiture pour explorer la culture américaine à travers le vernaculaire, c'est-à-dire tout ce qui est typiquement américain. Cela va des lettres d'une enseigne à l'étalage d'un magasin en passant par une station-service. Il va contribuer à donner des représentations de choses par essence évanescentes. En même temps, quand on regarde ses photos, on se dit : c'est vraiment ça, l'Amérique »*.

L'arrière des Cadillac devant une forêt de feux de signalisation et de panneaux autoroutiers à Amarillo (Texas), le microsalon de beauté installé entre deux volées de marches dans le Queens à New York, la guirlande de Noël oubliée dans le paysage urbain de West Palm Beach (Floride) sont bien devenus des marqueurs de cette culture américaine. Shore donne un visage à la « main street américaine », aux « four corners », ces carrefours si typiques du paysage américain, aux « malls » qui fleurissent dans les années 1970. À l'époque, le photographe récolte en parallèle tous les petits papiers qui illustrent cette culture : les dépliants des motels, les cartes postales colorisées, les tickets de stations-service et les colle dans un journal de bord. Ce sera son *Road Trip Journal* qui sera publié bien des années plus tard, illustrant cette pratique du scrapbook qui allait se vulgariser.

Varier les effets et les moyens

« Pour Stephen Shore, l'important n'est pas la destination. Il ne commence jamais un travail en ayant en tête l'idée d'une destination. C'est en faisant qu'il trouve ses sujets photographiques, souligne Clément Chéroux. *Ce n'est pas tant vivre l'instant que de saisir des choses qui se passent sur le chemin. Il est à l'écoute et cette façon de faire fait naître la surprise. »* Une philosophie taoïste pour une pratique qui évolue au fil des années. Cela pourrait être monotone, mais non. Car si le sujet, le paysage américain, reste immuable, le photographe varie les effets et les moyens. Sur les murs de la fondation, aucune série n'est semblable à une autre. Et si toutes sont reliées par un fil, elles révèlent bien un goût forcené pour l'exploration du médium lui-même. Au Leica des débuts succède une chambre photographique, moins maniable, qui oblige le photographe à composer autrement ses images. Des photos grand format sont exposées à côté de cartes postales faites maison.

Ce goût pour l'expérimentation n'a pas disparu. La toute dernière série exposée date du début des années 2020. À 73 ans, Stephen Shore découvre le drone, nouvel engin pour nourrir une soif d'exploration photographique intacte. Il y monte son appareil et le lance dans le ciel. *Aerial Survey* est exposé pour la première fois. Vu du ciel, le Montana déploie ses espaces et ses points de jonction, entre rivière, prairie, ferme isolée et route sans fin. Ça aussi, c'est l'Amérique. ■

« Stephen Shore : Véhiculaire & vernaculaire », à la Fondation Henri Cartier-Bresson (Paris 3e), jusqu'au 15 septembre. Catalogue en français, coédition Atelier EXB, 190 p., 49 €. Rens.: henricartierbresson.org

Tania Mouraud, artiste et académicienne hors du commun

Valérie Duponchelle

Élue à l'Académie des beaux-arts, cette figure de l'art urbain croit au dialogue et à l'humanisme. Ses fresques en noir et blanc sont des messages de paix.

Tania Mouraud n'est pas une académicienne comme les autres. Cela tombe bien : Tania Mouraud n'est pas une artiste comme les autres. Cette femme ultra-tonique de 82 ans apporte dans son sillage un grand souffle de vitalité et conquiert l'espace à sa façon déterminée et positive. Elle l'a encore démontré sur le bateau de Fluctuart, ancré près du pont des Invalides, à Paris, dans l'exposition « Dans les vents de l'oubli », qui s'est achevée le 5 mai. D'immenses fresques en noir sur blanc qui dessinent une calligraphie inconnue dont le mouvement défie l'abstraction. Parce que son travail d'artiste est toujours in situ, pas vraiment reproductible dans un dossier comme un tableau ou une photographie, elle a invité les académiciens des Beaux-Arts à quitter leurs bureaux et la Coupole, et à se déplacer en ce lieu flottant de l'art urbain pour juger de sa candidature.

Pari gagné. Le 27 mars dernier, l'Académie des beaux-arts a élu la secrète Nina Childress au fauteuil no 11 de la section de peinture, précédemment occupé par Arnaud d'Hauterives (1933-2018) et l'irréductible Tania Mouraud au fauteuil no 8, précédemment occupé par Guy de Rougemont (1935-2021). Une vraie reconnaissance pour cette autodidacte sans peur ni reproche, installée depuis une quinzaine d'années dans le calme du Berry, qui a dû lutter dans un *« monde de l'art macho, notamment dans le mouvement Supports Surfaces »*. Daniel Buren n'est pas son ami, et les calligraphies géantes de Tania *« ne sont pas des copies de ses rayures »*, insiste cette féministe de nature. *« À cette époque, les femmes ne pouvaient pas être artistes, sauf si elles parlaient de leur corps. Une femme ne pouvait pas avoir ses propres idées. Bernar Venet a été le seul à avoir été généreux avec moi. Il ne m'a jamais considérée comme une proie. Pour les autres, vous étiez une proie ou juste rien du tout. »*



Tania Mouraud a poussé l'écriture contemporaine jusqu'au bout du signe. Ainsi est né l'art de cet esprit libre, féministe de nature. ESMERALDA DA COSTA

« Mon père, Marcel Mouraud, avocat, est mort dans la Résistance, dans le Vercors. Il était d'origine juive roumaine. Son vrai prénom était Moishe. Toute sa famille a été exterminée. Ma mère, Martine Mouraud, était franco-française. C'était une aventurière. À 19 ans, elle était dans la Résistance, mais avec humilité. Elle me disait : "J'ai suivi ton père." C'était un tempérament, elle a été journaliste pendant la guerre du Vietnam. Quand j'étais enfant, à la maison, il y avait le peintre Jean Fautrier, des écrivains, toute la Résistance, les gens du cinéma, sans cesse des polémiques politiques », raconte cette voyageuse qui a été frappée des *« réminiscences de l'antisémitisme en Roumanie »*. En réponse, elle a exposé à Bucarest une de ses peintures murales où les lettres très allongées deviennent abstraites et donc universelles. Elle a écrit : *« I Have Seen a Butterfly Here »*, vers écrit le 4 juin 1942 dans le ghetto de Theresienstadt par Pavel Friedmann, poète juif tchèque mort assassiné à 23 ans, le 29 septembre 1944 à Auschwitz.

Fascinée par la calligraphie

« Ma chance, c'est que ma mère, qui était très cultivée, m'emmenait chaque semaine au Louvre au fil de mon programme scolaire. Finalement, j'ai grandi dans le Louvre. J'aimais Rubens, mais ma révélation fut Cézanne et les cubistes, alors au Jeu de Paume. » Née à Paris le 2 janvier 1942, Tania Mouraud est *« partie en seconde dans un extraordinaire pensionnat, très chic, en Angleterre, où toutes les religions étaient respectées »*, d'où son œcuménisme viscéral, puis, à 17 ans, en Allemagne, à Düsseldorf, la ville de l'avant-garde, du groupe Zero, de Joseph Beuys et de Gotthard Graubner. *« Je lisais comme une malade et je travaillais à la chaîne pour vivre. J'ai commencé à peindre sans plus m'arrêter. Et tous les petits boulots possibles pour ma fille et moi, à mon retour en France. Ma chance, c'est que je ne dormais pas. Trois heures par nuit »*, confie-t-elle sans aucun pathos.

Fascinée par la calligraphie des *Très Riches Heures du duc de Berry* (1410-1411) et *« l'art de l'écriture gothique »*, cet esprit libre a poussé l'écriture contemporaine jusqu'au bout du signe. Ainsi est né son art. Elle a déroulé en 2014 sa fresque noire et blanche *Melancholia PT1*, labyrinthe de lettres géantes à la limite de l'illisible, en 2016-2017, sur les cimaises du Mamac à Nice. Et *ECLHCPC (Et cependant les hirondelles chantent près des cheminées)*, vaste rébus de 3 × 8 m, sur le M.U.R. de Saint-Étienne, support grandeur nature occupé chaque mois par un artiste invité. Par souci de mémoire autant que par soif intellectuelle, Tania Mouraud s'est plongée dans l'étude du yiddish. *« Le yiddish était la langue du cœur, la langue de la souffrance, l'incarnation de l'histoire d'un deuil millénaire »*, expliquait en 1992 le lexicographe américain Leo Rosten.

Elle s'en est servie dans son exposition « Dans les vents de l'oubli », qui multipliait les langues et leurs calligraphies, du chinois à l'arabe, de l'anglais à l'espagnol. Les 11 compositions typographiques de la série *Dream* (1992-2005) renvoient à la phrase de Martin Luther King *« I have a dream… »*, comme au poème yiddish sur les inégalités sociales de Shalom Anski, écrivain et polémiste né en 1863 près de Vitebsk, en Biélorussie, et mort en 1920 en Pologne. Tout cela naît à l'écart des sentiers battus. *« Dans le Berry, j'ai de l'espace, trois ateliers, du calme, les oiseaux, mon jardin. Je n'ai aucune relation sociale, et ça ne me gêne pas du tout. Quand on est jeune, on a besoin de sortir, de voir des gens. Enfin, moi, je travaillais beaucoup et, en même temps, je sortais. Mais, à partir d'un certain âge, il faut choisir : soit travailler, soit sortir. J'ai choisi le travail »*, nous raconte cette improbable grand-mère aux cheveux coupés court, à la garçonne. ■

« Au cœur du peloton » change de braquet

Laurent Louët

Plus rythmée et plus proche des coureurs, la saison 2 de la série sur le Tour de France passe à la vitesse supérieure. Une vraie réussite.

Lancée en 2023, la série documentaire *Tour de France : au cœur du peloton* a d'emblée rencontré son public. Reprenant les codes qui ont fait le succès de la référente *Formula 1 : Drive to Survive*, les Londoniens de Box to Box Films avaient livré huit épisodes convaincants tant dans le fond que dans la forme à Netflix. Pour la première saison, le réalisateur James Gay-Rees et ses acolytes – spécialistes du genre qui collectionnent les récompenses grâce à la F1, mais aussi au surf, à la boxe, au football ou encore au golf – validaient le choix des organisateurs (Amaury Sport Organisation) de se lancer dans l'aventure. Aucun grand événement sportif ne peut plus se passer aujourd'hui de sa « série doc » sur l'une des grandes plateformes mondiales…

Pour cette nouvelle saison – consacrée à l'édition 2023 du Tour de France – Netflix passe à la vitesse supérieure. Grâce à la création de la société QuadBox, qui allie les moyens anglais aux compétences françaises de Quad Productions, la série cycliste change résolument de braquet. Disponible ce 11 juin, elle maîtrise les secrets de fabrication qui ont déjà fait leurs preuves mais ajoute une touche frenchy qui lui donne une dimension supplémentaire.

Confidences de champions

« *Nous savions que la série était perfectible*, explique Yann Le Bourbouac'h, qui a piloté la production franco-britannique finale de la saison 2. *Et nous avions deux nouveaux objectifs prioritaires. Le premier était de s'inscrire beaucoup plus dans l'humain, avec davantage d'accès aux personnalités qui font la course. On souhaitait que les gens puissent se dire : "Tiens, lui, je le kiffe tandis que j'aime moins celui-là…"* »

Le ton est donné d'emblée lorsque les caméras pénètrent chez Julian Alaphilippe (Soudal-Quick Step) ou chez Tadej Pogacar (UAE Team Emirates) lors du premier épisode. Les confidences des champions sont livrées sous le regard de leurs compagnes respectives, dont la consultante Marion Rousse. « *Tu es le mieux placé pour attaquer Vingegaard* », lance sans fioritures sa moitié au Slovène. Dans l'épisode 4, la célébration de la victoire d'étape de Pello Bilbao (Bahrain Victorious) en hommage à son coéquipier Gino Mäder, décédé avant la course, provoque une intense vague d'émotion à l'écran. Là encore, la série entre dans l'intimité des protagonistes sans verser dans le voyeurisme. Une démarche respectable et appréciable.

« *Le second objectif*, reprend Yann Le Bourbouac'h, *était de construire des épisodes pour une lecture plus sérielle. Qu'on puisse inscrire les téléspectateurs sur l'ensemble des films, sur la durée totale de l'épreuve.* » Lors des huit épisodes d'une quarantaine de minutes chacun, plusieurs personnages créent des situations inattendues. L'Australien Ben O'Connor (Decathlon-AG2R La Mondiale) en détresse, le Français Marc Madiot (Groupama-FDJ) en colère, le Maillot jaune Jonas Vingegaard (Jumbo-Visma), très protecteur à l'égard de ses coéquipiers, mais aussi bercé par le doute au fond de son lit… Au-delà des rebonds liés aux faits de course, le peloton du Tour de France n'apparaît pas seulement comme un immense barnum. Il est bel et bien un village itinérant qui compose avec les personnalités de chacun de ses protagonistes.


PAULINE BALLET/A.S.O./NETFLIX

Authenticité des sportifs et beauté des paysages font de cette série un incontournable pour tous les amoureux de la Grande Boucle.

Cette vision authentique et francisée plus proche de la réalité, devrait plaire à l'international. L'authenticité des coureurs combinée à la beauté des paysages pourrait conduire Netflix à renouveler la série documentaire pour 2024. Grâce aux incroyables images de drones et aux caméras plongées dans la foule, le Tour de France 2023 conserve une magie intacte. Il reste un spectacle incontournable à se repasser avant de retrouver la 111e édition en direct dès le samedi 29 juin, depuis Florence, en Italie… ■

« Tour de France : au cœur du peloton » saison 2
sur Netflix
Notre avis : ●●●◐

« Des cris dans le stade » : enquête sur la face sombre du football

Emmanuelle Litaud

Le documentaire, réalisé par Mohamed Bouhafsi et diffusé sur France 5, pointe le racisme dans le monde du ballon rond.

« *C'est la première fois que je revois ces images… C'était caché au fond de moi…* » Basile Boli ne masque pas son émotion en visionnant son retour au stade de l'Abbé-Deschamps, à Auxerre – où il a été formé et a joué pendant sept ans sous l'égide de Guy Roux –, avec le maillot de l'Olympique de Marseille. Il avait alors été accueilli sous les huées et les cris de singe lancés par les supporteurs qui, quelques mois plus tôt, l'encensaient.

« *Ça reste des plaies indélébiles* », confie-t-il à Mohamed Bouhafsi. Le journaliste de « C à vous », qui a travaillé dix ans dans le milieu du ballon rond, a choisi de mener une enquête sociologique très poussée sur le racisme dans le football. « *J'ai eu un échange avec un très grand joueur de l'équipe de France dont je tairai le nom qui m'a dit : "Quand je marque des buts je suis français, tout va bien et on oublie ma peau. En revanche, dès que cela se passe mal, on me ramène à chaque fois, sur les réseaux sociaux ou même avec des petits bruits dans le stade, à ma couleur de peau". J'ai été très touché par son désarroi et son émotion. L'idée est née là*, explique-t-il. *Et puis, durant ma carrière, j'ai eu des moments où, dans les stades, je me suis senti mal à l'aise, j'ai entendu des bruits ou vu des gestes de supporteurs… J'aime le football avec passion et j'estime qu'il faut évoquer les faces sombres pour essayer de trouver des solutions.* »

Afin de nourrir son documentaire, Mohamed Bouhafsi est allé à la rencontre de nombreux joueurs victimes de racisme dans les stades durant leur carrière passée ou actuelle comme Joseph-Antoine Bell, Lilian Thuram, Samuel Umtiti ou encore Luc Sonor.

Jets de bananes

Tous se livrent à cœur ouvert et racontent des histoires à peine croyables. Comme celle dévoilée par Joseph-Antoine Bell, gardien de Marseille pendant trois ans qui, revenant au Stade-Vélodrome sous les couleurs de Bordeaux, a été victime de jets de bananes qui avaient été placées sous les sièges des gradins. Des témoignages d'autant plus forts qu'ils ont été difficiles à obtenir. « *Joseph-Antoine Bell est venu du Cameroun spécialement pour le film. Nous avons négocié pendant un mois au téléphone*, poursuit Mohamed Bouhafsi. *Il n'avait jamais reparlé comme ça de ce qu'il avait vécu. C'était dur de revenir avec eux sur les moments les plus difficiles de leur vie… J'ai été bouleversé par leur douleur, je l'avais sous-estimée.* » Le journaliste a interrogé des dirigeants de clubs. Peu ont accepté de parler. Michel Denisot mais aussi Robin Leproux font partie de ces rares témoins tout comme le président du club du Losc, Olivier Létang.

À l'aide de très nombreuses images d'archives mais aussi de témoignages de spécialistes, ce film relate également l'histoire de la xénophobie dans les stades, miroirs de notre société. « *Ce n'est pas un documentaire sur le football mais un film qui raconte les liaisons poreuses entre la société et un phénomène de société. Nous montrons comment les stades reflètent cette dernière et comment certains politiques se sont saisis de ce lieu pour en faire un enjeu* », explique Mohamed Bouafsi qui a envie de « *faire bouger les lignes et de mettre sur la table des sujets de société* ». Il prépare ainsi un documentaire sur 70 ans de l'histoire de nos banlieues qu'il incarnera et devrait être diffusé à la rentrée sur France 5. Il ambitionne aussi de mettre en lumière les prisons ou encore l'homophobie dans le sport. ■

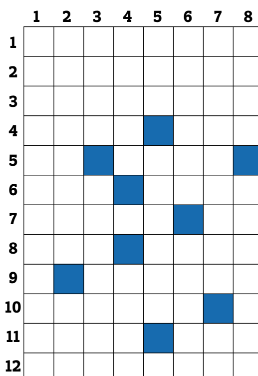
« Des cris dans le stade, enquête sur le racisme dans le football »
À 21 h 05, sur France 5
Notre avis : ●●●○

MOTS CROISÉS
Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 6628

HORIZONTALEMENT
1. Père de la voiture à moteur (prénom et nom). – **2.** Mille-feuille. – **3.** Ouvriers du textile. – **4.** Comme soudé à un autre organe. Objectif de coureur. – **5.** À l'origine de bien des désaccords. Tout est son contraire. – **6.** Jackland. Se joue avec le trac. – **7.** Établit la position. Répété en dernier. – **8.** Rafraîchit les Perpignanais. A toute la nuit pour réfléchir. – **9.** Passe à la réalisation. – **10.** Voiles de larmes. – **11.** Souffle divin. Osée fut sa progéniture. – **12.** Parcours jalonnés d'obstacles.

VERTICALEMENT
1. Ondulées et gominées par le figaro. – **2.** Représentation sans aucun effet. Croisé ici ou là. – **3.** On le voit bien depuis les chambres de Bonn. Fait asseoir pour manger. – **4.** Gros jet. Coupe le fil. – **5.** Bien des fléaux se sont abattus sur lui. Botte des carabiniers. – **6.** Répondre sans répondre. Première conquête électorale pour Chirac. – **7.** Impériaux de cruauté. Il longe le lit. – **8.** Fait la deuxième partie d'une expression marquant l'indécision. Tiendras le rôle du Père.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 6627

HORIZONTALEMENT **1.** Shabbats. – **2.** Coloriai. – **3.** Isolante. – **4.** Spé. Sées. – **5.** Siva. Set. – **6.** Ite. Esse. – **7.** Parade. – **8.** Alamo. AT. – **9.** Ri. Omis. – **10.** Isou. Apo. – **11.** Terrages. – **12.** Érosions.

VERTICALEMENT **1.** Scissiparité. – **2.** Hospitaliser. – **3.** Aloe vera. Oro. – **4.** Bol. Amours. – **5.** Bras. Édom. Aï. – **6.** Aînesse. Iago. – **7.** Tâtées. Aspen. – **8.** Siestent. OSS.

BRIDGE
Par Philippe Cronier www.lebridgeur.com

PROBLÈME N° 3381 : Évitez la troisième dose

♠ 873
♥ 974
♦ D7
♣ 10 8 7 3 2

N / O E / S

♠ A R D V 9 6
♥ A V 10
♦ 10 5 3
♣ A

Contrat : Sud joue **4 Piques** après une intervention d'Ouest à 2♦ (sur 2♣ en Sud).

Entame : 10 de ♠ pour le 3, le 4 et votre As.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 3380 : Maîtrise des communications

Contrat : Sud joue **6 Carreaux**.
Entame : 7 de ♥.

Vous allez affranchir les ♠ en les coupant avec les petits atouts de votre main. Vous ne devez pas négliger la chance de l'As de ♠ bien placé et le jeu juste est de **prendre l'entame en main** de la Dame pour **jouer tout de suite ♠**, communications obligent.

– Si Ouest a l'As, il va le fournir. **Prenez impérativement sa continuation à ♥ de l'As**, testez les atouts en deux tours et, s'ils sont 4-1, coupez un ♠, purgez les derniers atouts, encaissez le Roi de ♠ affranchi et l'As de ♣ puis retournez en main **en prenant le Valet de ♥ du Roi** (votre gestion des communications a été parfaitement maîtrisée), avant de tabler. Tels que sont les jeux, tout autre timing vous mène à la chute.

– Si le Roi de ♠ est pris de l'As, prenez impérativement la continuation à ♥ de l'As, coupez un ♠, donnez deux tours d'atout, coupez un nouveau ♠ (vous serez sauvé si un même joueur possède deux ♠ et deux atouts), montez au mort à ♣ et terminez comme précédemment.

	♠ R 8 6 4 3 ♥ A V 10 ♦ A R D V ♣ A	
♠ A V 10 7 2 ♥ 8 7 6 5 ♦ 3 ♣ 10 8 4	N / O E / S	♠ D 5 ♥ 4 3 ♦ 10 9 8 2 ♣ D V 9 3 2
	♠ 9 ♥ R D 9 2 ♦ 7 6 5 4 ♣ R 7 6 5	

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT
RONDE DES MOTS© :
LIGNE 1 : OEUVRE, VERRUE, ENIVRE, UTÉRIN, PRÉFET, ÉGARER.
LIGNE 2 : VÊLANT, RECALÉ, VÉLOCE, RÉELLE, FESSÉE, RIEUSE.

TV Magazine
Tous les programmes dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag



TF1

21.10
Armageddon
Film. Action

EU. 1998. Réal. : Michael Bay. 2h41. Avec Bruce Willis, Billy Bob Thornton, Ben Affleck. Aidé d'une poignée d'asociaux, un spécialiste du forage doit neutraliser un astéroïde gigantesque avant qu'il ne heurte la Terre et n'y détruise toute vie.

23.55 Uncharted. Film. Action. Avec Tom Holland, Mark Wahlberg.

France 2

21.00
Athlétisme : Championnats d'Europe

En direct

5e jour. Au programme de cette avant-dernière soirée : la fin du décathlon, les finales des concours de saut en hauteur et triple saut masculin, lancer du javelot féminin, 400 mètres haies messieurs et dames, 10 000 mètres dames et 200 mètres dames.

23.03 Level Up. Documentaire.

France 3

21.10
La doc et le véto
Série. Humoristique

Fra. 2023. Avec Michel Cymes, Dounia Coesens. Plume noire. Inédit. Avec la complicité habituelle de la doc, le véto cherche des solutions pour la sécurité de son père, en perte progressive d'autonomie. Parallèlement, le village est victime d'un corbeau.

22.40 La doc et le véto. Série. Humoristique. Inédit. Partir, revenir. Inédit.

Canal+

21.10
Soudain seuls
Film. Aventures

Fra. 2023. Réal. : Thomas Bidegain. 1h48. Avec Mélanie Thierry. Parti pour un tour du monde en bateau, un couple se retrouve soudain livré à lui-même sur une petite île déserte de l'Antarctique après une tempête.

22.58 Second Tour. Film. Comédie dramatique. Avec Cécile de France.

Arte

20.55
Les usines de Staline face aux armées d'Hitler

Documentaire

Fra. 2022. Réal. : Gil Rabier. 1h27. Inédit. Attaquée en 1941 par le IIIe Reich, l'URSS a sauvé son industrie militaire en la délocalisant le plus loin possible des combats. Les civils ont été durement mis à contribution.

22.25 La saga Berlusconi. Doc. Inédit.

M6

21.10
Cauchemar en cuisine
Documentaire

Prés. : Philippe Etchebest. 1h45. Chambéry. Inédit. Philippe Etchebest se rend à Chambéry en Savoie dans le restaurant de Christine, qui doit gérer l'établissement toute seule et qui n'arrive plus à suivre.

22.55 Cauchemar en cuisine : que sont-ils devenus ? Documentaire.

À LA DEMANDE

Apple tv+

Franklin

Sait-on que c'est à Paris que Benjamin Franklin a signé avec l'Angleterre le traité reconnaissant l'indépendance des États-Unis en 1783 ? L'Amérique a toujours eu un lien privilégié avec la France, qu'Hollywood n'a jamais caché. Grâce à James Ivory, nous savions que Thomas Jefferson avait passé quelques années en France peu de temps avant la Révolution. Dans cette nouvelle mini-série, nous apprendrons que son compatriote Benjamin Franklin a fait de même en 1776, dans l'espoir de signer un accord secret avec Louis XVI. Si « Franklin » prend quelques libertés avec l'histoire, réjouissons-nous de retrouver Michael Douglas dans le rôle de ce roi de l'intrigue, mais aussi de redécouvrir les charmes de la France classique.

LE FIGARO TV Île-de-France

18.30 Le Buzz TV. Linda Hardy, actrice dans la série *Bugarach*, sur France.tv, interviewée par Nicolas Vollaire et Sarah Lecœuvre. **19.00 Bienvenue en Île-de-France.** Présenté par Victoire Sikora.

21.00

STP PRODUCTIONS 2020

Des trains de bois pour Paris
Documentaire.
22.30 Le Club Le Figaro International. Sur le thème « Ukraine, escalade ou diplomatie ? », Philippe Gélie reçoit Anne de Tinguy, historienne et politologue et Maxime Lefebvre, diplomate. Avec les journalistes du *Figaro* Patrick Saint-Paul et Cyrille Louis.

Pour regarder le Figaro TV ?
Canal 34 de la TNT en Île-de-France ou sur les box
SFR 468 | Orange 345
Free 904 | Bouygues 305

C8

19.40 Touche pas à mon poste ! Div.

21.19 Enquête complémentaire
Doc. Fra. 2024. Réal. : Ivan Cerieix. 1h56. Paris 2024 : des Jeux sous très haute surveillance ! Inédit. Assurer la sécurité des Jeux olympiques en 2024, c'est se confronter à un défi multiple et inédit. Témoignages.

23.15 Les rats sont-ils nos ennemis ? Documentaire.

W9

19.50 Les apprentis champions.

21.10 West Side Story
Film. Comédie musicale. EU. 2021. 2h36. Avec Ansel Elgort. Inédit. Deux clans se disputent les rues de West Side, à New-York. Mais l'ancien chef du premier tombe amoureux de la sœur du leader du second.

23.50 La grande soirée des comédies musicales. Divertissement.

TMC

19.15 Quotidien. Divertissement.

21.25 21h Médias : rire en 2024
Magazine. 1h35. Inédit. Julien Bellver propose une émission spéciale rire, avec un décryptage de l'humour en 2024. Il a interrogé Laurent Ruquier, Jérémy Ferrari ou Mahaut Drama.

23.00 90' Enquêtes. Mag. Forcené, chauffards, incendies : immersion totale avec les gendarmes du Sud

France 5

20.04 C à vous la suite. Talk-show.

21.05 Des cris dans le stade, enquête sur le racisme dans le football
Documentaire. Fra. 2024. . 1h30. Inédit. De la politisation de certaines tribunes, en passant par le racisme ordinaire, le football est un révélateur du niveau de racisme dans la société.

22.36 C ce soir. Talk-show.

RMC Découverte

19.50 Vintage Mecanic. Doc.

21.10 Le garage : objectif restauration
Doc. Fra. 2023. 1h25. Porsche 911 Targa. Inédit. Nantes Prestige Auto a été fondé en 2007 par Jeremy, meilleur apprenti de France passionné de Porsche. La mission du jour concerne une Porsche 911 Targa de 1982.

22.35 Le garage : objectif restauration.

Histoire TV

19.50 Violette Morris, sans contrefaçon. Documentaire.

20.50 Les SS de la Das Reich, un parcours de la désolation
Documentaire. Fra. 2016. 0h50. Au cours du printemps et de l'été 1944, la division blindée SS Das Reich, chargée de nettoyer les maquis français, multiplie les massacres de civils.

21.40 La tragédie de Royan. Doc.

MÉTÉO

ÉPHÉMÉRIDE St-Barnabé
Soleil : Lever 05h46 - Coucher 21h54 - Premier croissant de Lune

MATIN

Lille 8 – Amiens 6 – Charleville-Mézières 5 – Metz 6 – Rouen 7 – Caen 9 – Paris 9 – Nancy 5 – Strasbourg 9 – Brest 10 – Rennes 7 – Orléans 6 – Troyes 6 – Belfort 10 – Tours 8 – Nantes 8 – Bourges 9 – Dijon 9 – Poitiers 10 – Limoges 12 – Clermont-Ferrand 12 – Lyon 13 – Grenoble 12 – Brive-la-Gaillarde 12 – Bordeaux 15 – Avignon 16 – Nice 19 – Montpellier 17 – Bayonne 15 – Toulouse 14 – Marseille 18 – Bastia 19 – Perpignan 17 – Ajaccio 18

Vent : 30 km/h – 20 km/h – 60 km/h

APRÈS-MIDI

Lille 15 – Amiens 16 – Charleville-Mézières 15 – Metz 17 – Rouen 16 – Caen 14 – Paris 17 – Nancy 17 – Strasbourg 18 – Brest 16 – Rennes 18 – Orléans 18 – Troyes 17 – Belfort 17 – Tours 19 – Nantes 20 – Bourges 19 – Dijon 18 – Poitiers 19 – Limoges 18 – Clermont-Ferrand 16 – Lyon 20 – Grenoble 19 – Brive-la-Gaillarde 19 – Bordeaux 21 – Avignon 25 – Nice 24 – Montpellier 26 – Bayonne 18 – Toulouse 20 – Marseille 24 – Bastia 28 – Perpignan 23 – Ajaccio 25

Vent : 30 km/h – 40 km/h – 70 km/h

T (en °c) : <-10 à 0 | 0 à 10 | 10 à 20 | 20 à 30 | 30 à >40

LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	20/24	AMSTERDAM	10/13	ATHÈNES	24/34
BARCELONE	19/20	BELGRADE	22/24	BERLIN	11/18
BERNE	10/15	BRUXELLES	8/14	BUDAPEST	16/22
COPENHAGUE	11/15	DUBLIN	7/15	LISBONNE	16/24
LONDRES	8/15	MADRID	12/25	PRAGUE	12/19
RABAT	19/22	ROME	20/26	TUNIS	20/29

MERCREDI : 6/16 – 8/17 – 7/17 – 7/18 – 11/20 – 16/24
JEUDI : 8/20 – 8/18 – 8/20 – 9/21 – 10/24 – 15/24
VENDREDI : 13/18 – 13/18 – 12/19 – 13/19 – 15/23 – 15/24

MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N°3854

RCI JEUX

ACTIVITÉ D'AUDITEUR – ÉTINCELER – PERSONNE ANONYME – TERRE DES KIBBOUTZ – LIT DE PIAULE – ENGINS AGRICOLES – COIN INTIME – DISTANCE LOINTAINE – OURLET DE MARIN – PARTIE DU MONDE – SECOND VOTE – CIBLE DE TIR – REND ACCESSIBLE – C'EST DU GÂTEAU À QUIMPER – PAS CONCUBINE, DONC – FÊTES DE BACCHUS – ÉPOQUES – VILLE DE L'OISE – CALLOSITÉ – DEMEURERA – ALIMENT AMBRÉ – PLUS ÉTROITE – LET !
PARA LE COUP – LANCER – MISE À JOUR – ACTE CITOYEN
ÉLEVEUR À MARENNES – MEUBLE À TIROIRS – REVOIR L'ORDRE – ABJURE SES IDÉES
COUSSIN DE RÊVE – AMPHITHÉÂTRE – PRISE DE CITRON – CASES DE DAMIER
POUDRE DE BÉBÉ – POISSON DORÉ – PRÉNOM DE GARDNER – FOURVOIE – DÉSERT CAILLOUTEUX – PIGE – NE GARDE QUE LES GRAINES – DE L'EAU – BATZ OU BRÉHAT – BROYÉE À LA CUISINE – IL EST RONGÉ PAR LE DANOIS
MÈRE À CALCUTTA – IL COULE À MUNICH – TUERIE, MASSACRE – ARGILE ANTIQUE – MESSAGE ÉCRIT – DIEU À FLÛTE – IL MÈNE UNE VIE DE CHÂTEAU
ATTIRA MAINTS ARCHÉOLOGUES – MATÉRIAU D'ÉCORCE – GENRE MUSICAL – ENSEIGNER – ARBRE TROPICAL – CANDIDAT À UN GRADE – ILS ACCOMPAGNENT LES AUTRES – FEMELLE DU LIÈVRE
ÉREINTANTE – QUI EST À MOI – TROIS À ROME – PRÉCISION DE LIEU – ANNEAUX POUR DES AVIRONS
ATTACHÉE AU QUAI – DISPERSÉE ÇÀ ET LÀ – DÉCLARÉE TERMINÉE – COMME DEUX RONDS DE FLAN
DERNIÈRE NU EN GRÈCE – QUI A FAIT SON APPARITION – ÉLOIGNER L'APPRÉHENSION – PRÉCÈDE UN VERBE PRONOMINAL

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

■ A ■ E ■ S ■ A ■ W ■ H ■ O ■ Z ■ R ■ R ■ G ■ R ■ B
S T O M A C A L ■ C R E D U L I T E ■ E S A ■ O R E
■ T R I R E M E S ■ O U I ■ I ■ C A M P I N G C A R
Z I N N I A ■ S O E U R E T T E ■ G A E L
■ R E C O U V E R T E ■ T E E S H I R T S
C A M E S ■ O R N I E R E S ■ S E R I E ■
■ N E R O L I ■ E R S E S ■ C O L ■ N E S
E T N A ■ E L I T E ■ C ■ A R R I M A ■ I
■ E T ■ E V E N T ■ C R E M E ■ C O D E R
I S E R O I S ■ E P A U L E T T E ■ E R S

LE FIGARO



PAR **Christine Halary**

Qu'elle écrive ou qu'elle cuisine, l'essayiste et cordon-bleu, qui fut à l'avant-garde de la presse magazine, a l'art d'enchanter le quotidien. Son dernier livre est à son image : rafraîchissant.



« Je n'ai jamais considéré le fait de faire à manger comme une aliénation mais comme une distinction suprême », déclare Perla Servan-Schreiber.

NATHALIE CARNET

Perla Servan-Schreiber, une sage à la page

Ne lui dites pas qu'elle est inspirante. Ce *« joli qualificatif »*, convient-elle, lui donne de l'urticaire, tant il s'invite à tout propos. Son éditeur, lui, n'a pas résisté. Titrant en bandeau de son huitième essai, *Intimités au fil des jours : « Une femme qui ne cesse de nous inspirer. »* La citation est extraite du magazine *Elle*. Qu'elle le veuille ou non, à force de témoigner de son expérience comme de sa philosophie de vie, l'élégante dame de 80 ans, toujours de blanc vêtue, est devenue source de sagesse. Une source qui s'exprime aussi bien sur papier qu'en mode digital – elle a un compte Instagram et tient depuis un an une chronique dominicale, « Goodmorning Perla », aux plus de 9000 abonnés – ; à l'écrit comme à l'oral à travers nombre de podcasts dont ceux de la newsletter de My Little Paris estampillés « Les Secrets de Perla ».

Malgré tant de sollicitations, nulle forfanterie chez celle, un brin mélancolique, pour qui *« la vie devient si bêtement longue »*. Et d'ajouter : *« Elle serait encore moins supportable si on n'acquérait pas dès son tendre âge des réflexes salutaires dans sa relation à soi et aux autres. »* Son attention aux autres, justement, attire dans son appartement parisien, intellectuels, ministres, dirigeants ou influenceuses en herbe en quête d'écoute et de conseils. *« Perla a une aura exceptionnelle décuplée par sa modestie »*, apprécie son ami, le philosophe Raphaël Enthoven. Cette *« reine »*, comme il la dépeint, ne fait guère étalage de son réseau éclectique. C'est lorsque telle passante anonyme l'aborde d'un *« vous me faites un bien fou ! »* qu'elle se sent gratifiée. Si elle écrit, c'est avec l'espoir de faire gagner du temps à ses lectrices et à ses lecteurs. Aux jeunes en particulier, qu'elle affectionne. D'ailleurs, ce qui la définit le mieux, dit-elle, *« c'est d'être huit fois grand-mère – un cadeau de feu son mari, le patron de presse Jean-Louis Servan Schreiber – sans jamais avoir été mère »*, un choix totalement assumé, *« même si c'était très mal vu »*. Chaque été lui offre la joie de les réunir dans la maison familiale du Luberon, où elle les régale de ses mets légendaires.

Impossible de dissocier l'auteur de la cuisinière. Nourrir et servir ses plats sont pour elle un art de vivre hérité de sa culture orientale. *« Je le trouve si joyeux et efficace que je n'en ai jamais cherché d'autre »*, se félicite cette native de Fès, au Maroc, dont la famille d'origine juive andalouse, chassée d'Espagne en 1492, compte une lignée de rabbins et un ancêtre illustre, Maïmonide, philosophe et médecin de Cordoue. *« Je n'ai jamais considéré le fait de faire à manger comme une aliénation mais comme une distinction suprême. »* C'est ce rituel de la table qui lui permet de briser la glace dans le clan fermé des Servan-Schreiber, elle qui vient d'une tribu ouverte. Les enfants de Jean-Louis, qu'elle épouse à l'âge de 43 ans, sont rapidement conquis par son talent à mettre des saveurs et de l'amour dans l'assiette. Quand ses amis, qu'elle régale aussi, persistent à lui suggérer d'ouvrir un restaurant, Perla rétorque : *« Je ne sais préparer un repas que pour ceux que j'aime ! »* La reine des fourneaux préfère traduire son art culinaire en livres de recettes. Elle en a publié une dizaine.

L'écriture, justement, s'est invitée tard dans sa vie, dont les premiers impératifs avaient pour noms liberté et indépendance financière. *« Certainement pas pour ressembler à un homme »*, nuance la baby-boomeuse, qui fut témoin du féminisme militant au cours de ses vingt années de publicité dans la presse féminine, *Elle* et *Marie-Claire*. *« C'est une chance d'être une femme, »* assume l'auteur de *La Féminité : de la liberté au bonheur* (Stock 1994). L'autonomie, Perla, cinquième d'une fratrie de six enfants, l'a décidée en réaction à la relation quasi féodale entre ses parents. Sa mère fut mariée à 14 ans et enceinte à 15 ans.

En débarquant à Paris pour prolonger ses études, elle s'était juré aussi de ne pas se marier. Jusqu'à sa rencontre inopinée avec JLSS, comme on appelait le patron du groupe L'Expansion. *« J'étais allée lui présenter "Chic", un projet de magazine indépendant lifestyle. Il a jugé que m'épouser lui reviendrait moins cher que de me financer »*, rit-elle encore. C'est lui, son mentor, qui l'enhardit à prendre pour la première fois la plume, à ses côtés, dans un livre à quatre mains, *Le Métier de patron* (Fayard, 1990). *« Moi, qui sortais de dix ans de psychanalyse, il m'a jugée apte à déceler la personnalité des dirigeants et à en brosser le portrait. »*

Ensemble, ces *« sauvages absolus »*, pourtant si parisiens, qui fuyaient les mondanités, préférant les échanges de haut vol en petit comité, ont partagé le virus de la presse écrite. Avec des fulgurances que Perla met volontiers sur le compte de son mari. Comme cette intuition de repositionner le mensuel *Psychologies* dans la tendance du « mieux vivre sa vie ». En dix ans, entre l'acquisition du titre en mars 1998 et sa revente au groupe Hachette en 2008, la diffusion passe de 55 000 à 380 000 exemplaires. Même anticipation d'une quête, celle de *« retrouver du sens »* quand le couple reprend le magazine *Clés*, en 2010. *« Avec Clés, on s'est vraiment fait plaisir »*, se souvient Perla, qui applique à la presse la même technique du *« cousu main »* qu'à la cuisine. Un artisanat d'excellence. Mais la danseuse coûte cher et Perla est atteinte d'un cancer du sein. Jean-Louis décide de jeter l'éponge. L'aventure de la rue de Lisbonne aura duré cinq ans. *« Après sa mort, en 2020, j'ai réalisé à quel point cette ruche qu'est un journal lui avait manqué »*, regrette-t-elle.

> **« J'étais allée lui présenter "Chic", un projet de magazine indépendant lifestyle. Il a jugé que m'épouser lui reviendrait moins cher que de me financer »**
>
> **Perla Servan-Schreiber** À propos de sa rencontre avec Jean-Louis

Perla *« a perdu sa boussole »*, comme elle le dit. Ses amis, dont les trois quarts ont la moitié de son âge, ont pris le relais. Telle Fany Péchiodat, la fondatrice de My Little Paris, qu'elle surnomme *« son coach de deuxième vie »*. C'est elle qui lui suggère de créer une newsletter. L'occasion pour Perla, dont elle admire *« la plume simple et puissante »*, d'explorer un style d'écriture *« en mode flash »*, pensé pour la lecture sur smartphone. Elle aussi qui ritualise les *« magic lunchs »*, ces déjeuners concoctés par Perla auxquels Fany convie six invités surprise. *« Toujours, la magie opère »*, assure l'entrepreneuse de 46 ans, qui loue l'insatiable curiosité de celle qui est son amie depuis quinze ans. *« Perla, c'est la classe ! » « L'apprentie à vie »*, comme elle se qualifie, est une cure de jouvence. *« Le drame de la vieillesse, c'est l'isolement, pas les rides »*, alerte-t-elle. Perla assume les siennes et cultive avec allure l'un des privilèges de son âge, celui d'être libre. ■

« Intimités. Au fil des jours », par Perla Servan-Schreiber (Éditions de La Martinière).